



# Message aux actionnaires pour le premier trimestre de 2021

www.cibc.com/francais

Le 25 février 2021

## Message du président et chef de la direction

### Vue d'ensemble des résultats

La Banque CIBC a annoncé aujourd'hui ses résultats financiers du premier trimestre clos le 31 janvier 2021.

### Points saillants du premier trimestre

	T1 2021	T1 2020	T4 2020	Variation d'un exercice à l'autre	Variation d'un trimestre à l'autre
Résultat net comme présenté	1 625 M\$	1 212 M\$	1 016 M\$	+34 %	+60 %
Résultat net ajusté <sup>1</sup>	1 640 M\$	1 483 M\$	1 280 M\$	+11 %	+28 %
Résultat dilué par action comme présenté	3,55 \$	2,63 \$	2,20 \$	+35 %	+61 %
Résultat dilué par action ajusté <sup>1</sup>	3,58 \$	3,24 \$	2,79 \$	+10 %	+28 %
Rendement des capitaux propres (RCP) applicables aux porteurs d'actions ordinaires comme présenté	17,0 %	13,1 %	10,7 %		
RCP ajusté <sup>1</sup>	17,2 %	16,1 %	13,5 %		
Ratio des fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires	12,3 %	11,3 %	12,1 %		

Les résultats du premier trimestre de 2021 ont été touchés par l'élément d'importance suivant qui, globalement, a donné lieu à une incidence négative de 0,03 \$ par action :

- un montant de 20 M\$ (15 M\$ après impôt) au titre de l'amortissement d'immobilisations incorporelles liées aux acquisitions.

Notre ratio des fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires s'est établi à 12,3 % au 31 janvier 2021, en regard de 12,1 % à la fin du trimestre précédent. Au 31 janvier 2021, le ratio de levier de la Banque CIBC était de 4,7 %.

Au cours du premier trimestre de 2021, nous avons dégagé un solide rendement financier et continué de mettre en œuvre notre stratégie focalisée sur le client. Nous avons réalisé des progrès dans la revitalisation de nos services aux consommateurs canadiens, fait avancer la transformation de notre Banque par la technologie et l'innovation, et poursuivi sur notre lancée dans les secteurs d'activité où nous jouissons d'avantages au sein du marché. Nos investissements soutenus nous mettent en bonne position pour faire progresser davantage notre stratégie en 2021 et notre solide situation de fonds propres nous permet de soutenir nos projets de croissance axés sur les clients, alors que nous composons avec une conjoncture de marché en pleine évolution en raison de la pandémie de COVID-19.

### Rendement de nos activités essentielles

*Services bancaires personnels et PME, région du Canada*, a enregistré un résultat net de 652 M\$ au premier trimestre, en hausse de 77 M\$, ou 13 %, par rapport à celui du premier trimestre il y a un an, du fait surtout de la diminution de la dotation à la provision pour pertes sur créances, en partie contrebalancée par la baisse des produits, alors que les charges ont été comparables à celles de l'exercice précédent. Les résultats avant impôt, avant provisions<sup>1</sup> ont diminué de 54 M\$, ou 5 %, par rapport à ceux d'il y a un an. Les produits ont baissé par rapport à ceux de l'exercice précédent, car la croissance des volumes a été plus que contrebalancée par le resserrement des marges en lien avec l'évolution de l'environnement des taux d'intérêt et par la diminution des honoraires découlant de la réduction soutenue des activités transactionnelles des clients causée par la pandémie de COVID-19.

*Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région du Canada*, a enregistré un résultat net de 354 M\$ au premier trimestre, en hausse de 18 M\$, ou 5 %, par rapport à celui du premier trimestre il y a un an, du fait principalement de l'accroissement des produits dans Gestion des avoirs. Les résultats avant impôt, avant provisions<sup>1</sup> ont augmenté de 22 M\$, ou 4 %, par rapport à ceux du premier trimestre il y a un an. La hausse des honoraires et la forte croissance des volumes de dépôts dans Groupe Entreprises ont été en partie neutralisées par le resserrement des marges, lequel reflète l'actuel environnement des taux d'intérêt. Gestion des avoirs a profité de la croissance considérable du solde des actifs attribuable à l'appréciation des marchés et aux solides ventes de fonds communs de placement. L'augmentation des charges a été surtout causée par la rémunération variable fondée sur les produits, reflet des résultats favorables tirés des activités.

1) Se reporter à la section Mesures non conformes aux PCGR, pour plus de précisions. Les résultats avant impôt, avant provisions correspondent aux produits, nets des charges autres que d'intérêts et constituent une mesure non conforme aux PCGR.

*Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région des États-Unis*, a enregistré un résultat net de 188 M\$ au premier trimestre, en hausse de 23 M\$, ou 14 %, par rapport à celui du premier trimestre il y a un an. Compte non tenu des éléments d'importance, le résultat net ajusté<sup>1</sup> s'est établi à 200 M\$, en hausse de 19 M\$, ou 10 %, par rapport à celui du premier trimestre il y a un an, l'augmentation des produits et la diminution des charges ayant été contrebalancées en partie par la hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances. Les résultats avant impôt, avant provisions<sup>1</sup> ont augmenté de 73 M\$, ou 32 %, par rapport à ceux du premier trimestre il y a un an. La hausse des produits s'explique essentiellement par la croissance des volumes, l'augmentation des frais de gestion d'actifs et les activités de syndication, le tout contrebalancé en partie par l'incidence de l'écart de change. La diminution des charges autres que d'intérêts reflète la baisse des coûts liés à l'expansion des affaires attribuable à l'incidence de la pandémie de COVID-19 et à l'incidence de l'écart de change.

*Marché des capitaux* a déclaré un résultat net de 493 M\$ au premier trimestre, en hausse de 115 M\$, ou 30 %, par rapport à celui du premier trimestre il y a un an, ce qui découle surtout d'une progression des produits, en partie contrebalancée par une augmentation de la rémunération liée au rendement et par une hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances. Les résultats avant impôt, avant provisions<sup>1</sup> ont augmenté de 27 % par rapport à ceux du premier trimestre de l'exercice précédent en raison d'une hausse des produits tirés de la négociation de titres à revenu fixe, de dérivés sur actions et de taux de change ainsi que d'une augmentation des produits tirés des services financiers aux entreprises et de la souscription, le tout en partie contrebalancé par la baisse des produits tirés des activités de services consultatifs et la hausse des charges autres que d'intérêts.

### **Apporter davantage à nos collectivités**

À la Banque CIBC, nous investissons temps et ressources pour éliminer les obstacles à l'atteinte des objectifs personnels et nous illustrons bien qu'il faut travailler ensemble pour créer des changements positifs qui contribuent à l'essor des collectivités et des entreprises. Au cours du trimestre considéré, nous avons renforcé davantage nos collectivités au moyen des initiatives suivantes :

- Nous avons mobilisé 5,6 M\$ à l'échelle mondiale au profit d'organismes d'aide à l'enfance à l'occasion de la toute première édition virtuelle de la Journée du miracle CIBC, portant le total des fonds mobilisés à plus de 260 M\$ depuis 1984.
- L'équipe de la Banque CIBC a amassé 400 000 \$ au cours de la campagne de financement annuelle de la Fondation Movember, ce qui témoigne de notre engagement soutenu envers la recherche sur le cancer. L'équipe CIBC s'est classée au deuxième rang des organisations ayant recueilli le plus de fonds à l'échelle mondiale et au premier rang à l'échelle canadienne, en plus de compter dans ses rangs la femme ayant réuni le plus de fonds.
- Nous avons lancé le Défi de conception inclusive MaRS-CIBC, qui vise à soutenir les Canadiens vivant avec un handicap grâce à une série de défis axés sur l'innovation contribuant à éliminer les obstacles à l'emploi.
- Des bénévoles de CIBC Bank USA ont interagi virtuellement avec des élèves, de la maternelle à la 8<sup>e</sup> année, pour leur enseigner des concepts financiers en utilisant le programme Money Savvy Kids, et des membres de l'équipe de notre Programme de formation sur le crédit ont œuvré virtuellement auprès d'étudiants du programme du Network for Teaching Entrepreneurship.

Victor G. Dodig  
*Président et chef de la direction*

## Groupe de travail sur les renseignements supplémentaires

En 2012, le groupe de travail sur les renseignements supplémentaires, mis sur pied par le Financial Stability Board, a publié son rapport intitulé *Enhancing the Risk Disclosures of Banks*, qui comportait 32 recommandations sur les informations à fournir. L'index ci-dessous renferme la liste de ces informations ainsi que leur emplacement. Les informations du groupe de travail sont présentées dans notre Rapport annuel 2020, notre rapport aux actionnaires trimestriel ainsi que dans nos documents d'information financière supplémentaire, qui se trouvent sur notre site Web ([www.cibc.com/francais](http://www.cibc.com/francais)). Aucune information du site Web de la CIBC, y compris les documents d'information financière supplémentaire, ne doit être considérée comme intégrée par renvoi aux présentes.

Sujets	Recommandations	Information à fournir	Premier trimestre de 2021			Rapport annuel 2020
			Rapport de gestion	États financiers consolidés	Rapport au titre du troisième pilier et information supplémentaire sur les fonds propres réglementaires	
Pages						
Généralités	1	Index des informations en matière de risque – présente page				
	2	Terminologie et mesures en matière de risque <sup>1</sup>			69–70	
	3	Principaux risques et nouveaux risques	21			50
	4	Exigences liées aux ratios réglementaires futurs importants	18, 35, 36	61	9, 16	36, 39, 76, 78, 166
Gouvernance du risque, gestion du risque et modèle d'affaires	5	Structure de gestion du risque				44, 45
	6	Culture de risque et intérêt à l'égard du risque				43, 46, 47
	7	Risques découlant des activités commerciales	24			48, 53
	8	Simulations de crise à l'échelle de la Banque	28			31, 49, 57, 71, 74
Suffisance des fonds propres et actif pondéré en fonction du risque	9	Fonds propres réglementaires minimums	16	61		31, 166
	10	Composantes de fonds propres et rapprochement avec le bilan réglementaire consolidé			8–11	36
	11	Tableau des flux de fonds propres réglementaires			12	37
	12	Gestion et planification des fonds propres				39, 166
	13	Activités commerciales et actif pondéré en fonction du risque	24		4	38, 53
	14	Actif pondéré en fonction du risque et exigences en matière de fonds propres			4	33, 38
	15	Risque de crédit par portefeuille important			27–36	56–61
	16	Tableau des variations de l'actif pondéré en fonction du risque			4, 5	38
	17	Application d'essais à rebours aux modèles			67, 68	48, 57, 70
Liquidités	18	Actifs liquides	34			75
Financement	19	Actifs grevés	35			75
	20	Échéance contractuelle des actifs, des passifs et des instruments hors bilan	39			79
	21	Stratégie et sources de financement	38			77
Risque de marché	22	Rapprochement des portefeuilles de négociation et des portefeuilles autres que de négociation avec le bilan consolidé	31			69
	23	Facteurs importants de risque de marché lié aux activités de négociation et autres que de négociation	32-33			69–73
	24	Hypothèses, limites et procédures de validation liées aux modèles				69–73
	25	Simulations de crise et analyses de scénarios				31, 71
Risque de crédit	26	Analyse des expositions au risque de crédit	25–30		6–7, 63–66	58–67, 138–145, 186
	27	Prêts douteux et politique d'allègement	25, 28			55, 65, 85, 116
	28	Rapprochement de prêts douteux et de la provision pour pertes sur créances	28	55		65, 139
	29	Risque de crédit de contrepartie découlant de dérivés	28		66, 35 <sup>2</sup>	55, 59, 156–157
	30	Atténuation du risque de crédit	25		20, 51, 66	55, 61, 156–157
Autres risques	31	Autres risques	40			80–82
	32	Discussion sur des situations de risque connues		63		80, 179

1) Un glossaire détaillé de notre terminologie sur les risques et les fonds propres est présenté aux pages 196 à 202 de notre Rapport annuel 2020.

2) Compris dans le document d'information financière supplémentaire.

# Rapport de gestion

Le rapport de gestion est présenté afin de permettre aux lecteurs d'évaluer la situation financière et les résultats d'exploitation de la CIBC au 31 janvier 2021 et pour le trimestre clos à cette date, comparativement aux périodes correspondantes. Le rapport de gestion doit être lu avec le Rapport annuel 2020 et les états financiers consolidés intermédiaires non audités compris dans le présent rapport. À moins d'indication contraire, toute l'information financière présentée dans le rapport de gestion a été préparée selon les Normes internationales d'information financière (IFRS ou PCGR) et tous les montants sont libellés en dollars canadiens. Certaines informations présentées dans le rapport de gestion ont été ombragées étant donné qu'elles font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires. Le rapport de gestion est en date du 24 février 2021. D'autres renseignements concernant la CIBC peuvent être obtenus sur le site SEDAR, à l'adresse [www.sedar.com](http://www.sedar.com) et sur le site de la Securities and Exchange Commission des États-Unis (SEC) à l'adresse [www.sec.gov](http://www.sec.gov). Aucune information du site Web de la CIBC ([www.cibc.com/francais](http://www.cibc.com/francais)) ne doit être considérée comme intégrée par renvoi aux présentes. Un glossaire des termes utilisés dans le présent rapport trimestriel figure aux pages 196 à 202 de notre Rapport annuel 2020.

## Table des matières

<b>2</b>	<b>Points saillants financiers du premier trimestre</b>	<b>15</b>	<b>Situation financière</b>
<b>3</b>	<b>Modifications à la présentation de l'information financière</b>	15	Revue du bilan consolidé résumé
<b>3</b>	<b>Vue d'ensemble du rendement financier</b>	15	Gestion des fonds propres
3	Perspectives économiques	20	Exigences de communication publique pour les banques d'importance systémique mondiale
4	Événements importants	20	Arrangements hors bilan
4	Revue des résultats financiers de 2020	<b>21</b>	<b>Gestion du risque</b>
6	Revue de l'information financière trimestrielle	21	Vue d'ensemble
<b>7</b>	<b>Mesures non conformes aux PCGR</b>	21	Principaux risques et nouveaux risques
<b>9</b>	<b>Vue d'ensemble des unités d'exploitation stratégique</b>	25	Risque de crédit
9	Services bancaires personnels et PME, région du Canada	31	Risque de marché
10	Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région du Canada	34	Risque de liquidité
11	Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région des États-Unis	40	Autres risques
12	Marchés des capitaux	<b>40</b>	<b>Questions relatives à la comptabilité et au contrôle</b>
13	Siège social et autres	40	Méthodes comptables critiques et estimations
		41	Faits nouveaux en matière de comptabilité
		41	Autres faits nouveaux en matière de réglementation
		41	Contrôles et procédures
		41	Transactions entre parties liées

**UN MOT SUR LES ÉNONCÉS PROSPECTIFS** : De temps à autre, nous faisons des énoncés prospectifs écrits ou oraux au sens de certaines lois sur les valeurs mobilières, y compris dans le présent rapport, dans d'autres documents déposés auprès d'organismes de réglementation canadiens ou de la SEC, et dans d'autres communications. Tous ces énoncés sont faits conformément aux dispositions d'exonération et se veulent des énoncés prospectifs aux termes de la législation en valeurs mobilières applicable du Canada et des États-Unis, notamment la loi des États-Unis intitulée *Private Securities Litigation Reform Act of 1995*. Ces énoncés comprennent, sans toutefois s'y limiter, des déclarations faites aux sections « Vue d'ensemble du rendement financier – Perspectives économiques », « Vue d'ensemble du rendement financier – Événements importants », « Vue d'ensemble du rendement financier – Revue des résultats financiers », « Vue d'ensemble du rendement financier – Revue de l'information financière trimestrielle », « Situation financière – Gestion des fonds propres », « Gestion du risque – Vue d'ensemble », « Gestion du risque – Principaux risques et nouveaux risques », « Gestion du risque – Risque de crédit », « Gestion du risque – Risque de marché », « Gestion du risque – Risque de liquidité », « Questions relatives à la comptabilité et au contrôle – Méthodes comptables critiques et estimations », « Questions relatives à la comptabilité et au contrôle – Faits nouveaux en matière de comptabilité » et « Questions relatives à la comptabilité et au contrôle – Autres changements d'ordre réglementaire » du présent rapport de gestion, et d'autres énoncés sur nos activités, nos secteurs d'activité, notre situation financière, notre gestion du risque, nos priorités, nos cibles, nos objectifs permanents ainsi que nos stratégies, le contexte réglementaire dans lequel nous exerçons nos activités et nos perspectives pour l'année 2021 et les périodes subséquentes. Ces énoncés se reconnaissent habituellement à l'emploi de termes comme « croire », « prévoir », « compter », « estimer », « prévision », « cible », « objectif » et d'autres expressions de même nature et de verbes au futur et au conditionnel. Par leur nature, ces énoncés prospectifs nous obligent à faire des hypothèses, notamment des hypothèses économiques qui sont présentées dans la section « Vue d'ensemble du rendement financier – Perspectives économiques » du présent rapport, et sont assujettis aux risques inhérents et aux incertitudes qui peuvent être de nature générale ou spécifique. Étant donné l'incidence persistante de la pandémie de la maladie à coronavirus (COVID-19) sur l'économie mondiale et les marchés financiers ainsi que sur nos activités, nos résultats d'exploitation, notre réputation et notre situation financière et la pression soutenue sur les prix du pétrole, une plus grande part d'incertitude est forcément associée à nos hypothèses par comparaison avec les périodes précédentes. Divers facteurs, dont nombre sont indépendants de notre volonté, influent sur nos activités, notre rendement et nos résultats et pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent considérablement des résultats attendus dans les énoncés prospectifs. Ces facteurs comprennent : l'avènement, la persistance ou l'intensification d'urgences de santé publique, comme la pandémie de COVID-19, ainsi que les politiques et mesures gouvernementales s'y rattachant; le risque de crédit, le risque de marché, le risque de liquidité, le risque stratégique, le risque d'assurance, le risque opérationnel, le risque de réputation, le risque lié au comportement et les risques juridiques, le risque de réglementation et le risque environnemental; les fluctuations de change et de taux d'intérêt, y compris celles découlant de la volatilité du marché et du prix du pétrole; l'efficacité et la pertinence de nos processus et modèles de gestion et d'évaluation des risques; des changements d'ordre législatif ou réglementaire dans les territoires où nous exerçons nos activités, y compris la norme commune de déclaration de l'Organisation de coopération et de développement économiques et les réformes réglementaires au Royaume-Uni et en Europe, les normes mondiales concernant la réforme relative aux fonds propres et à la liquidité élaborées par le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire, et la réglementation concernant la recapitalisation des banques et le système de paiements au Canada; les changements apportés aux lignes directrices relatives aux fonds propres pondérés en fonction du risque et aux directives d'information, et les lignes directrices réglementaires en matière de taux d'intérêt et de liquidité, et leur interprétation; l'issue de poursuites et d'enquêtes réglementaires, et des questions connexes; l'incidence de modifications des normes comptables et des règles et leur interprétation; les changements apportés au montant estimé des réserves et provisions; l'évolution des lois fiscales; les changements à nos notes de crédit; la situation et les changements politiques, y compris les modifications aux questions d'ordre économique ou commercial; l'incidence possible de conflits internationaux et d'actes terroristes, des catastrophes naturelles, des perturbations occasionnelles aux infrastructures des services publics et de toute autre catastrophe sur nos activités; la dépendance envers des tiers pour fournir les infrastructures nécessaires à nos activités; les perturbations potentielles à l'égard de nos systèmes de technologies de l'information et de nos services; l'augmentation des risques liés à la cybersécurité pouvant comprendre le vol ou la divulgation d'actifs, l'accès non autorisé à de l'information sensible ou une perturbation des activités; le risque lié aux médias sociaux; les pertes découlant de fraudes internes ou externes; la lutte contre le blanchiment d'argent; l'exactitude et l'exhaustivité de l'information qui nous est fournie en ce qui a trait à nos clients et à nos contreparties; le défaut de tiers de remplir leurs obligations envers nous et nos sociétés affiliées ou nos entreprises associées; l'intensification de la concurrence livrée par des concurrents existants ou de nouveaux venus dans le secteur des services financiers, notamment les services bancaires en direct et mobiles; l'évolution des technologies; la tenue des marchés des capitaux mondiaux; les modifications à la politique monétaire et économique; la conjoncture économique générale mondiale et celle du Canada, des États-Unis et d'autres pays où nous menons nos activités, y compris la croissance du niveau d'endettement des ménages au Canada et les risques de crédit à l'échelle mondiale; notre capacité à élaborer et à lancer des produits et services, à élargir nos canaux de distribution existants et à en créer de nouveaux, et à accroître les produits que nous en tirons; les changements des habitudes des clients en matière de consommation et d'épargne; notre capacité d'attirer et de retenir des employés et des cadres clés, notre capacité à réaliser nos stratégies et à mener à terme nos acquisitions et à intégrer les sociétés acquises et les contreparties; le risque que les avantages attendus d'une acquisition, d'une fusion ou d'un dessaisissement ne se concrétisent pas dans les délais prévus ou qu'ils ne se concrétisent pas du tout; et notre capacité à anticiper et à gérer les risques associés à ces facteurs. Cette énumération ne couvre pas tous les facteurs susceptibles d'influer sur nos énoncés prospectifs. Aussi ces facteurs et d'autres doivent-ils éclairer la lecture des énoncés prospectifs sans toutefois que les lecteurs se fient indûment à ces énoncés prospectifs. Tout énoncé prospectif contenu dans le présent rapport représente l'opinion de la direction uniquement à la date des présentes et est communiqué afin d'aider nos actionnaires et les analystes financiers à comprendre notre situation financière, nos objectifs, nos priorités et nos attentes en matière de rendement financier aux dates indiquées et pour les périodes closes à ces dates, et peut ne pas convenir à d'autres fins. Nous ne nous engageons à mettre à jour aucun énoncé prospectif du présent rapport ou d'autres communications, sauf si la loi l'exige.

# Points saillants financiers du premier trimestre

Non audité, aux dates indiquées et pour les trois mois clos les	31 janv. 2021	31 oct. 2020	31 janv. 2020
<b>Résultats financiers</b> (en millions de dollars)			
Produits nets d'intérêts	2 839 \$	2 792 \$	2 761 \$
Produits autres que d'intérêts	2 124	1 808	2 094
Total des produits	4 963	4 600	4 855
Dotation à la provision pour pertes sur créances	147	291	261
Charges autres que d'intérêts	2 726	2 891	3 065
Résultat avant impôt sur le résultat	2 090	1 418	1 529
Impôt sur le résultat	465	402	317
Résultat net	1 625 \$	1 016 \$	1 212 \$
Résultat net (perte nette) applicable aux participations ne donnant pas le contrôle	4 \$	1 \$	7 \$
Porteurs d'actions privilégiées	30	30	31
Porteurs d'actions ordinaires	1 591	985	1 174
Résultat net applicable aux actionnaires	1 621 \$	1 015 \$	1 205 \$
<b>Mesures financières</b>			
Coefficient d'efficacité comme présenté	54,9 %	62,9 %	63,1 %
Levier d'exploitation	13,3 %	(5,5) %	(4,7) %
Coefficient de pertes sur créances <sup>1</sup>	0,22 %	0,17 %	0,24 %
Rendement des capitaux propres applicables aux porteurs d'actions ordinaires comme présenté <sup>2</sup>	17,0 %	10,7 %	13,1 %
Marge d'intérêts nette	1,41 %	1,43 %	1,62 %
Marge d'intérêts nette sur l'actif productif d'intérêts moyen <sup>3</sup>	1,58 %	1,60 %	1,80 %
Rendement de l'actif moyen <sup>4</sup>	0,81 %	0,52 %	0,71 %
Rendement de l'actif productif d'intérêts moyen <sup>3, 4</sup>	0,91 %	0,58 %	0,79 %
Taux d'impôt effectif comme présenté	22,2 %	28,3 %	20,7 %
<b>Renseignements sur les actions ordinaires</b>			
Par action (\$)			
– résultat de base	3,56 \$	2,21 \$	2,64 \$
– résultat dilué comme présenté	3,55	2,20	2,63
– dividendes	1,46	1,46	1,44
– valeur comptable	85,24	84,05	81,38
Cours de clôture de l'action (\$)	108,98	99,38	107,92
Nombre d'actions en circulation (en milliers)			
– moyen pondéré de base	447 281	446 321	445 248
– moyen pondéré dilué	447 929	446 877	446 031
– fin de la période	447 850	447 085	444 982
Capitalisation boursière (en millions de dollars)	48 807 \$	44 431 \$	48 022 \$
<b>Mesures de valeur</b>			
Rendement total pour les actionnaires	11,11 %	8,74 %	(2,64) %
Rendement des actions (selon le cours de clôture de l'action)	5,3 %	5,8 %	5,3 %
Ratio de versement de dividendes comme présenté	41,1 %	66,2 %	54,6 %
Cours/valeur comptable	1,28	1,18	1,33
<b>Principales mesures financières – ajustées<sup>5</sup></b>			
Coefficient d'efficacité ajusté <sup>6</sup>	53,9 %	56,4 %	55,0 %
Levier d'exploitation ajusté	2,0 %	(0,7) %	(1,1) %
Rendement des capitaux propres applicables aux porteurs d'actions ordinaires ajusté <sup>2</sup>	17,2 %	13,5 %	16,1 %
Taux d'impôt effectif ajusté	22,3 %	24,5 %	21,7 %
Résultat dilué par action ajusté	3,58 \$	2,79 \$	3,24 \$
Ratio de versement de dividendes ajusté	40,7 %	52,2 %	44,3 %
<b>Données du bilan et hors bilan</b> (en millions de dollars)			
Trésorerie, dépôts auprès d'autres banques et valeurs mobilières	213 786 \$	211 564 \$	150 080 \$
Prêts et acceptations, nets de la provision	420 975	416 388	402 453
Total de l'actif	782 908	769 551	672 118
Dépôts	573 927	570 740	497 899
Capitaux propres applicables aux porteurs d'actions ordinaires	38 177	37 579	36 214
Actif moyen	799 948	778 933	679 531
Actif productif d'intérêts moyen <sup>3</sup>	711 470	692 465	609 839
Capitaux propres moyens applicables aux porteurs d'actions ordinaires	37 067	36 762	35 671
Biens administrés <sup>7, 8</sup>	2 526 719	2 368 904	2 546 678
Biens sous gestion <sup>8</sup>	288 505	265 936	263 592
<b>Mesures de qualité du bilan et mesures en matière de liquidité</b>			
Actif pondéré en fonction du risque (APR) (en millions de dollars)	256 119 \$	254 871 \$	252 099 \$
Ratio des fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires <sup>9</sup>	12,3 %	12,1 %	11,3 %
Ratio des fonds propres de première catégorie <sup>9</sup>	13,8 %	13,6 %	12,5 %
Ratio du total des fonds propres <sup>9</sup>	15,8 %	16,1 %	14,5 %
Ratio de levier	4,7 %	4,7 %	4,3 %
Ratio de liquidité à court terme	142 %	145 %	125 %
<b>Autres renseignements</b>			
Équivalents temps plein	43 890	43 853	45 083

1) Ratio obtenu en divisant la dotation à la provision pour pertes sur prêts douteux par les prêts et acceptations bancaires moyens, net de la provision pour pertes sur créances.

2) Annualisé.

3) L'actif productif d'intérêts moyen comprend les dépôts productifs d'intérêts auprès d'autres banques, les dépôts à vue productifs d'intérêts auprès de la Banque du Canada, les valeurs mobilières, les garanties au comptant au titre de valeurs empruntées ou les valeurs acquises en vertu de prises en pension de titres, les prêts, nets des provisions, et certains actifs associés à des contrats de sous-location.

4) Résultat net exprimé en pourcentage de l'actif moyen ou de l'actif productif d'intérêts moyen.

5) Les mesures ajustées sont des mesures non conformes aux PCGR. Les mesures ajustées sont calculées de la même façon que les mesures comme présentées, mis à part le fait que l'information financière utilisée dans le calcul des mesures ajustées a été ajustée pour éliminer l'incidence des éléments d'importance. Pour plus de précisions et un rapprochement des résultats comme présentés et des résultats ajustés, se reporter à la section Mesures non conformes aux PCGR.

6) Calculé sur une base d'imposition équivalente (BIE).

7) Comprennent le plein montant contractuel des biens administrés ou gardés par une coentreprise à parts égales entre la CIBC et The Bank of New York Mellon de 1 977,7 G\$ (1 861,5 G\$ au 31 octobre 2020 et 2 032,2 G\$ au 31 janvier 2020).

8) Les biens sous gestion sont compris dans les montants présentés au titre des biens administrés.

9) À partir du deuxième trimestre de 2020, les ratios reflètent les mesures transitoires relatives aux pertes de crédit attendues annoncées par le BSIF le 27 mars 2020.

# Modifications à la présentation de l'information financière

## Modifications apportées à nos secteurs d'activité

Les modifications suivantes ont été apportées à la présentation de l'information financière au cours du premier trimestre de 2021 :

- Les résultats de Financière Simplii et Pro-Investisseurs CIBC, qui étaient auparavant présentés dans Services bancaires personnels et PME, région du Canada, sont présentés dans le nouveau secteur Services financiers directs de Marchés des capitaux, à l'instar de ceux de certains autres services de paiement direct qui étaient déjà présentés dans Marchés des capitaux. Cette modification a été apportée pour assurer une meilleure harmonisation avec les mandats des unités d'exploitation stratégique visées.
- Les résultats financiers liés aux activités de trésorerie aux États-Unis de Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région des États-Unis, sont maintenant présentés dans l'unité Trésorerie de Siège social et autres. En outre, la méthode de fixation des prix de transfert entre Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région des États-Unis, et l'unité Trésorerie de Siège social et autres, a été améliorée. Ces deux modifications permettent d'aligner le traitement applicable à Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région des États-Unis, sur celui qui s'applique à nos autres unités d'exploitation stratégique et d'optimiser la gestion des risques de taux d'intérêt et de liquidité.

Les montants des périodes précédentes ont été révisés en conséquence. Les résultats de nos unités d'exploitation stratégique et la méthode employée pour calculer leur rendement ont été touchés par ces modifications, lesquelles n'ont eu aucune incidence sur nos résultats financiers consolidés.

## Vue d'ensemble du rendement financier

### Perspectives économiques

La pandémie de COVID-19 continue d'avoir une incidence défavorable importante sur les perspectives à court terme de l'économie mondiale. Les restrictions imposées par les gouvernements à l'échelle du globe pour restreindre l'incidence de la vague d'infection, dont les restrictions de voyage, les mesures de distanciation physique et la fermeture de certaines entreprises, continuent de perturber l'économie mondiale et limiteront l'étendue de la reprise jusqu'à ce que soit mis au point un vaccin efficace pouvant faire l'objet d'une production de masse. Bien que la vaccination de groupes ciblés ait débuté presque partout dans le monde, l'incertitude demeure quant à la rapidité avec laquelle il sera possible d'immuniser une majorité suffisante de la population pour réduire les taux d'infection, y compris ceux attribuables aux nouveaux variants du virus. Nos perspectives sont fondées sur l'hypothèse qu'une opération de vaccination de masse aura lieu dans de nombreux pays au cours du printemps et de l'été et que les programmes de vaccination seront efficaces contre les nouveaux variants, ce qui favorisera une reprise plus vigoureuse à l'échelle mondiale au cours du deuxième semestre de l'année. Jusqu'à pareille éventualité, nous présumons que les contraintes temporaires visant l'activité économique mises en place pour contrer la vague de contagion actuelle et les nouveaux variants demeureront en place à divers degrés dans nos marchés cibles. La croissance devrait se poursuivre dans les secteurs moins touchés par les mesures de distanciation physique, alors que d'autres devraient avoir à composer avec des périodes de perturbation si les règles sont resserrées pour contenir une nouvelle recrudescence du virus et de ses souches. Nous nous attendons à ce que, dans l'ensemble, le secteur des biens affiche un meilleur rendement, mais que le secteur des services continue de tirer de l'arrière. L'activité économique mondiale limitée et son incidence sur la demande de combustible devraient également retarder toute reprise éventuelle des prix du pétrole brut au cours de la première moitié de 2021.

Au Canada, après un recul d'environ 5,5 % en 2020, le produit intérieur brut (PIB) réel devrait progresser d'environ 4 % en 2021, une croissance robuste succédant plus tard dans l'année à la diminution prévue au cours du premier trimestre. Nous anticipons qu'en moyenne le taux de chômage frôlera les 8 %, soit bien au-delà des niveaux du plein emploi. Les entreprises et les ménages devraient continuer de profiter des mesures d'aide financière massives des gouvernements tout au long de la première moitié de l'année, ce qui devrait atténuer les répercussions du ralentissement de la croissance économique sur les taux d'insolvabilité, la croissance des activités et du crédit des ménages et le volume des transactions dans le commerce de détail par rapport au scénario qui se serait produit sans la mise en place des mesures. L'activité d'émission d'obligations d'État demeurera élevée afin de couvrir les déficits fédéraux et provinciaux en découlant. La Banque du Canada devrait continuer à maintenir ses taux d'intérêt à court terme aux niveaux actuels tout au long de 2021, bien que les taux à plus long terme devraient grimper de pair avec l'accélération de la croissance économique et sous l'effet de la réduction du programme d'achat d'actifs de la banque centrale.

Aux États-Unis, le PIB réel devrait s'accroître de presque 5 % en 2021, en baisse de presque 3,5 % en regard de celui de l'exercice précédent, des gains plus consistants étant attendus au cours de la deuxième moitié de 2021. Nos perspectives supposent que le gouvernement fédéral bonifiera les mesures de relance instaurées en décembre pour fournir une aide plus importante aux ménages et aux entreprises frappés par la pandémie afin d'en réduire l'incidence sur le nombre de cas d'insolvabilité, mais l'ampleur des prochaines mesures de relance demeure pour l'instant incertaine. Le taux de chômage devrait se fixer en moyenne à 6 % en 2021, soit bien au-delà des niveaux du plein emploi. Nous anticipons qu'en réponse à cette situation la Réserve fédérale maintiendra ses taux d'intérêt à court terme aux alentours de zéro et continuera d'effectuer des achats d'actifs pour freiner la hausse des taux à long terme.

Les enjeux économiques découlant de la pandémie de COVID-19 se répercutent sur toutes nos unités d'exploitation stratégique. Sur le plan du crédit, bien que nos perspectives se soient améliorées, portées par une croissance plus reluisante que prévu au cours du dernier trimestre, nous anticipons toujours que nos portefeuilles de prêts continueront de subir l'incidence défavorable de la contraction de l'activité économique en raison des mesures prises pour contenir la propagation de l'infection, incidence qui devrait être atténuée en partie par les programmes de relance massifs des gouvernements à l'intention des particuliers et des entreprises. La croissance des dépôts devrait diminuer, les entreprises puisant dans les liquidités mobilisées au début de la pandémie et les ménages dépensant une plus grande partie de leurs revenus au fil de l'accélération de la croissance économique. Le contexte de faibles taux d'intérêt persistant devrait continuer à avoir une incidence négative sur la marge d'intérêts nette de toutes nos unités d'exploitation stratégique.

En ce qui a trait à Services bancaires personnels et PME, région du Canada, la croissance de la demande de prêts hypothécaires pourrait s'essouffler, mais devrait continuer à tirer parti de la faiblesse des taux, et nous prévoyons que la demande de prêts non hypothécaires renouera dans une certaine mesure avec la croissance sous l'effet de l'assouplissement des restrictions liées à la pandémie. La demande soutenue de prêts aux entreprises devrait se maintenir, les petites entreprises s'affairant à atténuer les conséquences du ralentissement économique.

Nous anticipons que nos activités de gestion des avoirs au Canada et aux États-Unis profiteront de la poursuite de la reprise économique, les investisseurs étant à l'affût de solutions de rechange aux comptes d'épargne à faible taux.

Les activités de Marchés des capitaux devraient tirer parti des activités de fusions et acquisitions, compte tenu de l'augmentation des regroupements d'entreprises dans le contexte de la pandémie, et de l'accroissement de l'activité d'émission de titres de participation, mais pourraient aussi subir l'incidence défavorable de la diminution des émissions d'obligations de sociétés et de la baisse des produits de négociation par rapport aux sommets atteints en 2020.

La demande de prêts dans les activités de Groupe Entreprises au Canada et aux États-Unis pourrait connaître une croissance plus faible, le besoin de liquidités pendant la crise s'atténuant, mais devrait néanmoins être soutenue dans une certaine mesure par les plans d'expansion des entreprises un peu plus tard dans l'année.

Les perspectives économiques précitées s'appuient sur de nombreuses hypothèses et incertitudes quant aux répercussions économiques de la pandémie de COVID-19 qui, au final, dépendront de la vitesse à laquelle les vaccins pourront être administrés à très grande échelle de façon à contrôler à la fois les infections liées aux variants actuels et futurs du virus, et de la capacité des gouvernements, des entreprises et des systèmes de soins de santé à limiter efficacement, dans l'intervalle, les conséquences épidémiologiques et économiques de la vague actuelle du virus et de toute recrudescence future, dont celles des nouveaux variants. La mesure dans laquelle les politiques de santé publique limiteront l'activité économique ainsi que le niveau et l'efficacité de l'aide gouvernementale durant cette période sont des facteurs cruciaux à la concrétisation de nos attentes concernant l'ampleur et le moment d'une autre reprise économique plus tard en 2021. Nos attentes sont fondées sur les opinions d'experts actuellement à notre disposition, sous réserve de tout changement lorsque seront disponibles de nouveaux renseignements sur la transmissibilité et l'épidémiologie. Par conséquent, les résultats réels pourraient être très différents des résultats attendus.

Alors que nous continuons à épauler nos clients en cette période de pandémie, nous avons réduit nos programmes d'aide offerts à nos clients au cours des derniers trimestres, car leurs besoins ont diminué. Pour plus de précisions sur nos programmes d'aide aux clients et les programmes d'allègement du gouvernement auxquels nous participons, se reporter aux sections Programmes d'aide aux clients de la CIBC en réponse à la COVID-19 et Programmes de prêts du gouvernement en réponse à la COVID-19. La pandémie de COVID-19 et le contexte de faiblesse des taux d'intérêt continuent d'avoir des répercussions sur nos activités et nos résultats d'exploitation. Pour plus de précisions, se reporter aux sections Revue des résultats financiers et Vue d'ensemble des unités d'exploitation stratégique. Mis à part les pressions précitées, notre situation financière et notre situation de fonds propres réglementaires et de liquidité demeurent saines. Pour plus de précisions, se reporter aux sections Gestion des fonds propres et Risque de liquidité. L'incidence de la pandémie sur notre environnement de risque est décrite dans la section Principaux risques et nouveaux risques. L'incertitude économique soutenue attribuable à la pandémie continue à se répercuter sur nos estimations et hypothèses comptables importantes, surtout en ce qui concerne l'estimation des pertes de crédit attendues. Pour plus de précisions, se reporter à la section Questions relatives à la comptabilité et au contrôle et aux notes 2 et 6 des états financiers consolidés intermédiaires.

## Événements importants

### Vente de FirstCaribbean International Bank Limited

Le 8 novembre 2019, nous avons annoncé la conclusion d'une entente définitive visant la vente de 66,73 % des actions en circulation de FirstCaribbean International Bank Limited (CIBC FirstCaribbean) à GNB Financial Group Limited (GNB), sous réserve des approbations réglementaires, comme il a été énoncé à la note 4 des états financiers consolidés de notre Rapport annuel 2020.

En raison du long processus d'examen réglementaire, de l'incidence toujours plus néfaste de la pandémie de COVID-19 sur l'économie des Caraïbes et de nos nouvelles attentes quant à la probabilité et au moment de la réalisation d'une transaction éventuelle, nous avons mis fin au traitement comptable des actifs et passifs comme détenus en vue de la vente de CIBC FirstCaribbean au quatrième trimestre de 2020 et comptabilisé une dépréciation du goodwill de 220 M\$ en fonction des conditions actuelles du marché plutôt qu'aux termes de l'entente avec GNB. Le 3 février 2021, nous avons annoncé que le projet de vente de CIBC FirstCaribbean à GNB n'avait pas reçu l'approbation des autorités de réglementation de CIBC FirstCaribbean et qu'il ne se réaliserait pas.

### Revue des résultats financiers de 2020

Le résultat net comme présenté pour le trimestre s'est établi à 1 625 M\$, en regard de 1 212 M\$ au trimestre correspondant de l'exercice précédent et de 1 016 M\$ au trimestre précédent.

Le résultat net ajusté<sup>1</sup> pour le trimestre s'est établi à 1 640 M\$, comparativement à 1 483 M\$ au trimestre correspondant de l'exercice précédent et à 1 280 M\$ au trimestre précédent.

Le résultat dilué par action comme présenté pour le trimestre s'est établi à 3,55 \$, en regard de 2,63 \$ au trimestre correspondant de l'exercice précédent et de 2,20 \$ au trimestre précédent.

Le résultat dilué par action ajusté<sup>1</sup> pour le trimestre considéré s'est établi à 3,58 \$, en regard de 3,24 \$ au trimestre correspondant de l'exercice précédent et de 2,79 \$ au trimestre précédent.

Au cours du trimestre considéré, l'élément d'importance suivant a entraîné une augmentation des charges autres que d'intérêts de 20 M\$, une diminution de l'impôt sur le résultat de 5 M\$ et une baisse du résultat net de 15 M\$ :

- un montant de 20 M\$ (15 M\$ après impôt) au titre de l'amortissement d'immobilisations incorporelles liées aux acquisitions (12 M\$ après impôt pour Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région des États-Unis, et 3 M\$ après impôt pour Siège social et autres).

### Produits nets d'intérêts<sup>2</sup>

Les produits nets d'intérêts ont progressé de 78 M\$, ou 3 %, par rapport à ceux du trimestre correspondant de l'exercice précédent, en raison surtout de la croissance des volumes dans l'ensemble de nos activités, de la hausse des produits de négociation et de l'augmentation des produits tirés des activités de financement dans Marchés des capitaux, le tout contrebalancé en partie par le resserrement des marges lié en grande partie à l'évolution de l'environnement des taux d'intérêt et au coût des liquidités excédentaires.

Les produits nets d'intérêts ont progressé de 47 M\$, ou 2 %, par rapport à ceux du trimestre précédent, en raison surtout de l'accroissement des volumes dans l'ensemble de nos activités et de la hausse des produits de négociation, contrebalancés en partie par le resserrement des marges et l'incidence de l'écart de change.

### Produits autres que d'intérêts<sup>2</sup>

Les produits autres que d'intérêts ont augmenté de 30 M\$, ou 1 %, en regard de ceux du trimestre correspondant de l'exercice précédent, du fait essentiellement de la hausse des commissions sur crédit et de l'augmentation des produits tirés des honoraires découlant d'une moyenne plus élevée des biens sous gestion et des biens administrés sous l'effet de l'appréciation des marchés, contrebalancés en partie par la baisse des produits de négociation.

1) Les mesures ajustées sont des mesures non conformes aux PCGR. Pour plus de précisions, se reporter à la section Mesures non conformes aux PCGR.

2) Les activités de négociation et les stratégies de gestion des risques correspondantes peuvent périodiquement faire changer la nature des produits, tantôt des produits nets d'intérêts, tantôt des produits autres que d'intérêts. Par conséquent, nous considérons que le total des produits de négociation est la meilleure mesure du rendement des activités de négociation.

Les produits autres que d'intérêts ont augmenté de 316 M\$, ou 17 %, en regard de ceux du trimestre précédent, du fait essentiellement de la hausse des produits de négociation, de l'augmentation des produits tirés des honoraires découlant d'une moyenne plus élevée des biens sous gestion et des biens administrés sous l'effet de l'appréciation des marchés, de la progression de la rémunération de prise ferme et des honoraires de consultation, de l'augmentation des commissions sur crédit et des produits tirés des commissions en raison de l'accroissement du volume de transactions au titre des activités de courtage.

### Dotation à la provision pour pertes sur créances

En millions de dollars, pour les trois mois clos les	31 janv. 2021	31 oct. 2020 <sup>1</sup>	31 janv. 2020 <sup>1</sup>
<b>Dotation à la provision pour pertes sur créances – prêts douteux</b>			
Services bancaires personnels et PME, région du Canada	109 \$	88 \$	189 \$
Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région du Canada	19	21	34
Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région des États-Unis	48	55	16
Marchés des capitaux	42	20	(2)
Siège social et autres	18	(6)	7
	<b>236</b>	<b>178</b>	<b>244</b>
<b>Dotation à (reprise de) la provision pour pertes sur créances – prêts productifs</b>			
Services bancaires personnels et PME, région du Canada	(55)	33	22
Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région du Canada	14	4	1
Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région des États-Unis	(3)	27	(1)
Marchés des capitaux	(37)	(3)	(4)
Siège social et autres	(8)	52	(1)
	<b>(89)</b>	<b>113</b>	<b>17</b>
	<b>147 \$</b>	<b>291 \$</b>	<b>261 \$</b>

1) Certaines informations des périodes précédentes ont été révisées. Pour plus de précisions, se reporter à la section Modifications à la présentation de l'information financière.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a reculé de 114 M\$, ou 44 %, par rapport à celle du trimestre correspondant de l'exercice précédent, en raison surtout d'une diminution de 106 M\$ au titre des prêts productifs. La dotation à la provision pour pertes sur prêts douteux a été comparable à celle du trimestre correspondant de l'exercice précédent, du fait de la diminution de la dotation à la provision moins importante dans Services bancaires personnels et PME, région du Canada, et Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région du Canada, neutralisée par une dotation à la provision plus élevée dans Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région des États-Unis, Marchés des capitaux et Siège social et autres. La dotation à la provision pour pertes sur prêts productifs a diminué pour l'ensemble des unités d'exploitation stratégique, ce qui s'explique en grande partie par une évolution favorable de nos perspectives économiques.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de 144 M\$, ou 49 %, par rapport à celle du trimestre précédent. La dotation à la provision pour pertes sur prêts productifs a diminué de 202 M\$, essentiellement sous l'effet de l'amélioration de nos perspectives économiques au trimestre considéré pour l'ensemble des unités d'exploitation stratégique et de l'incidence néfaste des mises à jour des paramètres des modèles dans Services bancaires personnels et PME, région du Canada, et d'une migration de crédit défavorable dans Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région des États-Unis, au trimestre précédent. La dotation à la provision pour pertes sur prêts douteux s'est accrue de 58 M\$, sous l'effet de la pandémie de COVID-19 et d'une dotation à la provision plus élevée dans le secteur des services publics.

### Charges autres que d'intérêts

Les charges autres que d'intérêts ont diminué de 339 M\$, ou 11 %, par rapport à celles du trimestre correspondant de l'exercice précédent, étant donné que des charges de restructuration essentiellement liées à des indemnités de départ, et présentées à titre d'élément d'importance, avaient été comptabilisées au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Les charges autres que d'intérêts ont reculé de 165 M\$, ou 6 %, en regard de celles du trimestre précédent au cours duquel ont été comptabilisées une dépréciation plus importante du goodwill liée à notre participation donnant le contrôle dans CIBC FirstCaribbean et une charge liée à la consolidation de notre portefeuille de prêts immobiliers liée à notre emménagement prochain dans notre nouveau siège social, lesquelles ont été neutralisées en partie par un profit attribuable aux modifications apportées aux régimes de retraite et autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi, éléments tous présentés à titre d'éléments d'importance. La rémunération liée au rendement s'est accrue au trimestre considéré.

### Impôt sur le résultat

La charge d'impôt sur le résultat a augmenté de 148 M\$, ou 47 %, comparativement à celle du trimestre correspondant de l'exercice précédent, du fait surtout de la hausse du résultat.

La charge d'impôt sur le résultat a augmenté de 63 M\$, ou 16 %, comparativement à celle du trimestre correspondant de l'exercice précédent, en raison surtout de la hausse du résultat. Le taux d'impôt effectif inscrit au trimestre précédent avait subi l'incidence de la dépréciation du goodwill liée à notre participation donnant le contrôle dans CIBC FirstCaribbean, laquelle n'est pas déductible fiscalement.

Au cours d'exercices précédents, l'Agence du revenu du Canada (ARC) a établi de nouvelles cotisations dans lesquelles elle refusait la déduction de paiements au titre du règlement dans l'affaire Enron et la déduction des frais juridiques connexes (les « frais liés à Enron »). En janvier 2019, la CIBC a conclu avec l'ARC une entente de règlement (l'« entente ») permettant d'établir avec certitude la partie des frais liés à Enron qui sont déductibles au Canada. L'entente a entraîné la comptabilisation d'un recouvrement d'impôt net de 38 M\$ au premier trimestre de 2019. Ce recouvrement d'impôt a été établi en tenant compte d'un remboursement d'intérêts imposable au Canada et de la partie des frais liés à Enron qui devraient être déductibles aux États-Unis (la « déduction aux États-Unis »). La déduction aux États-Unis n'a pas encore été acceptée par l'Internal Revenue Service. Le montant des avantages d'impôt comptabilisés aux États-Unis pourrait nécessiter des ajustements.

L'ARC a réclamé à la CIBC, dans le cadre de nouvelles cotisations, un montant d'impôt supplémentaire d'environ 1 115 M\$ au motif que certains dividendes reçus de sociétés canadiennes de 2011 à 2015 étaient non déductibles parce qu'ils s'inscrivaient dans le cadre d'un « mécanisme de transfert de dividendes ». Les dividendes visés par les nouvelles cotisations s'apparentent à ceux visés prospectivement par les règles proposées dans les budgets fédéraux canadiens de 2015 et de 2018. Il est possible que la CIBC fasse l'objet de nouvelles cotisations visant des années ultérieures pour les mêmes raisons. La CIBC est persuadée que ses positions fiscales sont justifiées et entend se défendre vigoureusement. Par conséquent, aucun montant n'a été comptabilisé dans les états financiers consolidés intermédiaires.

## Change

Le tableau suivant présente l'estimation de l'incidence de la conversion du dollar américain sur les principaux postes de notre compte de résultat consolidé intermédiaire qui découle de fluctuations de taux de change moyens.

En millions de dollars, sauf les données sur les actions, pour les trois mois clos les	31 janv. 2021 par rapport au 31 janv. 2020	31 janv. 2021 par rapport au 31 oct. 2020
Augmentation (diminution) estimative des éléments suivants :		
Total des produits	(28) \$	(33) \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	-	-
Charges autres que d'intérêts	(13)	(15)
Impôt sur le résultat	(2)	(2)
Résultat net	(13)	(16)
Incidence sur le résultat par action :		
De base	(0,03) \$	(0,03) \$
Dilué	(0,03)	(0,03)
Appréciation (dépréciation) moyenne du \$ US par rapport au \$ CA	(2,5) %	(3,0) %

## Revue de l'information financière trimestrielle

En millions de dollars, sauf les données sur les actions, pour les trois mois clos les	2021				2020			2019
	31 janv.	31 oct.	31 juill.	30 avr.	31 janv.	31 oct.	31 juill.	30 avr.
<b>Produits</b>								
Services bancaires personnels et PME, région du Canada <sup>1</sup>	2 025 \$	1 997 \$	1 910 \$	1 936 \$	2 079 \$	2 095 \$	2 108 \$	2 000 \$
Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région du Canada	1 088	1 028	1 013	1 025	1 055	1 026	1 019	998
Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région des États-Unis <sup>1, 2</sup>	561	519	512	511	501	492	494	459
Marchés des capitaux <sup>1, 2</sup>	1 174	934	1 146	967	1 006	870	884	881
Siège social et autres <sup>1, 2</sup>	115	122	127	139	214	289	227	204
<b>Total des produits</b>	<b>4 963 \$</b>	<b>4 600 \$</b>	<b>4 708 \$</b>	<b>4 578 \$</b>	<b>4 855 \$</b>	<b>4 772 \$</b>	<b>4 732 \$</b>	<b>4 542 \$</b>
Produits nets d'intérêts	2 839 \$	2 792 \$	2 729 \$	2 762 \$	2 761 \$	2 801 \$	2 694 \$	2 460 \$
Produits autres que d'intérêts	2 124	1 808	1 979	1 816	2 094	1 971	2 038	2 082
<b>Total des produits</b>	<b>4 963</b>	<b>4 600</b>	<b>4 708</b>	<b>4 578</b>	<b>4 855</b>	<b>4 772</b>	<b>4 732</b>	<b>4 542</b>
Dotation à la provision pour pertes sur créances	147	291	525	1 412	261	402	291	255
Charges autres que d'intérêts	2 726	2 891	2 702	2 704	3 065	2 838	2 670	2 588
Résultat avant impôt sur le résultat	2 090	1 418	1 481	462	1 529	1 532	1 771	1 699
Impôt sur le résultat	465	402	309	70	317	339	373	351
<b>Résultat net</b>	<b>1 625 \$</b>	<b>1 016 \$</b>	<b>1 172 \$</b>	<b>392 \$</b>	<b>1 212 \$</b>	<b>1 193 \$</b>	<b>1 398 \$</b>	<b>1 348 \$</b>
Résultat net (perte nette) applicable aux :								
Participations ne donnant pas le contrôle	4 \$	1 \$	2 \$	(8) \$	7 \$	8 \$	6 \$	7 \$
Actionnaires	1 621	1 015	1 170	400	1 205	1 185	1 392	1 341
Résultat par action – De base	3,56 \$	2,21 \$	2,56 \$	0,83 \$	2,64 \$	2,59 \$	3,07 \$	2,96 \$
– Dilué	3,55	2,20	2,55	0,83	2,63	2,58	3,06	2,95

1) Certaines informations des périodes précédentes ont été révisées. Pour plus de précisions, se reporter à la section Modifications à la présentation de l'information financière.

2) Les produits et l'impôt sur le résultat de Marchés des capitaux et de Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région des États-Unis, sont présentés sur une BIE, et les montants compensatoires équivalents inclus dans les produits et l'impôt sur le résultat sont présentés dans Siège social et autres.

Les facteurs saisonniers ont une incidence modérée sur nos résultats trimestriels. Le deuxième trimestre compte moins de jours que les autres trimestres, ce qui engendre généralement une diminution des résultats. Pendant les mois d'été (juillet – troisième trimestre et août – quatrième trimestre), les niveaux d'activité sur les marchés sont généralement à la baisse, ce qui a une incidence sur nos activités de courtage, de gestion de placements et de Marchés des capitaux.

## Produits

Les produits tirés des activités de prêts et de dépôts dépendent habituellement de l'environnement des taux d'intérêt, de la croissance des volumes et des honoraires tirés des activités transactionnelles des clients. Nos activités de gestion des avoirs sont arrimées à la conjoncture du marché et aux activités de ventes nettes qui ont une incidence sur les biens sous gestion et les biens administrés. Les produits de Marchés des capitaux sont également tributaires, dans une mesure importante, de la conjoncture des marchés qui a une incidence sur l'activité de négociation des clients et sur les activités de souscription de titres. La pandémie de COVID-19 qui sévit depuis le deuxième trimestre de 2020 et la faiblesse des taux d'intérêt continuent de se répercuter sur l'ensemble de nos unités d'exploitation stratégique.

Les produits de Services bancaires personnels et PME, région du Canada, ont été minés par la faiblesse des taux d'intérêt au cours des derniers trimestres, exacerbée par la pandémie de COVID-19, bien que la croissance des volumes ait permis de compenser en partie cette diminution. Au cours des plus récents trimestres, la diminution des honoraires liée à la baisse des activités transactionnelles des clients en raison de la pandémie de COVID-19 a entraîné un recul des produits.

Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région du Canada, a profité de la croissance des volumes, malgré une récente faiblesse de la croissance des prêts liée à l'incertitude économique dans le contexte de la pandémie. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par le contexte de taux d'intérêt bas. L'accroissement des biens administrés et des biens sous gestion de Gestion des avoirs a été stimulé par la reprise soutenue du marché et le fort dynamisme des ventes qui a fait suite à la période de volatilité des marchés observée au deuxième trimestre de 2020.

Les produits de Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région des États-Unis, ont été stimulés par la croissance des volumes et la progression des honoraires. De plus, la croissance des dépôts a surpassé celle des prêts, ce qui s'est traduit par l'accroissement de la marge d'intérêts nette au cours des deux derniers trimestres.

Marché des capitaux a affiché une hausse des produits de négociation aux premier et troisième trimestres de 2020.

Les produits de Siège social et autres font état, à compter du premier trimestre de 2020, de l'incidence des changements liés à l'adoption de l'IFRS 16, *Contrats de location*, laquelle a été en grande partie contrebalancée dans les charges autres que d'intérêts. Depuis le deuxième trimestre de 2020, la pandémie de COVID-19 a donné lieu à un coût de liquidités excédentaires qui a eu des répercussions défavorables sur les produits, tandis

que l'environnement des taux d'intérêt et le resserrement des marges ont, quant à eux, fait reculer les produits des services bancaires internationaux. Les produits inscrits au quatrième trimestre de 2019 présentaient des produits d'intérêts au titre du règlement de certaines questions liées à l'impôt sur le résultat.

### **Dotation à la provision pour pertes sur créances**

La dotation à la provision pour pertes sur créances est fonction du cycle de crédit en général et de la performance au chapitre du crédit dans les portefeuilles de prêts ainsi que de l'évolution des perspectives économiques. Compte tenu de l'incidence de la pandémie de COVID-19 depuis le deuxième trimestre de 2020, nos portefeuilles de prêts ont subi l'effet du ralentissement de l'activité économique provoqué par les mesures de distanciation physique, effet qui a été atténué dans une certaine mesure par les programmes de relance et d'allègement d'envergure des gouvernements à l'intention des particuliers et des entreprises. L'estimation des pertes sur créances dans le contexte actuel nécessite une part de jugement considérable. L'incidence définitive de la COVID-19 dépendra de la vitesse à laquelle un vaccin efficace pourra être administré à très grande échelle pour freiner la propagation de la COVID-19 et de ses variants, et de la capacité des gouvernements, des entreprises et des systèmes de soins de santé à limiter efficacement, dans l'intervalle, les conséquences épidémiologiques et économiques des prochaines vagues attendues du virus et de ses variants. La mesure dans laquelle les mesures de santé publique limiteront l'activité économique et l'efficacité de l'aide gouvernementale durant cette période est cruciale à la concrétisation de nos attentes quant à une reprise économique soutenue au cours du quatrième trimestre de 2021 et à la dotation à la provision pour pertes sur créances qui en découlera.

L'augmentation importante de la dotation à la provision pour pertes sur prêts productifs au cours du deuxième trimestre et, dans une moindre mesure, du troisième trimestre 2020 découle de la pandémie de COVID-19 et de la pression persistante exercée sur les prix du pétrole, et elle s'est répercutée sur l'ensemble des unités d'exploitation stratégique. Nos perspectives à l'égard du premier trimestre de 2021 se sont légèrement améliorées. Nous avons également comptabilisé une dotation à la provision sur les prêts productifs au cours de 2019, reflet de l'incidence de certains changements défavorables dans nos perspectives économiques au cours de cette période.

Pour Services bancaires personnels et PME, région du Canada, les résultats du quatrième trimestre de 2019 comprenaient une hausse de la dotation à la provision pour pertes sur prêts douteux dans le portefeuille des prêts personnels. Les résultats du troisième et du quatrième trimestres de 2020 et du premier trimestre de 2021 tenaient compte d'une baisse du nombre de cas d'insolvabilité et des radiations au titre des cartes de crédit. La baisse du nombre de cas d'insolvabilité est conforme à la tendance nationale canadienne en raison du nombre limité de canaux pour la présentation des déclarations d'insolvabilité des consommateurs. Le nombre peu élevé de radiations s'explique par l'aide fournie aux clients dans le cadre des programmes de report de paiement de la Banque, la baisse des dépenses des clients et le soutien offert par le gouvernement.

Pour Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région du Canada, une dotation à la provision pour dépréciation liée à la fraude a été comptabilisée aux premier et troisième trimestres de 2020, de même qu'au quatrième trimestre de 2019.

Pour Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région des États-Unis, les résultats du premier trimestre de 2020, du deuxième semestre de 2020 et du troisième trimestre de 2019 comprenaient une dotation à la provision pour pertes sur prêts douteux plus importante. La dotation à la provision pour pertes sur prêts douteux aux États-Unis demeure élevée.

Pour Marchés des capitaux, les résultats des deuxième et troisième trimestres de 2020 et du deuxième semestre de 2019 comprenaient une dotation à la provision pour pertes sur prêts douteux plus élevée dans le secteur pétrolier et gazier.

Pour Siège social et autres, la dotation à la provision pour pertes sur prêts douteux est demeurée stable et peu élevée au cours des deux dernières années.

### **Charges autres que d'intérêts**

Les fluctuations des charges autres que d'intérêts au cours de la période ont découlé en grande partie des variations de salaire du personnel, des investissements dans les initiatives de croissance et des variations des taux de change. Les résultats du quatrième trimestre de 2019 et ceux du deuxième et quatrième trimestres de 2020 présentaient une dépréciation du goodwill liée à notre participation donnant le contrôle dans CIBC FirstCaribbean. Les résultats du quatrième trimestre de 2019 et ceux du troisième trimestre de 2020 présentaient une augmentation des provisions pour procédures judiciaires dans Siège social et autres, présentée à titre d'élément d'importance. Les résultats du premier trimestre de 2020 comprenaient des charges de restructuration liées aux initiatives en cours visant à transformer notre structure de coût et à simplifier notre Banque. Les résultats du quatrième trimestre de 2020 incluaient une charge liée à la consolidation de notre portefeuille de prêts immobiliers du fait de notre emménagement prochain dans notre nouveau siège social mondial ainsi qu'un profit attribuable aux modifications apportées aux régimes de retraite et autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi.

### **Impôt sur le résultat**

L'impôt sur le résultat fluctue en fonction des variations du résultat assujéti à l'impôt et des territoires desquels le résultat provient. Il peut également subir l'incidence d'éléments importants et du montant du résultat exonéré d'impôt.

## **Mesures non conformes aux PCGR**

Nous avons recours à différentes mesures financières pour évaluer le rendement de nos secteurs d'activité, tel qu'il est décrit ci-après. Certaines mesures sont calculées conformément aux PCGR (IFRS), tandis que d'autres n'ont pas de signification normalisée en vertu des PCGR et ne peuvent donc pas être comparées à des mesures similaires utilisées par d'autres sociétés. Ces mesures non conformes aux PCGR peuvent permettre aux investisseurs de mieux comprendre la façon dont la direction évalue le rendement des activités sous-jacentes.

La direction évalue les résultats comme présentés et ajustés et juge que les deux façons sont des mesures de performance utiles. Les résultats ajustés excluent les éléments d'importance des résultats présentés et servent à calculer nos mesures ajustées. Les mesures ajustées sont des mesures non conformes aux PCGR.

Pour plus de précisions sur les mesures non conformes aux PCGR, se reporter à la page 16 du Rapport annuel 2020.

Le tableau ci-après présente un rapprochement entre les résultats (comme présentés) conformes aux PCGR et les résultats (ajustés) non conformes aux PCGR.

En millions de dollars, aux dates indiquées et pour les trois mois clos les	31 janv. 2021	31 oct. 2020	31 janv. 2020
<b>Résultats d'exploitation – comme présentés</b>			
Total des produits	4 963 \$	4 600 \$	4 855 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	147	291	261
Charges autres que d'intérêts	2 726	2 891	3 065
Résultat avant impôt sur le résultat	2 090	1 418	1 529
Impôt sur le résultat	465	402	317
Résultat net	1 625	1 016	1 212
Résultat net (perte nette) applicable aux participations ne donnant pas le contrôle	4	1	7
Résultat net applicable aux actionnaires	1 621	1 015	1 205
Résultat dilué par action (\$)	3,55 \$	2,20 \$	2,63 \$
<b>Incidence des éléments d'importance<sup>1</sup></b>			
<b>Charges</b>			
Amortissement d'immobilisations incorporelles liées aux acquisitions <sup>2</sup>	(20) \$	(23) \$	(27) \$
Charge liée à la consolidation de notre portefeuille de prêts immobiliers <sup>3</sup>	-	(114)	-
Profit attribuable aux modifications apportées aux régimes de retraite et autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi <sup>3</sup>	-	79	-
Charges de restructuration <sup>4</sup>	-	-	(339)
Dépréciation du goodwill <sup>5</sup>	-	(220)	-
Incidence des éléments d'importance sur les charges	(20)	(278)	(366)
<b>Total de l'incidence avant impôt des éléments d'importance sur le résultat net</b>	<b>20</b>	<b>278</b>	<b>366</b>
Amortissement d'immobilisations incorporelles liées aux acquisitions <sup>2</sup>	5	5	6
Charge liée à la consolidation de notre portefeuille de prêts immobiliers <sup>3</sup>	-	30	-
Profit attribuable aux modifications apportées aux régimes de retraite et autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi <sup>3</sup>	-	(21)	-
Charges de restructuration <sup>4</sup>	-	-	89
Incidence des éléments d'importance sur l'impôt sur le résultat	5	14	95
<b>Total de l'incidence après impôt des éléments d'importance sur le résultat net</b>	<b>15</b>	<b>264</b>	<b>271</b>
Incidence des éléments d'importance sur le résultat dilué par action (\$)	0,03 \$	0,59 \$	0,61 \$
<b>Résultats d'exploitation – ajustés<sup>6</sup></b>			
Total des produits <sup>7</sup>	4 963 \$	4 600 \$	4 855 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	147	291	261
Charges autres que d'intérêts	2 706	2 613	2 699
Résultat avant impôt sur le résultat	2 110	1 696	1 895
Impôt sur le résultat	470	416	412
Résultat net	1 640	1 280	1 483
Résultat net (perte nette) applicable aux participations ne donnant pas le contrôle	4	1	7
Résultat net applicable aux actionnaires	1 636	1 279	1 476
Résultat dilué par action ajusté (\$)	3,58 \$	2,79 \$	3,24 \$

- 1) Reflète l'incidence des éléments d'importance sur les résultats ajustés par comparaison avec les résultats comme présentés.
- 2) L'amortissement d'immobilisations incorporelles liées aux acquisitions est comptabilisé dans l'unité d'exploitation stratégique de la société acquise ou dans Siège social et autres. Le tableau ci-après présente un sommaire.

Services bancaires personnels et PME, région du Canada (avant impôt)	- \$	(2) \$	(2) \$
Services bancaires personnels et PME, région du Canada (après impôt)	-	(1)	(2)
Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région du Canada (avant impôt)	-	(1)	-
Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région du Canada (après impôt)	-	(1)	-
Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région des États-Unis (avant impôt)	(17)	(17)	(22)
Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région des États-Unis (après impôt)	(12)	(13)	(16)
Siège social et autres (avant impôt)	(3)	(3)	(3)
Siège social et autres (après impôt)	(3)	(3)	(3)
- 3) Comptabilisée dans Siège social et autres.
- 4) Charges de restructuration liées aux efforts soutenus visant à transformer notre structure de coûts et à simplifier les activités de la Banque. Ces charges, présentées à titre d'élément d'importance, sont essentiellement liées à des indemnités de départ et aux coûts connexes et ont été comptabilisées dans Siège social et autres.
- 5) Dépréciation du goodwill liée à notre participation donnant le contrôle dans CIBC FirstCaribbean comptabilisée dans Siège social et autres.
- 6) Ajustés pour ne pas tenir compte de l'incidence des éléments d'importance.
- 7) Compte non tenu de l'ajustement selon la BIE de 54 M\$ (37 M\$ au 31 octobre 2020 et 49 M\$ au 31 janvier 2020). Le coefficient d'efficacité ajusté est calculé selon une BIE.

Le tableau ci-après présente le sommaire des résultats ajustés par unité d'exploitation stratégique<sup>1</sup>.

En millions de dollars, pour les trois mois clos les	Services bancaires personnels et PME, région du Canada	Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région du Canada	Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région des États-Unis	Marchés des capitaux	Siège social et autres	Total CIBC
<b>31 janv. 2021</b>						
Résultat net (perte nette) comme présenté(e)	652 \$	354 \$	188 \$	493 \$	(62) \$	1 625 \$
Incidence après impôt des éléments d'importance <sup>1</sup>	-	-	12	-	3	15
<b>Résultat net (perte nette) ajusté(e)<sup>2</sup></b>	<b>652 \$</b>	<b>354 \$</b>	<b>200 \$</b>	<b>493 \$</b>	<b>(59) \$</b>	<b>1 640 \$</b>
<b>31 oct. 2020<sup>3</sup></b>						
Résultat net (perte nette) comme présenté(e)	590 \$	340 \$	135 \$	310 \$	(359) \$	1 016 \$
Incidence après impôt des éléments d'importance <sup>1</sup>	1	1	13	-	249	264
<b>Résultat net (perte nette) ajusté(e)<sup>2</sup></b>	<b>591 \$</b>	<b>341 \$</b>	<b>148 \$</b>	<b>310 \$</b>	<b>(110) \$</b>	<b>1 280 \$</b>
<b>31 janv. 2020<sup>3</sup></b>						
Résultat net (perte nette) comme présenté(e)	575 \$	336 \$	165 \$	378 \$	(242) \$	1 212 \$
Incidence après impôt des éléments d'importance <sup>1</sup>	2	-	16	-	253	271
<b>Résultat net (perte nette) ajusté(e)<sup>2</sup></b>	<b>577 \$</b>	<b>336 \$</b>	<b>181 \$</b>	<b>378 \$</b>	<b>11 \$</b>	<b>1 483 \$</b>

- 1) Reflète l'incidence des éléments d'importance susmentionnés.
- 2) Mesure non conforme aux PCGR.
- 3) Certaines informations des périodes précédentes ont été révisées. Pour plus de précisions, se reporter à la section Modifications à la présentation de l'information financière.

# Vue d'ensemble des unités d'exploitation stratégique

La CIBC compte quatre unités d'exploitation stratégique : Services bancaires personnels et PME, région du Canada, Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région du Canada, Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région des États-Unis, et Marchés des capitaux. Ces unités d'exploitation stratégique bénéficient du soutien des groupes fonctionnels suivants qui font tous partie de Siège social et autres : Technologie, infrastructure et innovation, Gestion du risque, Personnel, culture et marque, Finance et Stratégie de l'entreprise, ainsi que d'autres groupes de soutien. Les charges de ces groupes fonctionnels et de soutien sont habituellement réparties entre les secteurs d'activité au sein des unités d'exploitation stratégique. La majorité des coûts fonctionnels et des coûts de soutien de CIBC Bank USA sont comptabilisés directement dans l'unité d'exploitation stratégique Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région des États-Unis. Siège social et autres comprend également les résultats de CIBC FirstCaribbean et d'autres investissements stratégiques, ainsi que d'autres postes du compte de résultat et du bilan non directement attribuables aux secteurs d'activité. Les principales méthodes et hypothèses utilisées dans la présentation des résultats financiers des unités d'exploitation stratégique sont présentées à la page 19 de notre Rapport annuel 2020.

Des modifications à la présentation de l'information financière ont été apportées au premier trimestre de 2021, lesquelles ont eu une incidence sur les résultats des unités d'exploitation stratégique. Pour plus de précisions, se reporter à la section Modifications à la présentation de l'information financière.

## Services bancaires personnels et PME, région du Canada

**Services bancaires personnels et PME, région du Canada**, offre aux particuliers et aux entreprises au Canada des conseils, des produits et des services financiers par l'entremise de centres bancaires et de canaux numériques, mobiles ou d'accès à distance.

### Résultats<sup>1</sup>

En millions de dollars, pour les trois mois clos les	31 janv. 2021	31 oct. 2020 <sup>2</sup>	31 janv. 2020 <sup>2</sup>
Produits	2 025 \$	1 997 \$	2 079 \$
Dotation à (reprise de) la provision pour pertes sur créances			
Prêts douteux	109	88	189
Prêts productifs	(55)	33	22
Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances	54	121	211
Charges autres que d'intérêts	1 086	1 076	1 086
Résultat avant impôt sur le résultat	885	800	782
Impôt sur le résultat	233	210	207
Résultat net	652 \$	590 \$	575 \$
Résultat net applicable aux :			
Actionnaires	652 \$	590 \$	575 \$
Coefficient d'efficacité	53,6 %	53,9 %	52,2 %
Rendement des capitaux propres <sup>3</sup>	39,9 %	36,1 %	34,9 %
Capitaux propres moyens applicables aux porteurs d'actions ordinaires répartis <sup>3</sup>	6 480 \$	6 509 \$	6 550 \$
Équivalents temps plein	12 594	12 437	12 948

1) Pour de l'information sectorielle supplémentaire, se reporter aux notes des états financiers consolidés intermédiaires.

2) Certaines informations des périodes précédentes ont été révisées. Pour plus de précisions, se reporter à la section Modifications à la présentation de l'information financière.

3) Pour plus de précisions, se reporter à la section Mesures non conformes aux PCGR.

### Aperçu financier

Le résultat net au trimestre considéré s'est établi à 652 M\$, en hausse de 77 M\$ en regard de celui du trimestre correspondant de l'exercice précédent, ce qui est principalement attribuable à la baisse de la dotation à la provision pour pertes sur créances, en partie contrebalancée par la diminution des produits.

Le résultat net a progressé de 62 M\$ par rapport à celui du trimestre précédent, ce qui découle essentiellement d'une dotation à la provision pour pertes sur créances moins importante et de l'augmentation des produits, en partie neutralisées par la hausse des charges autres que d'intérêts.

### Produits

Les produits ont diminué de 54 M\$, ou 3 %, par rapport à ceux de du trimestre correspondant de l'exercice précédent, du fait en grande partie du resserrement des marges attribuable à l'évolution de l'environnement des taux d'intérêt et d'une diminution des honoraires découlant des activités transactionnelles réduites des clients, le tout neutralisé en partie par la croissance des volumes.

Le résultat net a progressé de 28 M\$, ou 1 %, par rapport à celui du trimestre précédent, ce qui découle essentiellement d'une croissance des volumes plus importante et de l'augmentation des produits autres que d'intérêts, en partie neutralisées par le resserrement des marges.

### Dotation à la provision pour pertes sur créances

La dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de 157 M\$ par rapport à celle du trimestre correspondant de l'exercice précédent. Les résultats du trimestre considéré comprenaient une reprise de la provision pour pertes sur prêts productifs découlant surtout d'une évolution favorable de nos perspectives économiques, alors que les résultats du trimestre correspondant de l'exercice précédent comprenaient une dotation à la provision pour pertes sur créances découlant en grande partie de la mise à jour des paramètres des modèles dans le portefeuille des cartes de crédit. La dotation à la provision pour pertes sur prêts douteux a diminué en raison de la baisse du nombre de cas d'insolvabilité et des radiations au titre des cartes de crédit. La dotation à la provision pour pertes sur créances est demeurée inférieure aux niveaux d'avant la pandémie, notamment en raison de l'incidence de la baisse des dépenses des clients, des programmes d'aide aux clients et de l'aide gouvernementale.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de 67 M\$ par rapport à celle du trimestre précédent. Les résultats du trimestre considéré comprenaient une reprise de la provision pour pertes sur prêts productifs découlant surtout d'une évolution favorable de nos perspectives économiques, alors que les résultats du trimestre précédent comprenaient une dotation à la provision pour pertes sur créances liée à l'incidence désavantageuse de la mise à jour des paramètres des modèles dans le portefeuille des prêts personnels. La dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté, en raison surtout d'une augmentation de la dotation à la provision dans le portefeuille des prêts personnels, en partie contrebalancée par une diminution dans le portefeuille des cartes de crédit.

## Charges autres que d'intérêts

Les charges autres que d'intérêts ont été comparables à celles du trimestre correspondant de l'exercice précédent et ont augmenté de 10 M\$ par rapport à celles du trimestre précédent, ce qui découle surtout de la hausse des dépenses liées aux initiatives stratégiques.

## Impôt sur le résultat

L'impôt sur le résultat a augmenté de 26 M\$ par rapport à celui du trimestre correspondant de l'exercice précédent et de 23 M\$ par rapport à celui du trimestre précédent, en raison surtout de la hausse du résultat.

## Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région du Canada

**Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région du Canada**, est un secteur supérieur axé sur les relations qui offre des services bancaires et des services de gestion des avoirs aux sociétés du marché intermédiaire, aux entrepreneurs, aux particuliers et aux familles à valeur nette élevée de partout au Canada, ainsi que des services de gestion d'actifs aux investisseurs institutionnels.

## Résultats<sup>1</sup>

En millions de dollars, pour les trois mois clos les	31 janv. 2021	31 oct. 2020	31 janv. 2020
Produits			
Groupe Entreprises	428 \$	409 \$	423 \$
Gestion des avoirs	660	619	632
Total des produits	1 088	1 028	1 055
Dotation à (reprise de) la provision pour pertes sur créances			
Prêts douteux	19	21	34
Prêts productifs	14	4	1
Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances	33	25	35
Charges autres que d'intérêts	572	540	561
Résultat avant impôt sur le résultat	483	463	459
Impôt sur le résultat	129	123	123
Résultat net	354 \$	340 \$	336 \$
Résultat net applicable aux :			
Actionnaires	354 \$	340 \$	336 \$
Coefficient d'efficacité	52,6 %	52,5 %	53,2 %
Rendement des capitaux propres <sup>2</sup>	21,4 %	20,7 %	21,5 %
Capitaux propres moyens applicables aux porteurs d'actions ordinaires répartis <sup>2</sup>	6 568 \$	6 551 \$	6 226 \$
Équivalents temps plein	5 036	4 984	5 084

1) Pour de l'information sectorielle supplémentaire, se reporter aux notes des états financiers consolidés intermédiaires.

2) Pour plus de précisions, se reporter à la section Mesures non conformes aux PCGR.

## Aperçu financier

Le résultat net pour le trimestre s'est établi à 354 M\$, en hausse de 18 M\$ en regard de celui du trimestre correspondant de l'exercice précédent, fait attribuable surtout à la hausse des produits, contrebalancée en partie par l'augmentation des charges autres que d'intérêts.

Le résultat net a progressé de 14 M\$ par rapport à celui du trimestre précédent, ce qui découle essentiellement de l'augmentation des produits, en partie neutralisée par la hausse des charges autres que d'intérêts et d'une dotation à la provision pour pertes sur créances plus élevée.

## Produits

Les produits ont grimpé de 33 M\$, ou 3 %, par rapport à ceux du trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Les produits de Groupe Entreprises ont augmenté de 5 M\$, en raison essentiellement de la hausse des honoraires et de la croissance des volumes, en partie contrebalancées par le resserrement des marges.

Les produits de Gestion des avoirs ont augmenté de 28 M\$ en raison surtout de l'augmentation des produits donnant droit à des honoraires sous l'effet d'une moyenne plus élevée des biens sous gestion et des biens administrés, reflet de l'appréciation des marchés et des ventes nettes, et de l'accroissement des produits de change.

Les produits ont augmenté de 60 M\$, ou 6 %, par rapport à ceux du trimestre précédent.

Les produits de Groupe Entreprises ont augmenté de 19 M\$, en raison essentiellement de la hausse des honoraires et de la croissance des volumes.

Les produits de Gestion des avoirs ont augmenté de 41 M\$ en raison surtout de l'augmentation des produits donnant droit à des honoraires sous l'effet d'une moyenne plus élevée des biens sous gestion et des biens administrés, reflet de l'appréciation des marchés, et de l'accroissement des produits tirés des transactions attribuable à l'essor des activités de négociation.

## Dotation à la provision pour pertes sur créances

La dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de 2 M\$ par rapport à celle du trimestre correspondant de l'exercice précédent. Les résultats du trimestre considéré affichaient une augmentation de la dotation à la provision pour pertes sur prêts productifs en grande partie attribuable à une migration du crédit désavantageuse. La dotation à la provision pour pertes sur prêts douteux a reculé du fait d'une dotation à la provision supplémentaire au trimestre correspondant de l'exercice précédent au titre d'un prêt auparavant douteux lié à la fraude.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 8 M\$ par rapport à celle du trimestre précédent. Les résultats du trimestre considéré affichaient une augmentation de la dotation à la provision pour pertes sur prêts productifs en grande partie attribuable à une migration du crédit désavantageuse. La dotation à la provision pour pertes sur prêts douteux a été comparable à celle du trimestre correspondant de l'exercice précédent.

## Charges autres que d'intérêts

Les charges autres que d'intérêts ont augmenté de 11 M\$, ou 2 %, par rapport à celles du trimestre correspondant de l'exercice précédent, en raison essentiellement de la rémunération liée au rendement.

Les charges autres que d'intérêts ont augmenté de 32 M\$, ou 6 %, par rapport à celles du trimestre précédent, ce qui découle surtout de la hausse de la rémunération liée au rendement et de la hausse des dépenses liées aux initiatives stratégiques.

## Impôt sur le résultat

L'impôt sur le résultat a augmenté de 6 M\$ par rapport à celui du trimestre correspondant de l'exercice précédent et de 6 M\$ par rapport à celui du trimestre précédent, en raison surtout de la hausse du résultat.

## Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région des États-Unis

**Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région des États-Unis**, offre des services bancaires commerciaux et des services de gestion privée de patrimoine aux États-Unis, ainsi que des services bancaires aux particuliers et aux petites et moyennes entreprises dans quatre marchés du Midwest américain. Ses activités sont principalement axées sur les sociétés du marché intermédiaire et les sociétés de taille moyenne, ainsi que sur les familles à valeur nette élevée.

## Résultats<sup>1</sup>

En millions de dollars, pour les trois mois clos les	31 janv. 2021	31 oct. 2020 <sup>2</sup>	31 janv. 2020 <sup>2</sup>
Produits			
Groupe Entreprises	381 \$	362 \$	340 \$
Gestion des avoirs <sup>4</sup>	180	157	161
Total des produits <sup>3</sup>	561	519	501
Dotation à (reprise de) la provision pour pertes sur créances			
Prêts douteux	48	55	16
Prêts productifs	(3)	27	(1)
Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances	45	82	15
Charges autres que d'intérêts	280	267	298
Résultat avant impôt sur le résultat	236	170	188
Impôt sur le résultat	48	35	23
Résultat net	188 \$	135 \$	165 \$
Résultat net applicable aux :			
Actionnaires	188 \$	135 \$	165 \$
Coefficient d'efficacité	49,9 %	51,7 %	59,4 %
Rendement des capitaux propres <sup>5</sup>	8,2 %	5,9 %	7,4 %
Capitaux propres moyens applicables aux porteurs d'actions ordinaires répartis <sup>5</sup>	9 105 \$	9 127 \$	8 855 \$
Équivalents temps plein	2 090	2 085	2 060

1) Pour de l'information sectorielle supplémentaire, se reporter aux notes des états financiers consolidés intermédiaires.

2) Certaines informations des périodes précédentes ont été révisées. Pour plus de précisions, se reporter à la section Modifications à la présentation de l'information financière.

3) Comprendait des produits de 4 M\$ liés à la désactualisation de l'écart associé à la juste valeur des prêts acquis à la date d'acquisition de The PrivateBank pour le trimestre clos le 31 janvier 2021 (5 M\$ pour le trimestre clos le 31 octobre 2020 et 6 M\$ pour le trimestre clos le 31 janvier 2020).

4) Comprend les produits attribuables au programme de protection des salaires (Paycheck Protection Program ou PPP) aux États-Unis.

5) Pour plus de précisions, se reporter à la section Mesures non conformes aux PCGR.

## Aperçu financier

Le résultat net du trimestre s'est établi à 188 M\$, en hausse de 23 M\$ en regard de celui du trimestre correspondant de l'exercice précédent, ce qui est principalement attribuable à l'augmentation des produits et à la baisse des charges autres que d'intérêts, neutralisées en partie par l'augmentation de la dotation à la provision pour pertes sur créances.

Le résultat net a progressé de 53 M\$ par rapport à celui du trimestre précédent, ce qui découle essentiellement de l'augmentation des produits et d'une dotation à la provision pour pertes sur créances moins importante, en partie neutralisées par la hausse des charges autres que d'intérêts.

## Produits

Les produits ont grimpé de 60 M\$, ou 12 %, par rapport à ceux du trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Les produits de Groupe Entreprises ont grimpé de 41 M\$, ce qui s'explique surtout par la croissance des volumes et la progression des honoraires, neutralisées en partie par le resserrement des marges sur dépôts et l'incidence de l'écart de change.

Les produits de Gestion des avoirs ont augmenté de 19 M\$ en raison surtout de l'augmentation des produits donnant droit à des honoraires sous l'effet d'une moyenne plus élevée des biens sous gestion et des biens administrés, reflet de l'appréciation des marchés et des ventes nettes, et de la hausse des commissions sur prêts, contrebalancées en partie par le resserrement des marges sur dépôts et l'incidence de l'écart de change.

Les produits ont augmenté de 42 M\$, ou 8 %, par rapport à ceux du trimestre précédent.

Les produits de Groupe Entreprises ont progressé de 19 M\$, ce qui s'explique surtout par l'élargissement des marges découlant de la hausse des commissions sur prêts, de la croissance des volumes et de l'augmentation des commissions de syndication de prêts, contrebalancé en partie par l'incidence de l'écart de change.

Les produits de Gestion des avoirs ont augmenté de 23 M\$ en raison surtout de l'élargissement des marges découlant de la hausse des commissions sur prêts et de l'augmentation des produits donnant droit à des honoraires sous l'effet d'une moyenne plus élevée des biens sous gestion et des biens administrés, reflet de l'appréciation des marchés et des ventes nettes.

## Dotation à la provision pour pertes sur créances

La dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 30 M\$ par rapport à celle du trimestre correspondant de l'exercice précédent. La dotation à la provision pour pertes sur prêts productifs était comparable à celle du trimestre correspondant de l'exercice précédent. La dotation à la provision pour pertes sur prêts douteux a augmenté, en lien surtout avec le secteur de l'immobilier.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de 37 M\$ par rapport à celle du trimestre précédent. Les résultats du trimestre considéré comprenaient une légère reprise de la provision pour pertes sur prêts productifs découlant surtout de l'évolution favorable de nos perspectives économiques, en partie neutralisée par une migration du crédit désavantageuse, alors que les résultats du trimestre précédent comprenaient une dotation à la provision pour pertes sur créances liée à une migration du crédit désavantageuse. La dotation à la provision pour pertes sur prêts douteux a légèrement fléchi par rapport à celle du trimestre précédent.

## Charges autres que d'intérêts

Les charges autres que d'intérêts ont reculé de 18 M\$, ou 6 %, par rapport à celles du trimestre correspondant de l'exercice précédent, en raison essentiellement d'une baisse des coûts liés à l'expansion des affaires et de l'incidence de l'écart de change, contrebalancées en partie par l'augmentation des salaires et la bonification des avantages.

Les charges autres que d'intérêts ont augmenté de 13 M\$, ou 5 %, par rapport à celles du trimestre précédent, en raison surtout de la hausse des salaires du personnel attribuable au caractère saisonnier de certains avantages et des attributions liées au rendement, compensée en partie par l'incidence de l'écart de change.

## Impôt sur le résultat

L'impôt sur le résultat a augmenté de 25 M\$ par rapport à celui du trimestre correspondant de l'exercice précédent et de 13 M\$ par rapport à celui du trimestre précédent, en raison surtout de la hausse du résultat.

## Marchés des capitaux

**Marchés des capitaux** offre des produits et des services intégrés de réseau mondial, des services consultatifs et d'exécution en placement, des solutions de services financiers aux entreprises et des services de recherche de premier plan à nos clients à l'échelle mondiale. Il comprend les Services financiers directs, qui cherchent à accroître les capacités numériques de la CIBC afin d'offrir un ensemble cohérent de services bancaires directs et de solutions de placement direct ainsi que de paiement multidevises novateurs aux clients de la CIBC.

## Résultats<sup>1</sup>

En millions de dollars, pour les trois mois clos les	31 janv. 2021	31 oct. 2020 <sup>2</sup>	31 janv. 2020 <sup>2</sup>
Produits			
Marchés CIBC, réseau mondial	614 \$	427 \$	500 \$
Services financiers aux entreprises et services de Banque d'investissement	358	322	330
Services financiers directs	202	185	176
Total des produits <sup>3</sup>	1 174	934	1 006
Dotation à (reprise de) la provision pour pertes sur créances			
Prêts douteux	42	20	(2)
Prêts productifs	(37)	(3)	(4)
Total de la dotation à (reprise de) la provision pour pertes sur créances	5	17	(6)
Charges autres que d'intérêts	522	458	492
Résultat avant impôt sur le résultat	647	459	520
Impôt sur le résultat <sup>3</sup>	154	149	142
Résultat net	493 \$	310 \$	378 \$
Résultat net applicable aux :			
Actionnaires	493 \$	310 \$	378 \$
Coefficient d'efficacité	44,5 %	49,0 %	48,9 %
Rendement des capitaux propres <sup>4</sup>	28,0 %	17,8 %	22,4 %
Capitaux propres moyens applicables aux porteurs d'actions ordinaires répartis <sup>4</sup>	6 991 \$	6 926 \$	6 697 \$
Équivalents temps plein	1 943	1 912	1 865

1) Pour de l'information sectorielle supplémentaire, se reporter aux notes des états financiers consolidés intermédiaires.

2) Certaines informations des périodes précédentes ont été révisées. Pour plus de précisions, se reporter à la section Modifications à la présentation de l'information financière.

3) Les produits et l'impôt sur le résultat sont présentés sur une BIE. Par conséquent, les produits et l'impôt sur le résultat comprennent un ajustement selon la BIE de 54 M\$ pour le trimestre clos le 31 janvier 2021 (37 M\$ pour le trimestre clos le 31 octobre 2020 et 49 M\$ pour le trimestre clos le 31 janvier 2020). Des montants correspondants sont inclus dans les produits et l'impôt sur le résultat de Siège social et autres.

4) Pour plus de précisions, se reporter à la section Mesures non conformes aux PCGR.

## Aperçu financier

Le résultat net pour le trimestre s'est établi à 493 M\$, en hausse de 115 M\$ en regard de celui du trimestre correspondant de l'exercice précédent, fait attribuable surtout à la hausse des produits, contrebalancée en partie par l'augmentation des charges autres que d'intérêts.

Le résultat net a progressé de 183 M\$ par rapport à celui du trimestre précédent, ce qui découle essentiellement de l'augmentation des produits et d'une dotation à la provision pour pertes sur créances moins importante, en partie neutralisées par la hausse des charges autres que d'intérêts.

## Produits

Les produits ont grimpé de 168 M\$, ou 17 %, par rapport à ceux du trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Les produits de Marchés CIBC, réseau mondial, ont grimpé de 114 M\$, en raison surtout de la hausse des produits tirés de la négociation de titres à revenu fixe, de titres de participation et de taux de change.

Les produits de Services financiers aux entreprises et de Banque d'investissement ont augmenté de 28 M\$, essentiellement en raison de la hausse des produits tirés des services financiers aux entreprises, de l'accroissement des activités de souscription de titres de participation et des profits du portefeuille de placement, contrebalancés en partie par une diminution des produits tirés des activités des services consultatifs.

Les produits tirés des Services financiers directs ont grimpé de 26 M\$, du fait essentiellement de la hausse du volume de transactions au titre des activités de courtage en direct.

Les produits ont augmenté de 240 M\$, ou 26 %, par rapport à ceux du trimestre précédent.

Les produits de Marchés CIBC, réseau mondial, ont grimpé de 187 M\$, surtout en raison de la hausse des produits tirés de la négociation de taux de change, de titres de participation et de titres à revenu fixe.

Les produits de Services financiers aux entreprises et de Banque d'investissement ont augmenté de 36 M\$, essentiellement en raison de la hausse des produits tirés des activités de services consultatifs, de l'accroissement des activités de souscription de titres de participation et des profits du portefeuille de placement, contrebalancés en partie par une diminution des produits tirés des activités de souscription de titres de créance.

Les produits tirés des Services financiers directs ont progressé de 17 M\$, du fait essentiellement de la hausse du volume de transactions au titre des activités de courtage en direct.

### Dotation à (reprise de) la provision pour pertes sur créances

La dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 11 M\$ par rapport à celle du trimestre correspondant de l'exercice précédent. Les résultats du trimestre considéré comprenaient une reprise de la provision pour pertes sur prêts productifs découlant de la migration du crédit avantageuse, du reclassement des prêts productifs en prêts douteux et d'une évolution favorable de nos perspectives économiques. La dotation à la provision pour pertes sur prêts douteux a augmenté, en lien surtout avec le secteur des services publics.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de 12 M\$ par rapport à celle du trimestre précédent. La reprise de la provision pour pertes sur prêts productifs a augmenté sous l'effet de la migration du crédit avantageuse et d'une évolution favorable de nos perspectives économiques. La dotation à la provision pour pertes sur prêts douteux a augmenté, en lien surtout avec le secteur des services publics.

### Charges autres que d'intérêts

Les charges autres que d'intérêts ont augmenté de 30 M\$, ou 6 %, par rapport à celles du trimestre correspondant de l'exercice précédent, et de 64 M\$, ou 14 %, par rapport à celles du trimestre précédent, en raison essentiellement de la hausse de la rémunération liée au rendement et des investissements dans des initiatives de croissance.

### Impôt sur le résultat

L'impôt sur le résultat a augmenté de 12 M\$ par rapport à celui du trimestre correspondant de l'exercice précédent et de 5 M\$ par rapport à celui du trimestre précédent, en raison surtout de la hausse du résultat.

### Siège social et autres

**Siège social et autres** comprend les groupes fonctionnels suivants : Technologie, infrastructure et innovation, Gestion du risque, Personnel, culture et marque, Finance et Stratégie de l'entreprise, ainsi que d'autres groupes de soutien. Les charges de ces groupes fonctionnels et de soutien sont habituellement réparties entre les secteurs d'activité au sein des unités d'exploitation stratégique. La majorité des coûts fonctionnels et des coûts de soutien de CIBC Bank USA sont comptabilisés directement dans l'unité d'exploitation stratégique Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région des États-Unis. Siège social et autres comprend également les résultats de CIBC FirstCaribbean et d'autres investissements stratégiques, ainsi que d'autres postes du compte de résultat et du bilan non directement attribuables aux secteurs d'activité.

### Résultats<sup>1</sup>

En millions de dollars, pour les trois mois clos les	31 janv. 2021	31 oct. 2020 <sup>2</sup>	31 janv. 2020 <sup>2</sup>
<b>Produits</b>			
Services bancaires internationaux	174 \$	178 \$	206 \$
Divers	(59)	(56)	8
<b>Total des produits<sup>3</sup></b>	<b>115</b>	<b>122</b>	<b>214</b>
<b>Dotation à (reprise de) la provision pour pertes sur créances</b>			
Prêts douteux	18	(6)	7
Prêts productifs	(8)	52	(1)
<b>Total de la dotation à (reprise de) la provision pour pertes sur créances</b>	<b>10</b>	<b>46</b>	<b>6</b>
<b>Charges autres que d'intérêts</b>	<b>266</b>	<b>550</b>	<b>628</b>
<b>Perte avant impôt sur le résultat</b>	<b>(161)</b>	<b>(474)</b>	<b>(420)</b>
<b>Impôt sur le résultat<sup>3</sup></b>	<b>(99)</b>	<b>(115)</b>	<b>(178)</b>
<b>Résultat net (perte nette)</b>	<b>(62) \$</b>	<b>(359) \$</b>	<b>(242) \$</b>
<b>Résultat net (perte nette) applicable aux :</b>			
Participations ne donnant pas le contrôle	4 \$	1 \$	7 \$
Actionnaires	(66)	(360)	(249)
<b>Équivalents temps plein</b>	<b>22 227</b>	<b>22 435</b>	<b>23 126</b>

1) Pour de l'information sectorielle supplémentaire, se reporter aux notes des états financiers consolidés intermédiaires.

2) Certaines informations des périodes précédentes ont été révisées. Pour plus de précisions, se reporter à la section Modifications à la présentation de l'information financière.

3) Les produits et l'impôt sur le résultat de Marchés des capitaux sont présentés selon la BIE. Des montants correspondants sont inclus dans les produits et l'impôt sur le résultat de Siège social et autres. Par conséquent, les produits et l'impôt sur le résultat comprennent un ajustement selon la BIE de 54 M\$ pour le trimestre clos le 31 janvier 2021 (37 M\$ pour le trimestre clos le 31 octobre 2020 et 49 M\$ pour le trimestre clos le 31 janvier 2020).

### Aperçu financier

La perte nette pour le trimestre s'est établie à 62 M\$ par rapport à une perte nette de 242 M\$ au trimestre correspondant de l'exercice précédent au cours duquel des charges de restructuration essentiellement liées à des indemnités de départ, et présentées à titre d'élément d'importance, avaient été comptabilisées. Le trimestre considéré tenait compte d'une diminution des produits.

La perte nette pour le trimestre s'est chiffrée à 62 M\$, en regard de celle de 359 M\$ inscrite au trimestre précédent, étant donné que les résultats du trimestre précédent comprenaient une dépréciation du goodwill liée à notre participation donnant le contrôle dans CIBC FirstCaribbean et une charge liée à la consolidation de notre portefeuille de prêts immobiliers, en partie contrebalancées par un profit attribuable aux modifications apportées aux régimes de retraite et autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi, tous présentés à titre d'éléments d'importance.

## Produits

Les produits ont reculé de 99 M\$, ou 46 %, par rapport à ceux du trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Les produits de Services bancaires internationaux ont diminué de 32 M\$, du fait notamment de la baisse des produits tirés de CIBC FirstCaribbean en raison du resserrement des marges, d'une diminution des honoraires et de l'incidence de l'écart de change.

Les produits Divers ont reculé de 67 M\$, en raison principalement de la baisse des produits de trésorerie attribuable en grande partie au coût des liquidités excédentaires.

Les produits ont baissé de 7 M\$, ou 6 %, par rapport à ceux du trimestre précédent.

Les produits de Services bancaires internationaux ont diminué de 4 M\$, du fait surtout de l'incidence de l'écart de change.

Les produits Divers ont reculé de 3 M\$ en raison de l'augmentation de l'ajustement plus important selon la BIE et de la baisse des produits tirés des investissements stratégiques, essentiellement neutralisés par l'accroissement des produits de trésorerie.

## Dotation à (reprise de) la provision pour pertes sur créances

La dotation à la provision pour pertes sur créances a été comparable à celle du trimestre correspondant de l'exercice précédent.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de 36 M\$ par rapport à celle du trimestre précédent. Les résultats du trimestre considéré comprenaient une reprise de la provision pour pertes sur prêts productifs liée, dans une certaine mesure, au reclassement de comptes en prêts douteux dans CIBC FirstCaribbean, alors que les résultats du trimestre précédent comprenaient une dotation à la provision pour pertes sur créances liée à la détérioration de nos perspectives économiques pour la région des Caraïbes en raison de la pandémie de COVID-19. La dotation à la provision pour pertes sur prêts douteux a augmenté principalement en raison de la dotation à la provision plus élevée dans CIBC FirstCaribbean.

## Charges autres que d'intérêts

Les charges autres que d'intérêts ont diminué de 362 M\$, ou 58 %, par rapport à celles du trimestre correspondant de l'exercice précédent, notamment du fait des charges de restructuration susmentionnées.

Les charges autres que d'intérêts ont diminué de 284 M\$, ou 52 %, par rapport à celles du trimestre précédent au cours duquel avaient été comptabilisés une dépréciation du goodwill, une charge liée à la consolidation de notre portefeuille de prêts immobiliers et un profit au titre des régimes de retraite et autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi, tous susmentionnés, tandis que le trimestre considéré tenait compte d'une augmentation des provisions pour procédures judiciaires.

## Impôt sur le résultat

L'économie d'impôt a reculé de 79 M\$ par rapport à celle du trimestre correspondant de l'exercice précédent, en raison surtout d'une perte plus importante.

L'économie d'impôt a chuté de 16 M\$ par rapport à celle du trimestre précédent, en raison surtout d'une perte plus importante. Le taux d'impôt effectif du trimestre précédent a subi l'incidence de la dépréciation du goodwill liée à notre participation donnant le contrôle dans CIBC FirstCaribbean, laquelle n'est pas déductible fiscalement.

# Situation financière

## Revue du bilan consolidé résumé

En millions de dollars, aux	31 janv. 2021	31 oct. 2020
<b>Actif</b>		
Trésorerie et dépôts auprès d'autres banques	63 293 \$	62 518 \$
Valeurs mobilières	150 493	149 046
Valeurs empruntées ou acquises en vertu de prises en pension de titres	75 953	74 142
Prêts et acceptations, nets de la provision	420 975	416 388
Dérivés	34 165	32 730
Autres actifs	38 029	34 727
	<b>782 908 \$</b>	<b>769 551 \$</b>
<b>Passif et capitaux propres</b>		
Dépôts	573 927 \$	570 740 \$
Engagements liés à des valeurs prêtées, vendues à découvert ou en vertu de mises en pension de titres	97 743	89 440
Dérivés	32 158	30 508
Autres passifs	32 458	31 816
Titres secondaires	4 693	5 712
Capitaux propres	41 929	41 335
	<b>782 908 \$</b>	<b>769 551 \$</b>

### Actif

Au 31 janvier 2021, le total de l'actif avait progressé de 13,4 G\$, ou 2 %, en comparaison de celui au 31 octobre 2020, net d'une diminution d'environ 9 G\$ découlant de la dépréciation du dollar américain.

La trésorerie et les dépôts auprès d'autres banques ont augmenté de 0,8 G\$, ou 1 %, essentiellement en raison de la hausse des placements de trésorerie à court terme.

L'augmentation de 1,4 G\$, ou 1 %, des valeurs mobilières est principalement attribuable à la hausse des titres de participation de sociétés et des titres de créance des gouvernements d'autres pays, contrebalancée en partie par la diminution des titres de créance des gouvernements canadiens.

Les valeurs empruntées ou acquises en vertu de prises en pension de titres se sont accrues de 1,8 G\$, ou 2 %, en raison essentiellement des activités des clients.

Les prêts et acceptations, nets de la provision, ont augmenté de 4,6 G\$, ou 1 %, du fait essentiellement de l'accroissement des prêts hypothécaires à l'habitation canadiens et des prêts aux entreprises et aux gouvernements, neutralisé en partie par une diminution des prêts aux entreprises et aux gouvernements aux États-Unis découlant de l'écart de change.

Les dérivés ont grimpé de 1,4 G\$, ou 4 %, sous l'effet principalement de la hausse des évaluations des dérivés de taux de change, neutralisée en partie par la baisse des évaluations des dérivés de taux d'intérêt.

Les autres actifs ont augmenté de 3,3 G\$, ou 10 %, en raison surtout d'une hausse des biens donnés en garantie sur dérivés et des métaux précieux, contrebalancée en partie par une diminution des montants à recevoir des courtiers.

### Passif

Au 31 janvier 2021, le total du passif avait augmenté de 12,8 G\$, ou 2 %, en comparaison de celui du 31 octobre 2020, net d'une diminution d'environ 9 G\$ découlant de la dépréciation du dollar américain.

Les dépôts ont augmenté de 3,2 G\$, ou 1 %, en raison surtout de la croissance des volumes dans les dépôts de détail au Canada et de l'accroissement du financement de gros, compensés en partie par le recul du financement de gros. Pour plus de précisions sur la composition des dépôts, se reporter à la note 7 des états financiers consolidés intermédiaires.

Les engagements liés à des valeurs prêtées, vendues à découvert ou en vertu de mises en pension de titres ont augmenté de 8,3 G\$, ou 9 %, en raison essentiellement des activités des clients.

Les dérivés ont grimpé de 1,7 G\$, ou 5 %, sous l'effet principalement de la hausse des évaluations des dérivés de taux de change et sur actions, contrebalancée en partie par la baisse des évaluations des dérivés de taux d'intérêt et sur d'autres marchandises.

Les autres passifs ont augmenté de 0,6 G\$, ou 2 %, en raison surtout de la hausse des acceptations et des biens reçus en garantie sur dérivés, contrebalancée en partie par une diminution des charges à payer.

Les titres secondaires ont chuté de 1,0 G\$, ou 18 %, ce qui est essentiellement attribuable au rachat effectué au cours du trimestre considéré. Pour plus de précisions, se reporter à la section Gestion des fonds propres.

### Capitaux propres

Au 31 janvier 2021, les capitaux propres avaient augmenté de 0,6 G\$, ou 1 %, par rapport à ceux au 31 octobre 2020, en raison surtout d'une hausse nette des résultats non distribués, neutralisée en partie par une diminution du cumul des autres éléments du résultat global.

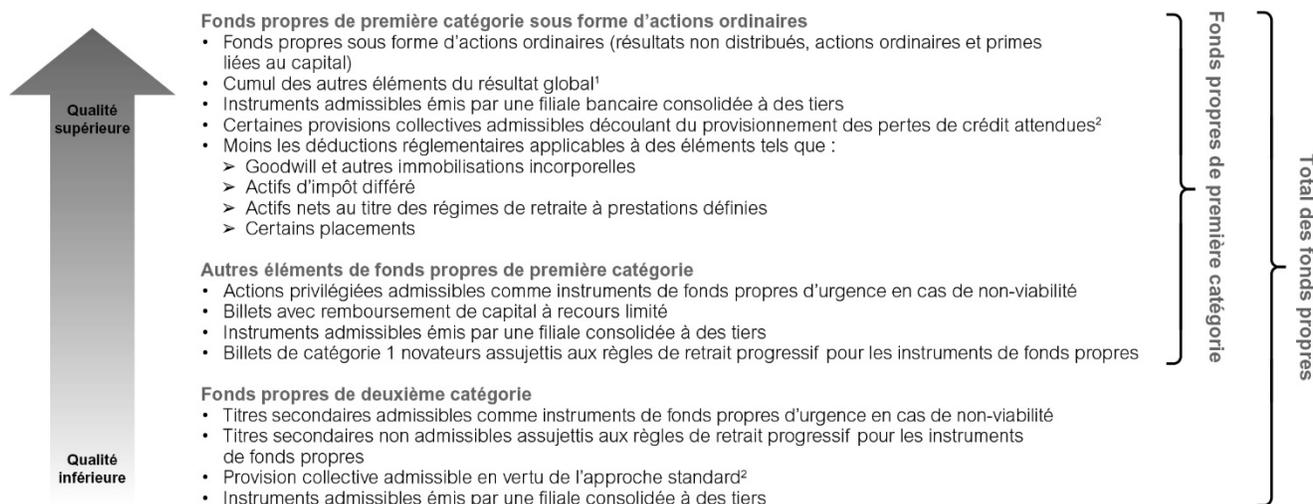
## Gestion des fonds propres

Nous gérons activement nos fonds propres pour maintenir des sources de capitaux solides et efficaces qui favorisent la robustesse de notre bilan, l'accroissement de nos activités et la mise en œuvre de notre stratégie, tout en satisfaisant aux exigences réglementaires. Pour plus de précisions sur la gestion des fonds propres, se reporter aux pages 31 à 42 de notre Rapport annuel 2020.

### Exigences en matière de fonds propres réglementaires selon Bâle III

Le calcul des fonds propres réglementaires est assujéti aux lignes directrices du Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF), lesquelles découlent du cadre normatif sur les fonds propres élaboré par le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire (CBCB).

Les fonds propres réglementaires sont composés des fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires, des fonds propres de première catégorie et des fonds propres de deuxième catégorie. Les catégories de fonds propres réglementaires démontrent une augmentation de la qualité et de la permanence ainsi qu'une meilleure capacité d'absorber les pertes. Les principales composantes de nos fonds propres réglementaires se résument comme suit :



1) Excluant le cumul des autres éléments du résultat global lié aux couvertures de flux de trésorerie et les variations de la juste valeur des passifs désignés à leur juste valeur attribuables aux variations du risque de crédit propre.

2) En réponse à la pandémie de COVID-19, le BSIF a assoupli les attentes réglementaires par la mise en place de mesures transitoires relatives au traitement du provisionnement des pertes de crédit attendues de sorte qu'une partie des provisions qui aurait autrement fait partie des fonds propres de deuxième catégorie puisse plutôt être incluse dans les fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires, sous réserve de certains facteurs scalaires et limites jusqu'à l'exercice 2022. Se reporter à la section Amélioration constante des exigences de fonds propres réglementaires pour plus de précisions.

Les instruments de fonds propres réglementaires admissibles doivent pouvoir absorber les pertes en cas de non-viabilité de l'institution financière. Les instruments de fonds propres de première catégorie et de deuxième catégorie non admissibles sont exclus des fonds propres réglementaires à un taux de 10 % par année, jusqu'au 1<sup>er</sup> novembre 2021, date à partir de laquelle ils n'auront pas de valeur réglementaire.

Le BSIF exige que toutes les institutions atteignent des ratios cibles de fonds propres qui comprennent des réserves. Au gré du BSIF, ces ratios de fonds propres cibles peuvent être plus élevés pour certaines institutions. La CIBC, tout comme la Banque de Montréal, La Banque de Nouvelle-Écosse, la Banque Nationale du Canada, la Banque Royale et La Banque Toronto-Dominion, a été désignée par le BSIF comme une banque d'importance systémique nationale (BISN) au Canada. Les BISN sont assujéties à un supplément de fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires correspondant à 1,0 % de l'APR et à une réserve pour stabilité intérieure (RSI) qui vise à répondre aux risques associés au deuxième pilier qui ne sont pas adéquatement pris en compte dans les exigences du premier pilier. La RSI est actuellement établie à 1,0 %, mais elle peut être de l'ordre de 0 % à 2,5 % de l'APR (pour plus de précisions, se reporter à la section Amélioration constante des exigences de fonds propres réglementaires). De plus, les banques doivent conserver une réserve anticyclique de fonds propres supplémentaire équivalente à leur réserve moyenne pondérée au Canada et dans certains autres États où elles sont exposées au risque de crédit du secteur privé. Les cibles actuelles du BSIF se résument comme suit :

Au 31 janvier 2021	Minimum	Réserve de conservation des fonds propres	Réserve applicable aux BISN	Cibles du premier pilier <sup>1</sup>	Réserve pour stabilité intérieure	Cibles, y compris toutes les réserves
Ratio des fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires	4,5 %	2,5 %	1,0 %	8,0 %	1,0 %	9,0 %
Ratio des fonds propres de première catégorie	6,0 %	2,5 %	1,0 %	9,5 %	1,0 %	10,5 %
Ratio du total des fonds propres	8,0 %	2,5 %	1,0 %	11,5 %	1,0 %	12,5 %

1) La réserve anticyclique de fonds propres applicable était négligeable pour la CIBC au 31 janvier 2021.

Les exigences en matière de suffisance des fonds propres sont appliquées de façon consolidée, comme c'est le cas pour nos états financiers, à l'exception de nos filiales du domaine de l'assurance (CIBC Cayman Reinsurance Limited et Compagnie d'assurance-vie CIBC limitée), lesquelles ont été exclues du périmètre réglementaire de consolidation. La méthode de consolidation appliquée aux états financiers est décrite à la note 1 des états financiers consolidés de notre Rapport annuel 2020. Compagnie d'assurance-vie CIBC limitée est assujéti au test de suffisance du capital des sociétés d'assurance-vie du BSIF.

## Amélioration constante des exigences de fonds propres réglementaires

Le CBCB et le BSIF ont publié diverses propositions visant l'apport de changements aux exigences actuelles de fonds propres réglementaires afin de renforcer la réglementation relative aux banques, ainsi que leur supervision et l'encadrement de leurs pratiques dans l'objectif général d'améliorer la stabilité financière (se reporter aux pages 34 et 35 de notre Rapport annuel 2020).

### Mesures transitoires relatives au traitement du provisionnement des pertes de crédit attendues aux fins des fonds propres

En réponse à la pandémie de COVID-19, le BSIF a instauré des mesures transitoires relatives au traitement du provisionnement des pertes de crédit attendues qui sont prévues par le dispositif de Bâle. Ces mesures transitoires sont entrées en vigueur en date de la publication du communiqué du BSIF à cet effet le 27 mars 2020 et aux termes de celles-ci, une partie des provisions qui auraient été incluses autrement dans les fonds propres de deuxième catégorie peuvent être incluses dans les fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires. La partie de la provision pour pertes de crédit attendues pouvant être incluse dans les fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires est déterminée en fonction de l'augmentation des provisions pour le premier et le deuxième stades par rapport aux soldes au 31 janvier 2020 utilisés à titre de niveau de référence. Ce montant est ensuite ajusté en fonction des incidences fiscales et multiplié par un facteur scalaire qui diminue au fil du temps. Le facteur scalaire est fixé à 70 % pour l'exercice 2020, à 50 % pour l'exercice 2021 et à 25 % pour l'exercice 2022. Pour les expositions traitées selon l'approche fondée sur les notations internes (NI), le moindre d'entre ce montant et l'excédent de l'encours des provisions autrement admissibles à l'inclusion dans les fonds propres de deuxième catégorie est inclus dans les fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires selon les mesures transitoires.

### Réserve pour stabilité intérieure

En réponse à la pandémie de COVID-19 et à la conjoncture des marchés, le BSIF a annoncé la réduction immédiate de la RSI, la faisant passer de 2,0 % à 1,0 % à compter du 13 mars 2020. Cette réduction s'est traduite par la baisse des ratios cibles de fonds propres du BSIF, y compris toutes les réserves pour les fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires, les fonds propres de première catégorie et le total des fonds propres, qui devront s'établir respectivement à 9,0 %, 10,5 % et 12,5 %. Le 8 décembre 2020, le BSIF a à nouveau annoncé que la RSI demeurerait fixée à 1,0 %.

### Régime au regard des normes de fonds propres d'un programme fédéral de soutien pour les secteurs très touchés

En janvier 2021, le BSIF a fourni un cadre d'orientation quant au régime de fonds propres applicable aux prêts garantis par le gouvernement octroyés aux termes de la Garantie du Programme de crédit pour les secteurs très touchés (PCSTT) de la Banque du développement du Canada (BDC). Les prêts seront considérés comme des prêts accordés à une entité souveraine en raison de la garantie de BDC et, par conséquent, la pondération du risque appropriée sera appliquée conformément à la ligne directrice *Normes de fonds propres*. Le montant du prêt en entier sera inclus dans la mesure de l'exposition utilisée aux fins du calcul du ratio de levier. Pour plus de précisions, se reporter à la section Programmes de prêts du gouvernement en réponse à la COVID-19.

### Exigences de capacité totale d'absorption des pertes

À compter du premier trimestre de 2022, les BISN seront tenues de maintenir un ratio de CTAP cible prudentiel (composé d'un ratio minimum de CTAP fondé sur les risques de 21,5 % et des exigences de RSI alors applicables) ainsi qu'un ratio de levier CTAP minimum de 6,75 %.

La norme sur la CTAP vise à faire en sorte qu'une banque non viable dispose d'une capacité d'absorption de pertes suffisante, à l'aide de ses instruments de fonds propres réglementaires et de recapitalisation interne admissibles, pour assurer sa recapitalisation. Conformément aux règlements sur la conversion aux fins de recapitalisation interne du ministère des Finances, les créances de premier rang émises par les BISN à compter du 23 septembre 2018, d'une durée initiale jusqu'à l'échéance de plus de 400 jours (y compris les options explicites ou intégrées) qui sont non garanties ou partiellement garanties sont admissibles à la recapitalisation interne. Les dépôts des clients, certains dérivés, les obligations sécurisées et certains billets structurés ne sont pas admissibles à la recapitalisation interne.

La CIBC continuera de suivre les développements ayant une incidence sur les exigences de fonds propres réglementaires et les informations à fournir à cet égard et de s'y préparer.

## Fonds propres réglementaires

Nos ratios et fonds propres réglementaires sont présentés dans le tableau ci-après :

En millions de dollars, aux	31 janv. 2021	31 oct. 2020
Fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires <sup>1</sup>	31 438 \$	30 876 \$
Fonds propres de première catégorie	35 284	34 775
Total des fonds propres	40 355	40 969
L'APR se compose de ce qui suit :		
Risque de crédit	218 293	218 694
Risque de marché	7 331	5 858
Risque opérationnel	30 495	30 319
Total de l'APR	256 119	254 871
Ratio des fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires	12,3 %	12,1 %
Ratio des fonds propres de première catégorie	13,8 %	13,6 %
Ratio du total des fonds propres	15,8 %	16,1 %

1) Comprend l'incidence des mesures transitoires pour le provisionnement des pertes de crédit attendues annoncées par le BSIF le 27 mars 2020. Les mesures transitoires permettent d'inclure dans les fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires une partie des provisions pour pertes de crédit attendues qui aurait autrement figuré dans les fonds propres de deuxième catégorie. Le montant est soumis à certains ajustements et à des restrictions jusqu'à l'exercice 2022.

### *Ratio des fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires*

Au 31 janvier 2021, le ratio des fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires avait augmenté de 0,2 % par rapport à celui du 31 octobre 2020, l'augmentation des fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires ayant été en partie contrebalancée par l'incidence d'une hausse de l'APR.

L'augmentation des fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires était essentiellement attribuable au capital autogénéré (résultat net moins les dividendes) et à l'émission d'actions ordinaires, neutralisés en partie par une baisse du cumul des autres éléments du résultat global (découlant en grande partie de l'incidence de l'écart de change). La hausse de l'APR s'explique surtout par l'accroissement de la taille du portefeuille et des niveaux de risque de marché, contrebalancés en partie par l'incidence de l'écart de change.

Nous nous attendons à ce que l'incidence du calcul des pertes attendues aux fins des fonds propres réglementaires et l'APR reflétant le risque de crédit compromettent l'incidence favorable du résultat sur le ratio des fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires au cours des périodes ultérieures dans la mesure où les soldes augmentent, les taux d'utilisation et de défaillance s'accroissent et les cotes de risque et les autres cotes de crédit se dégradent conformément à nos informations prospectives.

### *Ratio des fonds propres de première catégorie*

Au 31 janvier 2021, le ratio des fonds propres de première catégorie avait augmenté de 0,2 % par rapport à celui au 31 octobre 2020, en raison surtout des facteurs susmentionnés qui ont eu une incidence sur le ratio des fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires.

### *Ratio du total des fonds propres*

Au 31 janvier 2021, le ratio du total des fonds propres avait diminué de 0,3 % par rapport à celui au 31 octobre 2020. Le total des fonds propres a été avantaagé par les facteurs susmentionnés qui ont eu une incidence sur le ratio des fonds propres de première catégorie. Toutefois, le remboursement des titres secondaires au cours du trimestre (pour plus de précisions, se reporter aux Activités importantes de gestion du capital) ainsi que la diminution du plafond établi sur l'inclusion d'instruments non admissibles ont entraîné une réduction nette du total des fonds propres au trimestre considéré.

### **Ratio de levier**

Les normes relatives aux fonds propres selon le dispositif de Bâle III comprennent une mesure des fonds propres non fondée sur le risque, soit le ratio de levier, qui vient compléter les exigences de fonds propres fondées sur le risque. Le ratio de levier représente les fonds propres de première catégorie divisés par l'exposition au ratio de levier. Le ratio de levier est décrit dans les règlements comme étant la somme des éléments suivants :

- i) les actifs au bilan moins les ajustements réglementaires des fonds propres de première catégorie;
- ii) les expositions sur dérivés;
- iii) les expositions sur opérations de financement par titres;
- iv) les expositions hors bilan (engagements, substituts directs de crédit, lettres de crédit et expositions de titrisation).

Le BSIF s'attend à ce que les institutions de dépôt fédérales adoptent des ratios de levier qui soient au moins équivalents à 3,0 %. Au gré du BSIF, ces ratios peuvent être plus élevés pour certaines institutions.

En millions de dollars, aux	31 janv. 2021	31 oct. 2020
Fonds propres de première catégorie	35 284 \$	34 775 \$
Expositions du ratio de levier <sup>1</sup>	756 688	741 760
Ratio de levier	4,7 %	4,7 %

1) Comprennent l'incidence de l'assouplissement par le BSIF des attentes réglementaires quant aux réserves auprès des banques centrales et aux titres d'émetteurs souverains qui sont considérés comme des actifs liquides de haute qualité. Selon le traitement autorisé par le BSIF, ces éléments peuvent être exclus de la mesure de l'exposition aux fins du ratio de levier.

Au 31 janvier 2021, le ratio de levier était comparable à celui au 31 octobre 2020, l'incidence de l'augmentation des fonds propres de première catégorie ayant été compensée par une augmentation des expositions du ratio de levier. L'augmentation des expositions du ratio de levier est principalement attribuable à des hausses des expositions au bilan et des expositions sur opérations de financement par titre.

### **Activités importantes de gestion du capital**

En parallèle avec son communiqué du 13 mars 2020 visant la réduction de la RSI à 1,0 % en réponse à la pandémie de COVID-19, le BSIF a également annoncé qu'il s'attend à ce que les institutions financières fédérales interrompent pour le moment les processus d'augmentation des dividendes et de rachats d'actions pour que les fonds propres supplémentaires disponibles soient utilisés à l'appui des activités de prêts au Canada. Voici les principales initiatives liées aux fonds propres mises en œuvre en 2021 :

### *Régime d'investissement à l'intention des actionnaires*

Aux termes du régime d'investissement à l'intention des actionnaires, nous avons émis 294 164 actions ordinaires pour une contrepartie de 32 M\$ pour le trimestre clos le 31 janvier 2021.

### *Titres secondaires*

Le 26 janvier 2021, nous avons racheté la totalité de nos débetures d'un montant de 1,0 G\$ portant intérêt à 3,42 % et échéant le 26 janvier 2026. Conformément aux modalités des débetures, le prix de rachat était équivalent à 100 % du montant en principal, majoré des intérêts courus et impayés sur celui-ci.

## Données sur les actions en circulation

Le tableau ci-après présente un sommaire de nos actions en circulation, de nos instruments de FPUNV en circulation et du nombre maximal d'actions ordinaires pouvant être émises à la conversion ou à l'exercice.

En millions de dollars, sauf le nombre d'actions et les montants par action, au 31 janvier 2021	Actions en circulation		Prix minimal de conversion par action ordinaire	Nombre maximal d'actions ordinaires pouvant être émises à la conversion
	Nombre d'actions	Valeur nominale		
<b>Actions privilégiées<sup>1,2</sup></b>				
Série 39 (FPUNV)	16 000 000	400 \$	5,00 \$	80 000 000
Série 41 (FPUNV)	12 000 000	300	5,00	60 000 000
Série 43 (FPUNV)	12 000 000	300	5,00	60 000 000
Série 45 (FPUNV)	32 000 000	800	5,00	160 000 000
Série 47 (FPUNV)	18 000 000	450	5,00	90 000 000
Série 49 (FPUNV)	13 000 000	325	5,00	65 000 000
Série 51 (FPUNV)	10 000 000	250	5,00	50 000 000
<b>Billets avec remboursement de capital à recours limité<sup>2,3</sup></b>				
Billets de série 1 avec remboursement de capital à recours limité à 4,375 % (FPUNV)	s. o.	750	5,00	150 000 000
<b>Titres secondaires<sup>2,4</sup></b>				
Débetures à 3,45 % échéant le 4 avril 2028 (FPUNV)	s. o.	1 500	5,00	450 000 000
Débetures à 2,95 % échéant le 19 juin 2029 (FPUNV)	s. o.	1 500	5,00	450 000 000
Débetures à 2,01 % échéant le 21 juillet 2030 (FPUNV)	s. o.	1 000	5,00	300 000 000
<b>Total</b>		<b>7 575 \$</b>		<b>1 915 000 000</b>

- 1) Lorsqu'un événement déclencheur survient, chacune des actions est convertible en un certain nombre d'actions ordinaires, déterminé en divisant la valeur nominale de 25,00 \$ l'action, plus les dividendes déclarés et non versés, par le cours moyen de l'action ordinaire (au sens qui en est donné dans le supplément de prospectus pertinent), sous réserve d'un prix minimal par action (sous réserve d'un ajustement dans certaines situations, tel qu'il est décrit dans le supplément de prospectus pertinent). Les porteurs d'actions privilégiées n'ont pas le droit de convertir leurs actions en actions ordinaires.
- 2) Le nombre maximal d'actions ordinaires pouvant être émises à la conversion ne tient pas compte de l'incidence des dividendes déclarés et non versés et des intérêts courus.
- 3) Lorsqu'un événement déclencheur survient, les actions privilégiées de série 53 détenues dans la fiducie à recours limité au soutien des billets avec remboursement de capital à recours limité sont convertibles en un certain nombre d'actions ordinaires, déterminé en divisant la valeur nominale de 1 000 \$ par le cours moyen de l'action ordinaire (au sens qui en est donné dans le supplément de prospectus pertinent), sous réserve d'un prix minimal par action ordinaire (sous réserve d'un ajustement dans certaines situations, tel qu'il est décrit dans le supplément de prospectus pertinent). Les porteurs d'actions privilégiées n'ont pas le droit de convertir leurs actions en actions ordinaires.
- 4) Lorsqu'un événement déclencheur survient, les débetures sont convertibles en un certain nombre d'actions ordinaires, déterminé en divisant 150 % de la valeur nominale, plus les intérêts courus et non payés, par le cours moyen de l'action ordinaire (au sens qui en est donné dans le supplément de prospectus pertinent), sous réserve d'un prix minimal par action ordinaire (sous réserve d'un ajustement dans certaines situations, tel qu'il est décrit dans le supplément de prospectus pertinent).
- s. o. Sans objet.

La survenance d'un événement déclencheur entraînerait la conversion de la totalité des instruments de fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité en circulation dont il est fait mention ci-dessus, ce qui représenterait un effet dilutif de 81 % selon le nombre d'actions ordinaires de la CIBC en circulation au 31 janvier 2021. Tel qu'il a été décrit dans la ligne directrice *Normes de fonds propres*, un événement déclencheur se produit lorsque le BSIF détermine que la banque n'est plus viable, ou qu'elle est sur le point de le devenir, et, si une fois tous les instruments de fonds propres d'urgence convertis et après avoir pris en compte tous les autres facteurs et toutes les autres circonstances considérés comme pertinents, il est raisonnablement probable que la viabilité de la banque sera rétablie ou maintenue ou, si la banque a accepté ou convenu d'accepter une injection de capitaux, ou une aide équivalente, de la part du gouvernement fédéral ou d'un gouvernement provincial, sans laquelle le BSIF aurait déterminé la banque non viable.

En plus des effets dilutifs éventuels liés aux instruments de FPUNV susmentionnés, au 31 janvier 2021, 22 622 M\$ (19 925 M\$ au 31 octobre 2020) de nos passifs en cours étaient assujettis à la conversion au titre du régime de recapitalisation interne des banques. Aux termes du régime de recapitalisation interne, il n'y a pas de ratio de conversion contractuel fixe et préétabli pour la conversion de certaines actions et certains passifs admissibles de la CIBC qui sont assujettis à la conversion en actions ordinaires aux fins de la recapitalisation interne, et il n'y a pas d'exigence particulière quant à la conversion des passifs assujettis en actions ordinaires de la CIBC ou un membre de son groupe. La Société d'assurance-dépôts du Canada (SADC) décide du moment de la conversion aux fins de la recapitalisation interne et du montant des actions et des passifs admissibles devant être convertis ainsi que des modalités de la conversion, sous réserve des paramètres énoncés dans le régime de recapitalisation interne. Se reporter à la section Exigences de capacité totale d'absorption des pertes pour plus de précisions.

## Exigences de communication publique pour les banques d'importance systémique mondiale

Le document du CBCB intitulé *Banques d'importance systémique mondiale : méthodologie d'évaluation et exigence de capacité additionnelle d'absorption des pertes*, daté du 3 juillet 2013, décrit la méthode d'évaluation annuelle et les 12 indicateurs utilisés pour évaluer les banques mondiales d'importance systémique (BISM). Le document fournit également les exigences de communication publique annuelles qui s'appliquent aux grandes banques actives à l'échelle mondiale.

En mars 2014, le BSIF a publié un préavis à l'égard de la mise en œuvre des exigences de communication publique pour les BISM au Canada. Les banques fédérales, y compris la CIBC, qui n'ont pas été désignées BISM et qui ont un ratio de levier supérieur à l'équivalent de 200 G€ à la fin de l'exercice sont tenues annuellement de divulguer au moins les 12 indicateurs (en valeurs libellées en dollars canadiens). Les indicateurs sont calculés selon des lignes directrices précises publiées par le CBCB, qui sont mises à jour chaque année. Ainsi, les valeurs obtenues ne sont peut-être pas comparables aux autres mesures présentées dans ce rapport. Le tableau suivant présente les 12 indicateurs utilisés dans la méthode d'évaluation du CBCB permettant d'évaluer les BISM :

En milliers de dollars, aux 31 octobre		2020	2019
Section	Indicateurs		
A. Activité transfrontière	1. Créances transfrontières	202 927 443 \$	171 547 163 \$
	2. Passifs transfrontières	192 443 219	170 609 561
B. Taille	3. Expositions totales telles que définies par le ratio de levier <sup>1</sup>	847 137 806 \$	722 260 507 \$
C. Interdépendance	4. Actifs dans le système financier	59 736 081 \$	55 180 978 \$
	5. Passifs dans le système financier	45 553 165	34 198 618
	6. Titres en circulation	168 533 444	173 111 702
D. Substituabilité / infrastructure financière	7. Activité de paiement	17 709 722 200 \$	15 818 619 512 \$
	8. Actifs sous garde	1 886 628 000	1 943 784 000
	9. Valeurs des transactions placées sur les marchés obligataires et boursiers	74 473 634	50 889 244
E. Complexité	10. Valeur notionnelle des dérivés de gré à gré	5 557 139 266 \$	5 333 289 112 \$
	11. Valeurs du compte de négociation et autres valeurs	27 120 512	22 344 685
	12. Actifs de niveau <sup>3</sup>	1 399 544	1 737 213

1) Le calcul de cette mesure aux fins de la présentation des indicateurs par les BISM ne tient pas compte des ajustements réglementaires visant les déductions en capital ni de l'exemption provisoire du BSIF quant aux réserves auprès des banques centrales ni les titres d'émetteurs souverains qui sont considérés comme des actifs liquides de haute qualité.

### Modifications apportées aux mesures des BISM

Les modifications apportées aux mesures par rapport à celles de 2019 ont surtout trait aux changements courants dans les activités et aux variations des taux de change.

#### A. Activité transfrontière

L'objectif de cette section est de déterminer l'empreinte mondiale d'une banque (c.-à-d., l'importance des activités d'une banque en dehors de sa juridiction d'origine). Le concept qui sous-tend cette section est que les conséquences à l'échelle mondiale des difficultés financières ou de la défaillance d'une banque varient en fonction de sa part de créances et de passifs transfrontières.

#### B. Taille

La taille est une mesure clé de l'importance étant donné que les difficultés financières ou la défaillance d'une banque sont plus susceptibles de nuire à l'économie mondiale ou aux marchés financiers si les activités de la banque représentent une large part de l'activité mondiale.

#### C. Interdépendance

Les difficultés financières d'un établissement peuvent fortement accroître la probabilité de difficultés d'autres établissements en raison du réseau d'obligations contractuelles dans lequel ils évoluent. L'impact systémique d'une banque devrait être positivement corrélé avec son interdépendance vis-à-vis des autres établissements financiers.

#### D. Substituabilité / infrastructure financière

L'objectif de cette section est de déterminer le rôle de la banque en tant que pourvoyeur d'infrastructures financières. Le concept qui sous-tend cette section est que plus la banque a un rôle important dans une ligne de métier donnée ou comme prestataire de services dans l'infrastructure financière sous-jacente (systèmes de paiement par exemple), plus les perturbations résultant de sa défaillance seront grandes en termes d'insuffisance des services (y compris le coût que représentera, pour les clients de la banque défaillante, la recherche d'un service identique auprès d'un autre établissement) et de réduction de la liquidité des marchés et de l'infrastructure.

#### E. Complexité

L'impact systémique des difficultés financières ou de la défaillance d'une banque est, en toute logique, corrélé positivement à sa complexité d'ensemble, à savoir sa complexité commerciale, structurelle et opérationnelle. Plus une banque est complexe, plus les coûts et délais nécessaires à la résolution de sa défaillance seront importants.

### Révisions futures aux exigences de communication publique pour les BISM

Le 5 juillet 2018, le CBCB a publié un document portant sur la mise à jour de la méthode d'évaluation et l'exigence de capacité additionnelle d'absorption des pertes (*Global systemically important banks: revised assessment methodology and the higher loss absorbency requirement*) à l'issue du premier examen du cadre d'évaluation pour les BISM. La version modifiée de la méthode d'évaluation devait entrer en vigueur d'ici l'évaluation des BISM de 2021. Dans le cadre des mesures annoncées par le CBCB en réponse à la COVID-19, la date de prise d'effet de la mise à jour de la méthode d'évaluation a été reportée d'un an et la mise à jour entrera donc en vigueur pour l'évaluation des BISM de 2022.

### Arrangements hors bilan

Nous concluons des arrangements hors bilan dans le cours normal des affaires. Les précisions sur nos arrangements hors bilan figurent à la page 41 de notre Rapport annuel 2020 ainsi qu'aux notes 7 et 22 des états financiers consolidés de notre Rapport annuel 2020.

# Gestion du risque

Notre approche à l'égard de la gestion du risque est sensiblement la même que celle décrite aux pages 43 à 82 de notre Rapport annuel 2020.

## Vue d'ensemble

La CIBC fait face à un grand nombre de risques, dans tous ses secteurs d'activité. Le recensement et l'analyse des risques et de leurs répercussions permettent à la CIBC de déterminer son intérêt à l'égard du risque et ses pratiques en matière de gestion du risque. La définition des niveaux de risque acceptables et l'établissement de solides principes, politiques et pratiques en gestion des risques sont essentiels à l'atteinte d'un rendement constant et durable à long terme, tout en demeurant dans les limites de notre intérêt à l'égard du risque.

Notre intérêt à l'égard du risque définit les niveaux de tolérance envers divers risques. Il jette les assises sur lesquelles reposent notre culture et notre cadre de gestion du risque.

Notre cadre de gestion du risque comprend :

- les énoncés sur la tolérance au risque de la CIBC, des unités d'exploitation stratégique et des groupes fonctionnels;
- des cadres, des politiques, des procédures et des limites de risque visant à harmoniser les activités avec notre intérêt à l'égard du risque;
- la production de rapports périodiques sur la gestion du risque pour établir et communiquer les niveaux de risque;
- un cadre de contrôle indépendant pour identifier et tester la conception et l'efficacité du fonctionnement de nos principaux contrôles;
- des simulations de crise afin d'évaluer les répercussions possibles des changements dans l'environnement de l'entreprise sur le capital, la situation de trésorerie et les résultats;
- la prise en compte proactive des options d'atténuation des risques afin d'optimiser les résultats;
- une surveillance grâce à nos comités axés sur les risques et à notre structure de gouvernance.

La responsabilité de la gestion des risques incombe à tous les employés de la CIBC. Les professionnels des unités d'exploitation et de la gestion du risque travaillent ensemble pour veiller à ce que les stratégies et les activités d'entreprise correspondent à notre intérêt à l'égard du risque. L'approche de la CIBC à l'égard de la gestion du risque à l'échelle de l'entreprise correspond au modèle à trois lignes de défense :

- i) En tant que première ligne de défense, les unités d'exploitation stratégique et les groupes fonctionnels de la CIBC sont responsables du recensement et de l'appréciation des risques inhérents à ses activités en fonction de l'intérêt à l'égard du risque de la CIBC, et d'en rendre compte. De plus, ils doivent établir et maintenir des contrôles pour atténuer ces risques. La première ligne de défense peut inclure des groupes de gouvernance relevant du secteur approprié pour faciliter les processus liés au cadre de contrôle et les autres processus relatifs aux risques. Les groupes de contrôle fournissent une expertise aux secteurs d'activité et peuvent également mettre en place et gérer des programmes et des activités de contrôle à l'échelle organisationnelle. En plus de collaborer avec les secteurs d'activité pour recenser et gérer les risques, les groupes de contrôle remettent en question les décisions et les stratégies d'atténuation à l'égard des risques.
- ii) La deuxième ligne de défense est indépendante de la première et fournit une vue d'ensemble des types de risques précis à l'échelle de la Banque, établit des lignes directrices et remet en question de façon efficace les activités liées aux risques et aux contrôles. La fonction Gestion du risque constitue la principale deuxième ligne de défense. Elle peut avoir recours ou se fier à l'expertise technique d'autres groupes (p. ex., des tiers ou des groupes de contrôle) pour mieux orienter ses évaluations indépendantes, s'il y a lieu.
- iii) En tant que troisième ligne de défense, la fonction Vérification interne de la CIBC fournit une assurance raisonnable à la haute direction et au Comité de vérification du conseil d'administration (conseil) quant à l'efficacité des pratiques de gouvernance, des processus de gestion du risque, et du contrôle interne de la CIBC dans le cadre de son plan de vérification axé sur les risques et conformément à son mandat, comme il est décrit dans la Charte de vérification interne.

Une culture de risque éprouvée et une communication fluide entre les trois lignes de défense constituent des éléments essentiels d'une gestion du risque efficace.

Nous exerçons une surveillance constante sur notre profil de risque en le comparant avec l'intérêt à l'égard du risque que nous avons établi et les limites connexes, et en prenant les mesures qui s'imposent pour maintenir un équilibre entre les risques courus et le rendement obtenu. Pour surveiller notre profil de risque, nous effectuons une analyse prospective de la sensibilité par rapport à des facteurs locaux et mondiaux du marché, à la conjoncture économique et au contexte géopolitique et réglementaire ayant une incidence sur notre profil de risque global.

La tenue de discussions et la production de rapports périodiques et clairs sur les risques par les comités de la haute direction facilitent la communication des risques et l'analyse des stratégies en gestion de risques à l'échelle de l'entreprise.

## Principaux risques et nouveaux risques

Nous faisons le suivi des principaux risques et des nouveaux risques qui peuvent avoir une incidence sur nos résultats futurs, nous les examinons et nous prenons les mesures qui s'imposent pour réduire les risques éventuels. Nous procédons à des analyses approfondies, notamment par des simulations de crise de nos expositions aux risques, et nous informons le conseil sur une base régulière des nouveautés et des changements connexes. Les principaux risques et les nouveaux risques sont ceux qui pourraient avoir, à notre avis, une incidence négative qui est importante pour la CIBC. Se reporter aux pages 50 à 53 de notre Rapport annuel 2020 pour plus de précisions sur les principaux risques et nouveaux risques suivants :

- Endettement des consommateurs canadiens et marché du logement canadien
- Risque de désintermédiation
- Lutte contre le blanchiment d'argent
- Réglementation bancaire aux États-Unis
- Risque lié à la technologie, à l'information et à la cybersécurité
- Risque lié aux tiers
- Risque lié au changement climatique
- Transactions d'entreprise

Le reste de la présente section décrit les principaux risques et les nouveaux risques qui ont été mis à jour pour tenir compte des faits nouveaux survenus depuis la publication de notre Rapport annuel 2020, ainsi que des faits nouveaux en matière de réglementation et de comptabilité qui sont importants pour la CIBC.

## **Pandémies**

La pandémie de COVID-19 et les restrictions imposées par les gouvernements à l'échelle du globe pour en limiter l'incidence ont ébranlé, de manière imprévisible et sans précédent, l'économie mondiale, les marchés financiers, les chaînes d'approvisionnement et la productivité des entreprises, et ont restreint l'activité économique au Canada, aux États-Unis et dans d'autres régions où nous menons nos activités. Bien que les mesures mises en place pour ralentir la propagation de la maladie, comme le confinement, aient eu une incidence négative sur l'activité économique et nos prévisions à court terme, nos perspectives à moyen terme s'appuient sur l'hypothèse que le déploiement, au cours du printemps et de l'été, de programmes de vaccination de masse permettra de contrôler efficacement la propagation du virus, ainsi que celle des nouveaux variants. Par conséquent, nous nous attendons à une reprise qui sera lente au premier semestre de 2021 et qui ira en s'accéléralant par la suite, mais sans retrouver son rythme d'avant la pandémie d'ici 2022.

Nous suivons étroitement l'évolution des répercussions de la pandémie de COVID-19. Nous ne savons toujours pas quelle sera la pleine incidence de la COVID-19 sur l'économie mondiale et les marchés financiers ainsi que sur nos activités, nos résultats d'exploitation, notre réputation et notre situation financière, y compris notre situation de fonds propres réglementaires et de liquidité et notre capacité à satisfaire aux diverses exigences, dont celles d'ordre réglementaire. L'incidence définitive dépendra de faits nouveaux hautement incertains, comme l'étendue, la gravité et la durée de la pandémie, ce qui comprend les conséquences persistantes de la vague en cours, les résurgences ultérieures de l'infection, y compris celles liées aux nouveaux variants, les mesures instaurées par les gouvernements, les autorités monétaires, les organismes de réglementation, les institutions financières et d'autres tiers en réponse aux vagues ultérieures, l'étendue des mesures de distanciation physique, ainsi que les fermetures d'entreprises et les restrictions sur les voyages décrétées par les gouvernements. La mise au point de vaccins et leur déploiement ont créé une dynamique positive pour la dernière partie de l'année, même si cette dynamique sera vraisemblablement tempérée par l'accroissement du nombre de cas, l'incertitude quant à la rapidité avec laquelle il sera possible d'immuniser une majorité suffisante de la population pour réduire les taux d'infection, y compris ceux attribuables aux nouveaux variants de la maladie, et les autres restrictions imposées par les gouvernements, comme le confinement.

Une part importante de nos activités consiste à consentir du crédit ou autrement à fournir des ressources financières aux particuliers, aux entreprises, aux secteurs et aux gouvernements, lesquels ont vraisemblablement été malmenés par la pandémie, celle-ci pouvant miner leur capacité à respecter les dispositions initiales des prêts et, éventuellement, à rembourser leurs prêts. Bien que nos estimations des pertes de crédit attendues sur les prêts productifs tiennent compte de la probabilité et de l'étendue des défauts de paiement et de la dépréciation futurs, les résultats réels pourraient différer considérablement des estimations actuelles, compte tenu de l'incertitude rattachée à la COVID-19. Nous pourrions avoir à comptabiliser d'autres pertes de crédit, en plus de celles reflétées dans les pertes de crédit attendues du trimestre considéré, advenant que nos activités commerciales ne progressent pas en fonction de nos attentes en raison de la vague actuelle et d'autres vagues, ou advenant une augmentation soutenue du taux de chômage ou de défauts de paiement des prêts des clients supérieurs à ceux attendus. L'efficacité des divers programmes gouvernementaux d'allégement à l'intention des particuliers et des entreprises ainsi que le moment du déploiement des vaccins pourraient aussi avoir des répercussions sur nos attentes. Dans la même optique, compte tenu de l'évolution de la conjoncture du marché et de l'économie, nous pourrions avoir à comptabiliser des pertes, des dépréciations ou des réductions dans les autres éléments du résultat global relativement à d'autres actifs au cours des périodes ultérieures.

Les produits nets d'intérêts sont fortement tributaires des taux d'intérêt du marché. La réduction des taux d'intérêt de la Banque du Canada et de la Réserve fédérale américaine en réponse à la COVID-19 a eu une incidence défavorable sur nos produits d'intérêts nets. L'incidence globale des taux d'intérêt affaiblis, ou potentiellement négatifs, est imprévisible et dépendra des prochaines mesures que mettront éventuellement en place la Banque du Canada et la Réserve fédérale américaine pour augmenter ou abaisser les taux ciblés en réponse à la COVID-19 et à d'autres facteurs.

Nous avons mis en place de nombreuses mesures pour soutenir nos clients en cette période difficile (se reporter à la section Programmes d'aide aux clients de la CIBC en réponse à la COVID-19 pour plus de précisions). Les gouvernements, les autorités monétaires, les organismes de réglementation et les institutions financières ont également mis en place des mesures pour soutenir l'économie, accroître les liquidités, atténuer le chômage, offrir une aide financière provisoire et un assouplissement des attentes réglementaires et mettre en œuvre d'autres mesures en vue d'atténuer ou de contrebalancer les répercussions économiques néfastes de la pandémie. Nous continuons de travailler avec les organismes de réglementation et les gouvernements des territoires où nous exerçons nos activités pour soutenir et aider nos clients devant s'inscrire aux programmes des gouvernements. La nature, l'étendue et la vitesse de mise en œuvre sans précédent des différentes mesures essentielles pour atténuer les contrecoups de la crise sur l'économie exposent la CIBC à des risques supplémentaires.

Nous continuons d'ajuster notre modèle opérationnel en raison de la recrudescence des cas de COVID-19, et ce, en faisant de la sécurité des membres de notre équipe, tout particulièrement ceux qui travaillent en présentiel, notre priorité constante. Notre réponse évolue en tenant compte de l'approche adoptée par les gouvernements et les autorités de santé publique concernant les mesures nécessaires pour ralentir la propagation du virus. Alors que le taux de contagion augmente dans nos collectivités avoisinantes, la surveillance constante et l'application de nos protocoles de santé et de sécurité se poursuivent, conformément aux directives des gouvernements et des autorités de santé publique. La possibilité que la maladie se répande chez nos clients et les membres de nos équipes constitue un risque d'entreprise et opérationnel supplémentaire et nous continuons d'accorder la priorité à leur santé et à leur sécurité, tout en répondant aux besoins de nos clients. Les modalités de travail à distance prévalent toujours dans la mesure du possible et nous prévoyons de les maintenir en place au moins au cours du prochain trimestre.

Dans l'ensemble, la Banque s'est bien adaptée à la situation. Les mesures de risque opérationnel applicables font encore état d'un niveau acceptable, tandis que l'incidence de la pandémie sur le plan opérationnel demeure incertaine compte tenu de sa persistance. La résilience et la viabilité opérationnelles demeurent les aspects fondamentaux sur lesquels nous nous concentrons. Nous continuerons de surveiller notre position en matière de risque et les tendances pour assurer la gestion appropriée et opportune des risques opérationnels.

Advenant que la pandémie de COVID-19 se poursuive au-delà de nos prévisions, selon notamment la capacité de chaque pays à effectuer une opération de vaccination de masse efficace, ou que l'émergence d'autres variants entraîne des répercussions d'une nature similaire que les vaccins ne sont pas en mesure d'atténuer efficacement et en temps opportun, les répercussions néfastes sur l'économie pourraient s'aggraver davantage et se traduire par une volatilité exacerbée et par d'autres replis des marchés des capitaux. En outre, les conséquences de la pandémie sur l'environnement macroéconomique et sur les normes d'affaires et sociétales demeurent nébuleuses. Toute éventualité inattendue survenant dans les marchés financiers, le contexte réglementaire ou le comportement ou la confiance des consommateurs pourrait avoir une incidence défavorable à long terme sur nos activités, nos résultats d'exploitation, notre réputation et notre situation financière, ainsi que sur notre capacité à atteindre les objectifs et les cibles de rendement annoncés précédemment.

## Prix des marchandises

Au cours de la dernière année, nous avons vu les prix du pétrole être l'objet d'une forte volatilité et atteindre des creux historiques du fait de l'offre excédentaire attribuable à une guerre des prix et à l'incidence sur la demande d'une activité mondiale réduite par la propagation de la pandémie de COVID-19. Dans les derniers mois, nous avons assisté à une reprise alors que le prix du pétrole s'est élevé au-dessus de 50 \$ le baril, reflétant ainsi les attentes quant au retour de la croissance économique qui surviendra avec le déploiement des programmes de vaccination et l'assouplissement des mesures de confinement, ainsi qu'avec un engagement des producteurs à limiter la production. Cependant, la volatilité des prix futurs demeure un sujet de préoccupation en raison de l'incertitude considérable qui demeure associée à la reprise qui aura lieu après la pandémie et à la coopération continue entre les pays de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), l'Arabie saoudite et la Russie. L'annulation du pipeline Keystone XL a constitué une preuve supplémentaire de l'engagement pris à l'égard des politiques relatives aux énergies vertes par la nouvelle administration à la Maison-Blanche aux États-Unis. Nous continuons d'évaluer les clients de notre portefeuille de titres dans le secteur du pétrole et du gaz selon nos mesures de risque améliorées qui tiennent compte du contexte actuel, et notre portefeuille fait l'objet d'une surveillance prudente. Sur le marché des métaux précieux, nous avons observé d'importantes fluctuations du prix de l'argent à la fin de janvier (qui a franchi la barre des 30 \$ l'once pour la première fois depuis 2013), un redressement en grande partie attribuable aux comportements dans le secteur de la vente au détail. Bien que le marché des métaux précieux soit solide grâce à un niveau de liquidité considérable, une volatilité ou des volumes de transactions sans précédent pourraient exercer une pression sur l'infrastructure physique sur laquelle ce marché s'appuie pour le règlement et la livraison des métaux. Nous continuons à surveiller étroitement notre exposition globale aux prix des marchandises du fait de la turbulence des marchés.

## Risque géopolitique

Le risque géopolitique s'intensifie à certains moments. Bien que l'incidence précise sur l'économie mondiale et sur les marchés du crédit et des capitaux mondiaux dépende de la nature de l'événement, tout événement majeur pourrait être en règle générale une source d'instabilité et de volatilité, ce qui occasionnerait l'élargissement des écarts de taux, une diminution de la valeur des actions, une ruée vers les devises refuges et l'augmentation des achats d'or. À court terme, la perturbation des marchés peut nuire au résultat net tiré de nos positions de risque de marché dans les activités de négociation et les activités autres que de négociation. Le risque géopolitique pourrait entraîner un ralentissement de la croissance économique et, de pair avec les répercussions possibles sur les prix des marchandises et la montée récente du protectionnisme, pourrait avoir des conséquences très graves sur les activités économiques et bancaires courantes. À l'heure actuelle, il existe plusieurs facteurs préoccupants :

- l'incertitude et les répercussions sur les marchés à l'échelle mondiale liées à la propagation de la COVID-19, dont les préoccupations liées à la vague d'infection actuelle et aux vagues subséquentes, à l'apparition de nouveaux variants et au déploiement des vaccins;
- les enjeux commerciaux persistants et les relations tendues entre les États-Unis et la Chine;
- les tensions diplomatiques et le différend commercial entre le Canada et la Chine;
- les répercussions de la politique d'achat aux États-Unis (« Buy American »);
- les relations entre les États-Unis et l'Iran;
- les manifestations contre le gouvernement à Hong Kong;
- les prochaines étapes qui suivront la conclusion de l'entente sur le Brexit.

Bien qu'il soit impossible de prédire quels pays connaîtront des conflits géopolitiques, nous surveillons étroitement les marchés et les régions actuellement ou récemment instables afin d'évaluer l'incidence de ces situations sur les marchés et les secteurs dans lesquels nous exerçons nos activités.

## Transition liée à la réforme des taux interbancaires offerts

Les taux d'intérêt de référence, dont le taux interbancaire offert à Londres (LIBOR) et d'autres taux de référence, font l'objet d'une réforme et sont remplacés par de nouveaux taux sans risque largement fondés sur les marchés. La Financial Conduct Authority (FCA) du Royaume-Uni a initialement annoncé en juillet 2017 qu'elle n'obligerait pas les banques à soumettre des taux LIBOR après décembre 2021. En novembre 2020, la FCA et le ICE Benchmark Administrator (IBA) ont annoncé la mise en place d'un processus de consultation qui pourrait conduire à une prolongation de 18 mois, soit jusqu'au 30 juin 2023, de la plupart des échéances pour les taux LIBOR en dollars américains, ce qui suppose que le montage de nouveaux produits portant intérêt au taux LIBOR en dollars américains cesserait après la fin de 2021. Nous suivons le processus de consultation de près. Étant donné que les taux interbancaires offerts sont utilisés pour un grand volume de dérivés, de prêts et d'instruments en espèces, la transition comporte un certain nombre de risques pour la CIBC et pour l'ensemble du secteur. Les risques liés à la transition comprennent le risque de marché (advenant l'apparition de nouveaux risques de base), le risque lié aux modèles, le risque opérationnel (à mesure que des processus sont modifiés ou que de nouveaux processus sont mis en œuvre), les risques juridiques (à mesure que les contrats sont révisés) et le risque lié au comportement (pour faire en sorte que les clients soient dûment avisés et qu'ils soient prêts). La CIBC a mis en place un programme complet à l'échelle de l'entreprise afin de gérer et coordonner tous les aspects liés à la transition, dont l'identification et l'atténuation des risques précités. Se reporter à la section Autres faits nouveaux en matière de réglementation pour plus de précisions.

## Faits nouveaux en matière de réglementation

Pour plus de précisions sur les faits nouveaux en matière de réglementation, se reporter aux sections Gestion des fonds propres et Questions relatives à la comptabilité et au contrôle.

## Faits nouveaux en matière de comptabilité

Pour plus de précisions sur les faits nouveaux en matière de comptabilité, se reporter à la section Questions relatives à la comptabilité et au contrôle ainsi qu'à la note 1 des états financiers consolidés intermédiaires.

## Risques découlant des activités commerciales

Le graphique ci-dessous présente nos activités commerciales et les mesures de risque correspondantes fondées sur l'APR, ainsi que les capitaux propres applicables aux porteurs d'actions ordinaires répartis au 31 janvier 2021 :

	CIBC									
	CIBC				Siège social et autres					
Unités d'exploitation stratégique	Services bancaires personnels et PME, région du Canada		Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région du Canada		Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région des États-Unis		Marchés des capitaux			
Activités commerciales	<ul style="list-style-type: none"> <li>Dépôts</li> <li>Prêts hypothécaires à l'habitation</li> <li>Prêts personnels</li> <li>Cartes de crédit</li> <li>Prêts aux entreprises</li> <li>Assurance</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>Groupe Entreprises</li> <li>Courtage de plein exercice</li> <li>Gestion d'actifs</li> <li>Gestion privée de patrimoine</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>Groupe Entreprises</li> <li>Gestion d'actifs</li> <li>Gestion privée de patrimoine</li> <li>Services bancaires personnels et PME</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>Produits de crédit</li> <li>Marchés CIBC, réseau mondial</li> <li>Services bancaires d'investissement</li> <li>Portefeuilles de placement</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>Services bancaires internationaux</li> <li>Portefeuilles de placement</li> <li>Coentreprises</li> <li>Groupes fonctionnels et de soutien (voir page 13)</li> </ul>	
Bilan	(en millions de dollars)		(en millions de dollars)		(en millions de dollars)		(en millions de dollars)		(en millions de dollars)	
	Actif moyen	261 542	Actif moyen	65 774	Actif moyen	47 501	Actif moyen	250 418	Actif moyen	174 713
	Dépôts moyens	184 497	Dépôts moyens	83 292	Dépôts moyens	41 110	Dépôts moyens	83 692	Dépôts moyens	190 987
APR	(en millions de dollars)		(en millions de dollars)		(en millions de dollars)		(en millions de dollars)		(en millions de dollars)	
	Risque de crédit	49 127	Risque de crédit	49 722	Risque de crédit <sup>1</sup>	45 412	Risque de crédit <sup>2</sup>	53 906	Risque de crédit <sup>3</sup>	20 126
	Risque de marché	-	Risque de marché	-	Risque de marché	19	Risque de marché	6 955	Risque de marché	357
	Risque opérationnel	11 558	Risque opérationnel	6 587	Risque opérationnel	3 454	Risque opérationnel	7 770	Risque opérationnel	1 126
Capitaux propres applicables aux porteurs d'actions ordinaires répartis	Proportion du total de la CIBC (%)		Proportion du total de la CIBC (%)		Proportion du total de la CIBC (%)		Proportion du total de la CIBC (%)		Proportion du total de la CIBC (%)	
		18		18		25		19		20
	Comprend :		Comprend :		Comprend :		Comprend :		Comprend :	
	Risque de crédit	76	Risque de crédit	74	Risque de crédit	50	Risque de crédit	79	Risque de crédit	74
	Risque de marché	-	Risque de marché	-	Risque de marché	-	Risque de marché	9	Risque de marché	2
	Risque opérationnel	18	Risque opérationnel	10	Risque opérationnel	4	Risque opérationnel	11	Risque opérationnel	8
	Autres risques <sup>4</sup>	6	Autres risques <sup>4</sup>	16	Autres risques <sup>4</sup>	46	Autres risques <sup>4</sup>	1	Autres risques <sup>4</sup>	16
Profil de risque	Nous sommes exposés au risque de crédit, au risque de marché, au risque de liquidité et au risque opérationnel, ainsi qu'à d'autres risques, comprenant notamment le risque stratégique, le risque d'assurance, le risque lié à la technologie, à l'information et à la cybersécurité, les risques juridiques et de réputation, les risques liés à la conformité réglementaire, de même que le risque environnemental et social.									

1) Comprend le risque de crédit de contrepartie de 156 M\$, comprenant les dérivés et les transactions assimilées à des mises en pension de titres.

2) Comprend le risque de crédit de contrepartie de 16 863 M\$, comprenant les dérivés et les transactions assimilées à des mises en pension de titres.

3) Comprend le risque de crédit de contrepartie de 101 M\$, comprenant les dérivés et les transactions assimilées à des mises en pension de titres.

4) Correspondent aux capitaux propres applicables aux porteurs d'actions ordinaires répartis liés aux déductions en capital, comme le goodwill et les immobilisations incorporelles, conformément à la ligne directrice sur les normes de fonds propres du BSIF.

## Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque de perte financière résultant du manquement d'un emprunteur ou d'une contrepartie à ses obligations conformément aux dispositions contractuelles.

Le risque de crédit découle des activités de prêts dans chacune de nos unités d'exploitation stratégique. Le risque de crédit provient également d'autres sources, notamment de nos activités de négociation, ce qui comprend nos dérivés de gré à gré, nos titres de créance et nos transactions assimilées à des mises en pension de titres. En plus des pertes en cas de défaut d'un emprunteur ou d'une contrepartie, des profits latents ou des pertes latentes peuvent survenir en raison des variations des écarts de taux de la contrepartie qui pourraient influencer sur la valeur comptable ou la juste valeur de nos actifs.

## Expositions au risque de crédit

En millions de dollars, au	31 janv. 2021	31 oct. 2020
<b>Portefeuille de prêts aux entreprises et aux gouvernements – approche fondée sur les notations internes avancée (approche NI avancée)</b>		
Engagements utilisés	245 009 \$	248 265 \$
Engagements non utilisés	61 775	59 379
Transactions assimilées à des mises en pension de titres	218 474	202 809
Divers – hors bilan	75 326	75 399
Dérivés de gré à gré	17 779	18 850
Expositions en cas de défaillance (ECD) du portefeuille de prêts aux entreprises et aux gouvernements, montant brut	618 363	604 702
Moins : garanties détenues aux fins de transactions assimilées à des mises en pension de titres	201 608	187 832
<b>ECD du portefeuille de prêts aux entreprises et aux gouvernements, montant net</b>	<b>416 755</b>	<b>416 870</b>
<b>Portefeuille de détail – approche NI avancée</b>		
Engagements utilisés	270 023	265 097
Engagements non utilisés	88 511	87 294
Divers – hors bilan	272	306
<b>ECD du portefeuille de détail, montant brut</b>	<b>358 806</b>	<b>352 697</b>
Portefeuilles normalisés <sup>1</sup>	80 252	79 350
Expositions de titrisation – approche NI avancée	10 146	12 276
<b>ECD, montant brut</b>	<b>1 067 567 \$</b>	<b>1 049 025 \$</b>
<b>ECD, montant net</b>	<b>865 959 \$</b>	<b>861 193 \$</b>

1) Comprennent un montant de 69,4 G\$ lié aux prêts aux entreprises et aux gouvernements (69,7 G\$ au 31 octobre 2020), un montant de 6,1 G\$ lié aux portefeuilles de détail (6,2 G\$ au 31 octobre 2020) et un montant de 4,8 G\$ (3,5 G\$ au 31 octobre 2020) lié aux expositions de titrisation. Les prêts aux entreprises et aux gouvernements assujettis à l'approche standard comprennent un montant de 44,3 G\$ au titre de prêts aux entreprises (45,7 G\$ au 31 octobre 2020), un montant de 23,8 G\$ au titre de prêts aux entités souveraines (22,7 G\$ au 31 octobre 2020) et un montant de 1,3 G\$ au titre de prêts aux banques (1,3 G\$ au 31 octobre 2020).

## Politique en matière d'allègement

Nous utilisons des techniques d'allègement pour gérer les relations avec nos clients et réduire les pertes sur créances en cas de défaut, de saisie ou de reprise de possession. Dans certains cas, nous devons peut-être modifier les modalités d'un emprunt pour des raisons découlant des difficultés financières d'un emprunteur, réduisant ainsi la possibilité de défaut. La restructuration de la dette totale est soumise à notre test courant de dépréciation trimestriel qui évalue, entre autres facteurs, les clauses restrictives ou les défauts de paiement. La dotation à la provision pour pertes sur créances est ajustée, le cas échéant.

En ce qui concerne les prêts de détail, les techniques d'allègement comprennent la capitalisation des intérêts, la révision de l'amortissement et la consolidation de dettes. Nous avons instauré des conditions d'admissibilité qui permettent à l'équipe de la Gestion des comptes de clients de formuler des mesures correctives qui conviennent et de proposer des solutions adaptées à la situation de chaque emprunteur.

Les solutions qui existent pour les entreprises clientes et les clients commerciaux dépendent de la situation de chaque client et sont offertes de façon circonspecte dans les cas où il a été établi que le client a ou risque d'avoir de la difficulté à s'acquitter de ses obligations. Les clauses restrictives permettent souvent de déceler des changements dans la situation financière du client avant que ne se concrétise un changement sur le plan de ses habitudes de remboursement, et prévoient généralement un droit pour la Banque de rajuster le taux d'intérêt ou d'accélérer le remboursement du prêt. Les solutions peuvent être temporaires ou peuvent faire intervenir d'autres options spéciales de gestion.

## Programmes d'aide aux clients de la CIBC en réponse à la COVID-19

Nous nous sommes livrés diligemment à des activités de prêt pour appuyer les clients qui éprouvent des difficultés financières en raison de la pandémie de COVID-19. D'autres précisions sur les programmes d'aide aux clients que nous offrons figurent à la page 62 de notre Rapport annuel 2020 et à la note 6 des états financiers consolidés de notre Rapport annuel 2020. Le nombre de clients s'étant prévalu de ces programmes de report des paiements a été nettement moins élevé au 31 janvier 2021 et au 31 octobre 2020 qu'au deuxième et au troisième trimestres de 2020. Au 31 janvier 2021, l'encours des prêts bruts au titre desquels la CIBC a accordé le report des paiements était de néant pour les cartes de crédit au Canada (néant au 31 octobre 2020 et inférieur à 10 M\$ au 31 juillet 2020), de 0,7 G\$ pour les prêts hypothécaires à l'habitation au Canada (2,7 G\$ au 31 octobre 2020 et 33,3 G\$ au 31 juillet 2020), de 0,1 G\$ pour les prêts personnels consentis au Canada (0,3 G\$ au 31 octobre 2020 et 0,8 G\$ au 31 juillet 2020), de 0,2 G\$ pour divers prêts à la consommation dans les Caraïbes (0,3 G\$ au 31 octobre 2020 et 1,4 G\$ au 31 juillet 2020) et de 1,6 G\$ pour les prêts aux entreprises et aux gouvernements (2,5 G\$ au 31 octobre 2020 et 6,2 G\$ au 31 juillet 2020), dont 0,2 G\$ au Canada (0,5 G\$ au 31 octobre 2020 et 2,4 G\$ au 31 juillet 2020), 0,4 G\$ aux États-Unis (0,5 G\$ au 31 octobre 2020 et 1,6 G\$ au 31 juillet 2020) et 1,0 G\$ dans les Caraïbes (1,5 G\$ au 31 octobre 2020 et 2,2 G\$ au 31 juillet 2020). Parmi les prêts auxquels des reports de paiement avaient été accordés au 31 janvier 2021, l'encours brut de ceux dont le report initial a été prolongé ou est en train de l'être se chiffrait à 1,4 G\$.

## Programmes de prêts du gouvernement en réponse à la COVID-19

En 2020, la CIBC a participé à un certain nombre de programmes de prêts du gouvernement du Canada, dont le Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes (CUEC) et le Programme de crédit aux entreprises (PCE), qui ont été mis en place afin de favoriser l'accès au crédit et au financement pour les entreprises canadiennes qui ont des difficultés de flux de trésorerie opérationnels et de liquidités pendant la période de grande incertitude causée par la pandémie de COVID-19. En outre, le gouvernement fédéral américain a présenté un programme de prêts avec garantie gouvernementale et d'autres programmes de financement pour les petites et moyennes entreprises, dont le programme de protection des salaires aux États-Unis (Paycheck Protection Program ou PPP) en vertu de la loi intitulée *Coronavirus Aid, Relief, and Economic Security Act* (loi CARES). D'autres précisions sur les programmes figurent à la page 62 de notre Rapport annuel 2020 et à la note 2 des états financiers consolidés de notre Rapport annuel 2020. Au 31 janvier 2021, des prêts de 3,9 G\$ (2,9 G\$ au 31 octobre 2020) avaient été accordés à nos clients dans le cadre du programme du CUEC et étaient comptabilisés hors bilan. En outre, l'encours des prêts financés aux termes du PCE figurant au bilan consolidé s'établissait à 0,2 G\$ (0,2 G\$ au 31 octobre 2020), tandis que l'encours des prêts accordés dans le cadre du PPP aux États-Unis se chiffrait à 1,7 G\$ US (1,9 G\$ US au 31 octobre 2020).

Le 26 janvier 2021, le gouvernement du Canada a instauré le PCSTT, qui est un nouveau programme de prêts garantis en totalité par la BDC accessible aux petites et moyennes entreprises les plus durement touchées par la pandémie. Les entreprises admissibles ont pu commencer à soumettre une demande le 1<sup>er</sup> février 2021. Les prêts accordés par la CIBC aux termes du PCSTT seront comptabilisés dans notre bilan consolidé lorsqu'ils auront été financés.

## Prêts personnels garantis par des biens immobiliers

Le portefeuille de prêts personnels garantis par des biens immobiliers comprend des prêts hypothécaires à l'habitation, des prêts personnels et des marges garanties par des biens immobiliers résidentiels. Ce portefeuille ne présente qu'un faible risque, car nous détenons un privilège de premier rang sur la plupart des biens immobiliers et un privilège de deuxième rang sur une petite partie du portefeuille. Nous utilisons les mêmes critères de prêt pour approuver les prêts, qu'ils soient assortis d'un privilège de premier rang ou de deuxième rang.

Le tableau suivant présente le détail de nos portefeuilles de prêts hypothécaires à l'habitation et de marges de crédit hypothécaires :

En milliards de dollars, au 31 janvier 2021	Prêts hypothécaires à l'habitation <sup>1</sup>				Marges de crédit hypothécaires <sup>2</sup>		Total			
	Assurés		Non assurés		Non assurés		Assurés		Non assurés	
Ontario <sup>3</sup>	28,0 \$	24 %	87,3 \$	76 %	10,1 \$	100 %	28,0 \$	22 %	97,4 \$	78 %
Colombie-Britannique et territoires <sup>4</sup>	9,7	22	34,4	78	3,9	100	9,7	20	38,3	80
Alberta	13,4	52	12,4	48	2,3	100	13,4	48	14,7	52
Québec	5,8	35	10,7	65	1,2	100	5,8	33	11,9	67
Provinces des Prairies / du Centre <sup>5</sup>	3,6	49	3,8	51	0,7	100	3,6	44	4,5	56
Provinces de l'Atlantique <sup>6</sup>	4,0	48	4,4	52	0,7	100	4,0	44	5,1	56
Portefeuille canadien <sup>7, 8</sup>	64,5	30	153,0	70	18,9	100	64,5	27	171,9	73
Portefeuille américain <sup>7</sup>	-	-	2,0	100	0,1	100	-	-	2,1	100
Autre portefeuille international <sup>7</sup>	-	-	2,3	100	-	-	-	-	2,3	100
<b>Total des portefeuilles</b>	<b>64,5 \$</b>	<b>29 %</b>	<b>157,3 \$</b>	<b>71 %</b>	<b>19,0 \$</b>	<b>100 %</b>	<b>64,5 \$</b>	<b>27 %</b>	<b>176,3 \$</b>	<b>73 %</b>
<b>31 octobre 2020</b>	<b>67,0 \$</b>	<b>31 %</b>	<b>149,0 \$</b>	<b>69 %</b>	<b>19,6 \$</b>	<b>100 %</b>	<b>67,0 \$</b>	<b>28 %</b>	<b>168,6 \$</b>	<b>72 %</b>

1) Les soldes reflètent la valeur du capital.

2) Nous n'avions aucune marge de crédit hypothécaire assurée au 31 janvier 2021 et au 31 octobre 2020.

3) Comprend un montant de 13,1 G\$ (13,8 G\$ au 31 octobre 2020) de prêts hypothécaires à l'habitation assurés, un montant de 56,3 G\$ (53,4 G\$ au 31 octobre 2020) de prêts hypothécaires à l'habitation non assurés et un montant de 5,9 G\$ (6,1 G\$ au 31 octobre 2020) de marges de crédit hypothécaires de la région du Grand Toronto.

4) Comprend un montant de 4,3 G\$ (4,5 G\$ au 31 octobre 2020) de prêts hypothécaires à l'habitation assurés, un montant de 23,8 G\$ (22,9 G\$ au 31 octobre 2020) de prêts hypothécaires à l'habitation non assurés et un montant de 2,5 G\$ (2,5 G\$ au 31 octobre 2020) de marges de crédit hypothécaires de la région du Grand Vancouver.

5) Comprend un montant de 1,7 G\$ (1,8 G\$ au 31 octobre 2020) de prêts hypothécaires à l'habitation assurés, un montant de 1,8 G\$ (1,7 G\$ au 31 octobre 2020) de prêts hypothécaires à l'habitation non assurés et un montant de 0,4 G\$ (0,4 G\$ au 31 octobre 2020) de marges de crédit hypothécaires en Saskatchewan.

6) Comprend un montant de 1,2 G\$ (1,3 G\$ au 31 octobre 2020) de prêts hypothécaires à l'habitation assurés, un montant de 1,4 G\$ (1,4 G\$ au 31 octobre 2020) de prêts hypothécaires à l'habitation non assurés et un montant de 0,2 G\$ (0,2 G\$ au 31 octobre 2020) de marges de crédit hypothécaires à Terre-Neuve-et-Labrador.

7) L'emplacement géographique est fondé sur l'adresse du bien immobilier.

8) Une tranche de 70 % (71 % au 31 octobre 2020) des prêts hypothécaires à l'habitation canadiens sont assurés par la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) et le solde, par deux assureurs canadiens du secteur privé, tous les deux notés au moins AA (faible) par DBRS Limited (DBRS).

Le tableau suivant présente les ratios prêt-garantie<sup>1</sup> moyens pour nos prêts hypothécaires à l'habitation et nos marges de crédit hypothécaires non assurés qui ont été montés et acquis au cours du trimestre clos le 31 janvier 2021.

	31 janv. 2021		31 oct. 2020		31 janv. 2020	
	Prêts hypothécaires à l'habitation	Marges de crédit hypothécaires	Prêts hypothécaires à l'habitation	Marges de crédit hypothécaires	Prêts hypothécaires à l'habitation	Marges de crédit hypothécaires
Pour les trois mois clos les						
Ontario <sup>2</sup>	63 %	68 %	63 %	68 %	63 %	67 %
Colombie-Britannique et territoires <sup>3</sup>	59	66	60	65	60	64
Alberta	66	73	68	73	68	72
Québec	68	74	68	73	68	72
Provinces des Prairies / du Centre	68	75	68	74	69	73
Provinces de l'Atlantique	68	75	71	74	72	73
Portefeuille canadien <sup>4</sup>	63 %	69 %	63 %	68 %	64 %	68 %
Portefeuille américain <sup>4</sup>	63 %	63 %	67 %	62 %	65 %	61 %
Autre portefeuille international <sup>4</sup>	76 %	négl.	75 %	négl.	70 %	négl.

1) Les ratios prêt-garantie pour les prêts hypothécaires à l'habitation et les marges de crédit hypothécaires montés depuis peu sont calculés en fonction de la moyenne pondérée.

2) Les ratios prêt-garantie moyens pour les prêts hypothécaires à l'habitation non assurés de la région du Grand Toronto qui ont été montés au cours du trimestre se sont établis à 63 % (62 % au 31 octobre 2020 et 61 % au 31 janvier 2020).

3) Les ratios prêt-garantie moyens pour les prêts hypothécaires à l'habitation non assurés de la région du Grand Vancouver qui ont été montés au cours du trimestre se sont établis à 57 % (58 % au 31 octobre 2020 et 57 % au 31 janvier 2020).

4) L'emplacement géographique est fondé sur l'adresse du bien immobilier.  
négl. Négligeable.

Le tableau suivant présente les ratios prêt-garantie moyens pour l'ensemble du portefeuille de prêts hypothécaires à l'habitation au Canada :

	Assurés	Non assurés
31 janvier 2021 <sup>1, 2</sup>	55 %	52 %
31 octobre 2020 <sup>1, 2</sup>	55 %	52 %

1) Les ratios prêt-garantie pour les prêts hypothécaires à l'habitation sont calculés en fonction de la moyenne pondérée. Les estimations du prix des maisons pour le 31 janvier 2021 et le 31 octobre 2020 sont fondées sur les indices liés aux régions de tri d'acheminement tirés de l'indice composé de Prix de Maison Teranet canadien – Banque Nationale (Teranet) respectivement au 31 décembre 2020 et au 30 septembre 2020. L'indice Teranet constitue une estimation indépendante du taux de changement dans les prix des maisons au Canada.

2) Le ratio prêt-garantie moyen pour notre portefeuille de prêts hypothécaires à l'habitation non assurés de la région du Grand Toronto s'est élevé à 49 % (48 % au 31 octobre 2020). Le ratio prêt-garantie moyen pour notre portefeuille de prêts hypothécaires à l'habitation non assurés de la région du Grand Vancouver s'est élevé à 46 % (46 % au 31 octobre 2020).

Les tableaux ci-après résument le profil des périodes d'amortissement restantes concernant l'ensemble de nos prêts hypothécaires à l'habitation canadiens, américains et internationaux. Le premier tableau comprend les périodes d'amortissement restantes en fonction des paiements contractuels minimums, et le deuxième tableau présente les périodes d'amortissement restantes en fonction des paiements réels des clients, qui comprennent les paiements d'un autre montant que le montant contractuel minimum ou dont la fréquence est différente.

#### En fonction des paiements contractuels

	Moins de 5 ans	De 5 ans à 10 ans	De 10 ans à 15 ans	De 15 ans à 20 ans	De 20 ans à 25 ans	De 25 ans à 30 ans	De 30 ans à 35 ans	35 ans et plus
Portefeuille canadien								
31 janvier 2021	- %	- %	2 %	7 %	55 %	36 %	- %	- %
31 octobre 2020	- %	1 %	2 %	7 %	54 %	36 %	- %	- %
Portefeuille américain								
31 janvier 2021	- %	1 %	1 %	1 %	9 %	88 %	- %	- %
31 octobre 2020	- %	1 %	1 %	1 %	8 %	89 %	- %	- %
Autre portefeuille international								
31 janvier 2021	12 %	15 %	22 %	23 %	18 %	10 %	- %	- %
31 octobre 2020	11 %	15 %	23 %	23 %	18 %	10 %	- %	- %

#### En fonction des paiements réels des clients

	Moins de 5 ans	De 5 ans à 10 ans	De 10 ans à 15 ans	De 15 ans à 20 ans	De 20 ans à 25 ans	De 25 ans à 30 ans	De 30 ans à 35 ans	35 ans et plus
Portefeuille canadien								
31 janvier 2021	2 %	4 %	7 %	18 %	44 %	25 %	- %	- %
31 octobre 2020	2 %	4 %	7 %	18 %	44 %	25 %	- %	- %
Portefeuille américain								
31 janvier 2021	1 %	4 %	7 %	10 %	9 %	69 %	- %	- %
31 octobre 2020	2 %	3 %	7 %	10 %	10 %	68 %	- %	- %
Autre portefeuille international								
31 janvier 2021	7 %	13 %	22 %	23 %	19 %	15 %	1 %	1 %
31 octobre 2020	7 %	13 %	22 %	23 %	19 %	14 %	2 %	- %

Nous avons deux types de risques liés aux copropriétés au Canada : les prêts hypothécaires et les prêts octroyés aux promoteurs. Les deux visent principalement les régions de Toronto et de Vancouver. Au 31 janvier 2021, nos prêts hypothécaires liés aux copropriétés au Canada s'élevaient à 29,5 G\$ (28,1 G\$ au 31 octobre 2020), et une tranche de 29 % de ces prêts (31 % au 31 octobre 2020) était assurée. Le montant utilisé des prêts que nous avons octroyés aux promoteurs s'établissait à 1,5 G\$ (1,4 G\$ au 31 octobre 2020) ou 1,0 % (1,0 % au 31 octobre 2020) de notre portefeuille de prêts aux entreprises et aux gouvernements, et les engagements non utilisés connexes s'élevaient à 4,1 G\$ (4,5 G\$ au 31 octobre 2020). Le risque lié aux promoteurs de copropriétés est réparti entre 101 projets.

Nous soumettons nos portefeuilles de prêts hypothécaires et de marges de crédit hypothécaires à des simulations de crise afin d'évaluer l'incidence possible d'événements économiques variés. Nos simulations de crise peuvent faire appel à différentes variables, telles que le taux de chômage, le ratio du service de la dette et les variations des prix des logements, afin d'établir des modèles de résultats possibles dans des circonstances précises. Ces simulations font intervenir des variables qui pourraient se comporter différemment selon les situations. Les variables économiques utilisées pour nos principales simulations se situent dans des fourchettes, soit semblables à celles liées à des événements historiques s'étant déroulés lorsque le Canada a connu une récession, soit plus prudentes que celles-ci. Nos résultats démontrent qu'en période de récession, notre solide situation de fonds propres devrait suffire pour absorber les pertes liées aux prêts hypothécaires et aux marges de crédit hypothécaires.

### Risque de crédit lié aux activités de négociation

Nous nous exposons à un risque de crédit lié aux activités de négociation (aussi appelé risque de crédit de contrepartie) qui découle de nos activités liées aux dérivés de gré à gré et de nos transactions assimilées à des mises en pension de titres. La nature de nos expositions aux dérivés et la façon dont nous les réduisons sont décrites à la note 13 des états financiers consolidés de notre Rapport annuel 2020. Les transactions assimilées à des mises en pension de titres se composent de nos valeurs mobilières acquises ou vendues en vertu de mises en pension de titres, de même que de nos activités d'emprunt de valeurs et de prêts de valeurs.

Le tableau ci-après fait état de la notation des créances évaluées à la valeur de marché liée à des dérivés de gré à gré :

En milliards de dollars, aux	31 janv. 2021		31 oct. 2020 <sup>1</sup>	
	Expositions <sup>2</sup>			
De première qualité	7,77 \$	76,3 %	7,45 \$	74,8 %
De qualité inférieure	2,25	22,1	2,40	24,1
Liste de surveillance	0,15	1,5	0,10	1,0
Défaut	0,01	0,1	0,01	0,1
	<b>10,18 \$</b>	<b>100,0 %</b>	<b>9,96 \$</b>	<b>100,0 %</b>

1) Retraités par rapport aux montants présentés précédemment.

2) Évaluation à la valeur de marché des contrats de dérivés de gré à gré, compte tenu des accords généraux de compensation, mais compte non tenu des garanties.

### Prêts douteux

Le tableau ci-après présente le détail des prêts douteux et de la provision pour pertes sur créances :

En millions de dollars, aux dates indiquées et pour les trois mois clos les	31 janv. 2021			31 oct. 2020			31 janv. 2020		
	Prêts aux entreprises et aux gouvernements	Prêts à la consommation	Total	Prêts aux entreprises et aux gouvernements	Prêts à la consommation	Total	Prêts aux entreprises et aux gouvernements	Prêts à la consommation	Total
<b>Prêts douteux bruts</b>									
Solde au début de la période	1 359 \$	990 \$	2 349 \$	1 443 \$	1 140 \$	2 583 \$	911 \$	955 \$	1 866 \$
Classement dans les prêts douteux au cours de la période	407	433	840	328	357	685	144	525	669
Transfert dans les prêts productifs au cours de la période	(68)	(201)	(269)	(56)	(260)	(316)	(10)	(105)	(115)
Remboursements nets	(126)	(84)	(210)	(299)	(97)	(396)	(100)	(152)	(252)
Montants radiés	(70)	(150)	(220)	(54)	(149)	(203)	(40)	(229)	(269)
Recouvrements de prêts et avances auparavant radiés	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Cessions de prêts	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Prêts douteux acquis	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Change et autres	(26)	(9)	(35)	(3)	(1)	(4)	2	1	3
<b>Solde à la fin de la période</b>	<b>1 476 \$</b>	<b>979 \$</b>	<b>2 455 \$</b>	<b>1 359 \$</b>	<b>990 \$</b>	<b>2 349 \$</b>	<b>907 \$</b>	<b>995 \$</b>	<b>1 902 \$</b>
<b>Provision pour pertes sur créances – prêts douteux</b>									
Solde au début de la période	650 \$	264 \$	914 \$	612 \$	296 \$	908 \$	376 \$	268 \$	644 \$
Montants radiés	(70)	(150)	(220)	(54)	(149)	(203)	(40)	(229)	(269)
Recouvrements de montants radiés au cours de périodes antérieures	3	45	48	1	46	47	3	49	52
Montant passé en charges au compte de résultat <sup>1</sup>	121	117	238	100	78	178	58	186	244
Intérêts courus sur prêts douteux	(6)	(5)	(11)	(7)	(6)	(13)	(5)	(6)	(11)
Cessions de prêts	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Transferts	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Change et autres	(12)	(5)	(17)	(2)	(1)	(3)	(1)	(1)	(2)
<b>Solde à la fin de la période</b>	<b>686 \$</b>	<b>266 \$</b>	<b>952 \$</b>	<b>650 \$</b>	<b>264 \$</b>	<b>914 \$</b>	<b>391 \$</b>	<b>267 \$</b>	<b>658 \$</b>
<b>Prêts douteux nets<sup>2</sup></b>									
Solde au début de la période	709 \$	726 \$	1 435 \$	831 \$	844 \$	1 675 \$	535 \$	687 \$	1 222 \$
Variation nette des prêts douteux bruts	117	(11)	106	(84)	(150)	(234)	(4)	40	36
Variation nette de la provision	(36)	(2)	(38)	(38)	32	(6)	(15)	1	(14)
<b>Solde à la fin de la période</b>	<b>790 \$</b>	<b>713 \$</b>	<b>1 503 \$</b>	<b>709 \$</b>	<b>726 \$</b>	<b>1 435 \$</b>	<b>516 \$</b>	<b>728 \$</b>	<b>1 244 \$</b>
Prêts douteux nets en pourcentage des prêts et des acceptations nets	0,36 %			0,34 %			0,31 %		

1) Compte non tenu de la dotation à la provision pour pertes sur créances liées aux facilités de crédit inutilisées et aux autres expositions hors bilan considérées douteuses.

2) Les prêts douteux nets correspondent aux prêts douteux bruts, nets de la provision pour pertes sur créances de troisième stade.

### Prêts douteux bruts

Au 31 janvier 2021, les prêts douteux bruts s'élevaient à 2 455 M\$, soit une hausse de 553 M\$ par rapport à ceux du trimestre correspondant de l'exercice précédent, en raison surtout des augmentations enregistrées dans les secteurs de l'immobilier et de la construction, du pétrole et du gaz, du commerce de détail et de gros et de l'éducation, des soins de santé et des services sociaux.

Les prêts douteux bruts ont augmenté de 106 M\$ comparativement à ceux du trimestre précédent, en raison surtout des augmentations enregistrées dans les secteurs de l'immobilier et de la construction et de l'éducation, des soins de santé et des services sociaux, en partie contrebalancées par des baisses dans les secteurs du pétrole et du gaz et des services aux entreprises, l'incidence de l'écart de change et une diminution enregistrée dans le portefeuille de prêts hypothécaires à l'habitation au Canada.

Une tranche de 57 % des prêts douteux bruts se rapportait au Canada, dont la majorité était liée aux portefeuilles de prêts hypothécaires à l'habitation et de prêts personnels, ainsi qu'aux secteurs du commerce de détail et de gros et des services aux entreprises.

Une tranche de 28 % des prêts douteux bruts était liée aux États-Unis, dont la majorité dans les secteurs de l'immobilier et de la construction, du pétrole et du gaz et des services aux entreprises.

Les prêts douteux bruts restants se rapportaient à CIBC FirstCaribbean, dont la majorité était liée aux portefeuilles de prêts hypothécaires à l'habitation et de prêts personnels, ainsi qu'au secteur de l'immobilier et de la construction.

#### Provision pour pertes sur créances – prêts douteux

La provision pour pertes sur prêts douteux s'est chiffrée à 952 M\$, soit une hausse de 294 M\$ par rapport à celle du trimestre correspondant de l'exercice précédent, du fait surtout d'augmentations dans les secteurs de l'immobilier et de la construction, du pétrole et du gaz, du commerce au détail et de gros et des services aux entreprises.

La provision pour pertes sur prêts douteux a augmenté de 38 M\$ en regard de celle du trimestre précédent, du fait surtout d'augmentations dans les secteurs de l'immobilier et de la construction et des services publics, en partie contrebalancées par une baisse dans le secteur de la fabrication de biens d'équipement et l'incidence de l'écart de change.

#### Prêts en souffrance aux termes du contrat, mais non douteux

Ces éléments comprennent les prêts dont les remboursements de principal ou les versements d'intérêts sont en souffrance aux termes du contrat. Le tableau suivant présente une analyse chronologique des prêts en souffrance aux termes du contrat. La plupart des prêts aux entreprises et aux gouvernements notés en fonction du risque qui étaient en souffrance aux termes du contrat au moment où des allègements ont été fournis dans le cadre de programmes de report de paiement ont été présentés dans la catégorie du classement chronologique qui s'appliquait lorsque les reports ont été accordés pendant la période de report. Les autres prêts aux entreprises et aux gouvernements, prêts sur cartes de crédit, prêts personnels et prêts hypothécaires à l'habitation qui ont fait l'objet d'un programme de report de paiement ont en général été présentés dans la catégorie chronologique qui s'appliquait au 31 mars 2020 pendant la période de report, ce qui correspond approximativement au moment où la majorité des reports de paiements ont été accordés, à l'exception des prêts hypothécaires résidentiels au Canada et de certains prêts personnels garantis qui étaient en souffrance depuis moins de 29 jours à ce moment qui ont été traités à titre d'éléments courants. Le classement chronologique des prêts qui ne sont plus assujettis à un programme de report de paiement donné se poursuit habituellement en fonction du statut accordé à ceux-ci à l'inscription au programme dans la mesure où un paiement n'a pas été effectué.

En millions de dollars, aux				31 janv. 2021	31 oct. 2020
	Moins de 31 jours	De 31 jours à 90 jours	Plus de 90 jours	Total	Total
Prêts hypothécaires à l'habitation	3 281 \$	1 112 \$	1 \$	4 394 \$	4 510 \$
Prêts personnels	685	194	-	879	830
Cartes de crédit	436	164	178	778	806
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	2 056	302	-	2 358	2 135
	6 458 \$	1 772 \$	179 \$	8 409 \$	8 281 \$

#### Expositions au secteur pétrolier et gazier

Le tableau ci-après présente la répartition de nos expositions au secteur pétrolier et gazier en vertu de l'approche NI avancée. De ces expositions, une tranche de 67 % était liée, au 31 janvier 2021, à des titres d'entités présentant une note de première qualité selon nos notations de risque internes, comprenant des titres donnés en garantie (équivalents à une note de BBB-/Baa3 ou supérieure attribuée par Standard & Poor's (S&P) ou Moody's Investors Service, Inc. (Moody's)).

En millions de dollars, au 31 janvier 2021	Engagements utilisés	Engagements non utilisés	Divers – hors bilan	Dérivés de gré à gré	Total <sup>1</sup>
<b>Exploration et production</b>	4 359 \$	2 920 \$	318 \$	1 234 \$	8 831 \$
<b>Activités intermédiaires</b>	1 899	3 123	32	307	5 361
<b>Sociétés intégrées</b>	218	1 697	282	453	2 650
<b>Distribution de produits pétroliers</b>	1 730	925	111	110	2 876
<b>Services pétroliers et gaziers</b>	340	207	11	7	565
<b>Activités en aval</b>	548	263	31	-	842
	9 094 \$	9 135 \$	785 \$	2 111 \$	21 125 \$
31 octobre 2020	9 649 \$	8 532 \$	1 039 \$	2 305 \$	21 525 \$

1) L'exposition au secteur pétrolier et gazier aux termes de l'approche standard est négligeable.

S'ajoute également une tranche de 40,0 G\$ (40,0 G\$ au 31 octobre 2020) au titre des expositions de détail dans les provinces d'Alberta, de la Saskatchewan et de Terre-Neuve-et-Labrador, qui à elles trois représentent la grande majorité de la production pétrolière au Canada.

#### Expositions à certains pays et à certaines régions

##### Europe

Le tableau suivant présente nos expositions à des pays d'Europe, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de la zone euro.

Nos expositions directes présentées dans les tableaux ci-après se composent : A) des expositions capitalisées – les prêts au bilan (présentés au coût amorti, compte non tenu de la provision pour pertes sur créances de troisième stade, le cas échéant), les dépôts auprès d'autres banques (présentés au coût amorti, compte non tenu de la provision pour pertes sur créances de troisième stade, le cas échéant) et les valeurs mobilières (présentées à leur valeur comptable); B) des expositions non capitalisées – les engagements de crédit inutilisés, les lettres de crédit et cautionnements (présentés au montant notionnel, compte non tenu de la provision pour pertes sur créances de troisième stade, le cas échéant); et C) des créances réévaluées à la valeur de marché liées à des dérivés (présentées à leur juste valeur) et des transactions assimilées à des mises en pension de titres (présentées à leur juste valeur).

Du total de nos expositions directes européennes, environ 43 % (47 % au 31 octobre 2020) correspondent à des entités dans des pays assortis d'une note Aaa/AAA auprès d'au moins Moody's ou S&P.

Le tableau ci-après présente un sommaire de nos positions dans ce segment :

En millions de dollars, au 31 janvier 2021	Expositions directes								Créances réévaluées à la valeur de marché liées à des dérivés et transactions assimilées à des mises en pension de titres <sup>1</sup>				Total de l'exposition directe (A)+(B)+(C)
	Capitalisées				Non capitalisées								
	Prêts aux entreprises	Prêts aux entités souveraines	Prêts aux banques	Total des expositions capitalisées (A)	Prêts aux entreprises	Prêts aux banques	Total des expositions non capitalisées (B)	Prêts aux entreprises	Prêts aux entités souveraines	Prêts aux banques	Exposi- tions nettes (C)		
Autriche	-	571	318	889	-	-	-	-	-	2	2	891	
Finlande	59	-	445	504	119	8	127	-	-	14	14	645	
France	36	43	51	130	256	47	303	-	6	2	8	441	
Allemagne	397	1 221	746	2 364	205	105	310	47	-	21	68	2 742	
Grèce	1	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	1	
Irlande	129	-	134	263	152	-	152	12	-	139	151	566	
Luxembourg	134	-	1 845	1 979	91	100	191	7	-	46	53	2 223	
Pays-Bas	364	469	158	991	266	229	495	28	-	1	29	1 515	
Norvège	228	397	201	826	595	-	595	-	4	-	4	1 425	
Espagne	1	-	7	8	-	27	27	-	-	13	13	48	
Suède	398	950	168	1 516	175	-	175	25	-	4	29	1 720	
Suisse	282	-	59	341	52	-	52	4	-	110	114	507	
Royaume-Uni	2 325	1 946	1 597	5 868	3 323	315	3 638	584	16	432	1 032	10 538	
Autres pays d'Europe	65	26	233	324	13	94	107	-	83	5	88	519	
<b>Total pour l'Europe</b>	<b>4 419</b>	<b>5 623</b>	<b>5 962</b>	<b>16 004</b>	<b>5 247</b>	<b>925</b>	<b>6 172</b>	<b>707</b>	<b>109</b>	<b>789</b>	<b>1 605</b>	<b>23 781</b>	
31 octobre 2020	4 275	3 598	5 157	13 030	5 063	968	6 031	788	92	835	1 715	20 776	

<sup>1</sup> Les montants sont présentés nets des rajustements de l'évaluation du crédit et des garanties. La garantie offerte à l'égard des créances réévaluées à la valeur de marché liées à des dérivés s'établissait à 1,9 G\$ (1,8 G\$ au 31 octobre 2020), et la garantie offerte à l'égard des transactions assimilées à des mises en pension de titres s'élevait à 30,5 G\$ (30,3 G\$ au 31 octobre 2020), les deux garanties comprenant des liquidités et des titres de créance de qualité supérieure.

Nous avons des expositions indirectes à des entités européennes de 1 953 M\$ (639 M\$ au 31 octobre 2020) puisque nous avons reçu, de la part de contreparties qui ne sont pas établies en Europe, des titres de créance et des titres de participation émis par des entités européennes à titre de garanties aux termes de nos transactions de dérivés et de nos activités d'emprunts de valeurs et de prêts de valeurs.

### Expositions à certaines activités

Conformément aux recommandations du Financial Stability Board, cette section donne des précisions sur une activité choisie dans nos activités poursuivies et nos activités abandonnées auxquelles les investisseurs pourraient s'intéresser en raison des caractéristiques du risque et de la conjoncture du marché. Pour plus de précisions sur ces expositions, se reporter à la page 67 de notre Rapport annuel 2020.

#### Prêts immobiliers aux États-Unis

Dans Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région des États-Unis, nous exploitons une plateforme immobilière de services complets. Après la phase de construction et une fois que les biens seront productifs, nous pourrons à l'occasion offrir du financement à taux fixe dans le contexte d'un programme permanent (généralement assorti d'une échéance moyenne de 10 ans). Ce portefeuille d'expositions sur financement permanent, qui représente une petite tranche du total de notre portefeuille de prêts immobiliers aux États-Unis servira de dispositif de conservation de titres et sera intégré à des programmes futurs de titres adossés à des créances hypothécaires commerciales (TACHC). Nous ne conservons aucune exposition à l'égard de ces programmes de TACHC. Au 31 janvier 2021, le portefeuille d'expositions sur financement permanent s'élevait à 265 M\$ (276 M\$ au 31 octobre 2020).

## Risque de marché

Le risque de marché est le risque de perte financière dans nos portefeuilles de négociation et nos portefeuilles autres que de négociation attribuable aux fluctuations défavorables de facteurs sous-jacents du marché, dont les taux d'intérêt, les taux de change, le cours des actions, le prix des marchandises, les écarts de taux et le comportement des clients à l'égard des produits de détail. Il découle des activités de négociation et de trésorerie de la CIBC et englobe toutes les activités de positionnement sur le marché et les activités de tenue de marché.

Le portefeuille de négociation s'entend des positions sur instruments financiers et marchandises détenues dans le but de répondre aux besoins à court terme de nos clients.

Les portefeuilles autres que de négociation comprennent des positions détenues dans diverses devises qui ont trait à la gestion de l'actif et du passif et aux activités de placement.

## Mesure de risque

Le tableau suivant présente les soldes du bilan consolidé intermédiaire qui sont exposés au risque de marché. Certains écarts entre le classement comptable et le classement fondé sur les risques sont expliqués en détail dans les notes de bas de tableau ci-après :

En millions de dollars, aux	31 janv. 2021				31 oct. 2020				Risque autre que de négociation – principale sensibilité aux risques
	Exposés au risque de marché <sup>1</sup>			Non exposés au risque de marché	Exposés au risque de marché <sup>1</sup>				
	Bilan consolidé	Activités de négociation	Activités autres que de négociation			Bilan consolidé	Activités de négociation	Activités autres que de négociation	Non exposés au risque de marché
Trésorerie et dépôts non productifs d'intérêts auprès d'autres banques	42 986 \$	-	2 475 \$	40 511 \$	43 531 \$	-	2 445 \$	41 086 \$	de change
Dépôts productifs d'intérêts auprès d'autres banques	20 307	72	20 235	-	18 987	75	18 912	-	de taux d'intérêt
Valeurs mobilières	150 493	50 616	99 877	-	149 046	45 825	103 221	-	lié aux actions, de taux d'intérêt
Garantie au comptant au titre de valeurs empruntées	11 557	-	11 557	-	8 547	-	8 547	-	de taux d'intérêt
Valeurs acquises en vertu de prises en pension de titres	64 396	-	64 396	-	65 595	-	65 595	-	de taux d'intérêt
Prêts									
Prêts hypothécaires à l'habitation	226 594	-	226 594	-	221 165	-	221 165	-	de taux d'intérêt
Prêts personnels	41 971	-	41 971	-	42 222	-	42 222	-	de taux d'intérêt
Cartes de crédit	10 709	-	10 709	-	11 389	-	11 389	-	de taux d'intérêt
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	134 863	22 529 <sup>2</sup>	112 334	-	135 546	22 643 <sup>2</sup>	112 903	-	de taux d'intérêt
Provision pour pertes sur créances	(3 484)	-	(3 484)	-	(3 540)	-	(3 540)	-	de taux d'intérêt
Dérivés	34 165	32 231	1 934	-	32 730	31 244	1 486	-	de taux d'intérêt, de change
Engagements de clients en vertu d'acceptations	10 322	-	10 322	-	9 606	-	9 606	-	de taux d'intérêt
Autres actifs	38 029	5 437	22 747	9 845	34 727	3 364	20 613	10 750	de taux d'intérêt, lié aux actions, de change
	<b>782 908 \$</b>	<b>110 885 \$</b>	<b>621 667 \$</b>	<b>50 356 \$</b>	<b>769 551 \$</b>	<b>103 151 \$</b>	<b>614 564 \$</b>	<b>51 836 \$</b>	
Dépôts	573 927 \$	548 <sup>3</sup>	510 037 \$	63 342 \$	570 740 \$	484 <sup>3</sup>	510 788 \$	59 468 \$	de taux d'intérêt
Engagements liés à des valeurs vendues à découvert	19 476	18 014	1 462	-	15 963	13 795	2 168	-	de taux d'intérêt
Garanties au comptant au titre de valeurs prêtées	1 745	-	1 745	-	1 824	-	1 824	-	de taux d'intérêt
Engagements liés à des valeurs vendues en vertu de mises en pension de titres	76 522	-	76 522	-	71 653	-	71 653	-	de taux d'intérêt
Dérivés	32 158	31 087	1 071	-	30 508	29 436	1 072	-	de taux d'intérêt, de change
Acceptations	10 380	-	10 380	-	9 649	-	9 649	-	de taux d'intérêt
Autres passifs	22 078	2 314	10 920	8 844	22 167	2 386	10 926	8 855	de taux d'intérêt
Titres secondaires	4 693	-	4 693	-	5 712	-	5 712	-	de taux d'intérêt
	<b>740 979 \$</b>	<b>51 963 \$</b>	<b>616 830 \$</b>	<b>72 186 \$</b>	<b>728 216 \$</b>	<b>46 101 \$</b>	<b>613 792 \$</b>	<b>68 323 \$</b>	

1) Les rajustements de l'évaluation liés au financement (REF) sont exclus des activités de négociation aux fins du calcul des fonds propres réglementaires, les dérivés de couverture connexes liés aux REF étant également exclus du calcul.

2) Exclut des prêts de 275 M\$ (291 M\$ au 31 octobre 2020) qui sont entreposés à des fins de titrisation future. Ces éléments sont considérés comme des activités autres que de négociation aux fins du risque de marché.

3) Comprend des dépôts désignés à la juste valeur qui sont considérés comme des activités de négociation aux fins du risque de marché.

## Activités de négociation

Nous détenons des positions dans des contrats financiers négociés en vue de répondre aux besoins de nos clients en matière de gestion du risque et de placement. Les produits de négociation (produits nets d'intérêts et produits autres que d'intérêts) proviennent de ces transactions. Les instruments de négociation sont comptabilisés à leur juste valeur et comprennent des titres de créance, des titres de participation et des dérivés de taux d'intérêt, de taux de change, d'actions, de marchandises et de crédit.

### Valeur à risque

Notre méthode de la valeur à risque (VAR) est une technique statistique qui permet de mesurer la perte envisageable en un jour selon un degré de confiance de 99 %. Nous utilisons une méthode de réévaluation totale au moyen d'une simulation historique pour calculer la VAR, la VAR en situation de crise et d'autres mesures de risque.

Les trois tableaux ci-après présentent la VAR, la VAR en situation de crise et les exigences supplémentaires liées aux risques selon la catégorie de risque pour nos activités de négociation en fonction d'une approche fondée sur des modèles internes.

La VAR totale moyenne pour le trimestre clos le 31 janvier 2021 a augmenté de 0,5 M\$ par rapport à celle du trimestre précédent, du fait surtout de la hausse du risque d'écart de taux, en partie neutralisée par la hausse de l'avantage de diversification et la baisse du risque lié aux marchandises.

La VAR totale moyenne en situation de crise pour le trimestre clos le 31 janvier 2021 a augmenté de 8,9 M\$ par rapport à celle du trimestre précédent, en raison de la hausse du risque de taux d'intérêt, du risque lié aux actions et du risque de change. La hausse des risques découle essentiellement du positionnement au sein du portefeuille de négociation. Au cours du trimestre considéré, notre créneau de VAR va du 25 février 2008 au 20 février 2009. Cette période historique a été marquée non seulement par une volatilité accrue des taux d'intérêt, mais également par une volatilité accrue du cours des actions combinée à une réduction des taux d'intérêt, ainsi qu'une augmentation des écarts de taux.

Les exigences supplémentaires moyennes liées aux risques pour le trimestre clos le 31 janvier 2021 ont augmenté de 8,7 M\$ comparativement à celles du trimestre précédent, en raison, dans une certaine mesure, d'une hausse des titres à revenu fixe détenus.

### VAR par catégorie de risque – portefeuille de négociation

En millions de dollars, aux dates indiquées et pour les trois mois clos les	31 janv. 2021				31 oct. 2020		31 janv. 2020	
	Haut	Bas	Clôture	Moyenne	Clôture	Moyenne	Clôture	Moyenne
Risque de taux d'intérêt	9,3 \$	4,6 \$	5,2 \$	6,6 \$	7,3 \$	6,5 \$	8,8 \$	6,5 \$
Risque d'écart de taux	11,4	5,8	8,8	8,0	7,0	5,7	3,0	1,9
Risque lié aux actions	5,2	2,3	3,7	3,4	3,7	3,4	3,1	2,3
Risque de change	2,6	0,9	1,4	1,7	2,0	1,8	2,4	2,5
Risque lié aux marchandises	6,1	1,0	3,2	3,1	2,4	3,4	1,3	2,9
Risque spécifique de la dette	4,6	2,2	4,1	3,2	3,0	3,2	1,9	1,9
Effet de diversification <sup>1</sup>	négl.	négl.	(19,4)	(18,2)	(12,1)	(16,7)	(12,8)	(12,2)
<b>Total de la VAR (mesure de un jour)</b>	<b>13,9 \$</b>	<b>5,1 \$</b>	<b>7,0 \$</b>	<b>7,8 \$</b>	<b>13,3 \$</b>	<b>7,3 \$</b>	<b>7,7 \$</b>	<b>5,8 \$</b>

1) Le total de la VAR est inférieur à la somme des VAR des différents risques de marché, en raison de la réduction du risque découlant de l'effet de diversification du portefeuille.

négl. Négligeable. Comme la valeur maximale (haut) et la valeur minimale (bas) peuvent se présenter pendant des jours différents pour divers types de risque, le calcul de l'effet de diversification est négligeable.

### VAR en situation de crise par catégorie de risque – portefeuille de négociation

En millions de dollars, aux dates indiquées et pour les trois mois clos les	31 janv. 2021				31 oct. 2020		31 janv. 2020	
	Haut	Bas	Clôture	Moyenne	Clôture	Moyenne	Clôture	Moyenne
Risque de taux d'intérêt	33,9 \$	13,0 \$	25,7 \$	24,4 \$	33,7 \$	19,2 \$	23,0 \$	27,8 \$
Risque d'écart de taux	12,6	7,8	10,2	9,8	7,1	10,9	8,8	10,0
Risque lié aux actions	14,0	5,1	13,6	8,9	6,9	4,0	3,0	2,2
Risque de change	26,5	1,9	15,7	10,7	9,1	6,7	12,0	11,1
Risque lié aux marchandises	3,7	1,3	2,0	2,3	3,0	3,3	4,4	6,5
Risque spécifique de la dette	7,0	4,4	6,3	5,8	6,1	4,9	5,1	5,0
Effet de diversification <sup>1</sup>	négl.	négl.	(43,5)	(34,8)	(35,7)	(30,8)	(32,4)	(43,6)
<b>Total de la VAR en situation de crise (mesure de un jour)</b>	<b>39,9 \$</b>	<b>15,3 \$</b>	<b>30,0 \$</b>	<b>27,1 \$</b>	<b>30,2 \$</b>	<b>18,2 \$</b>	<b>23,9 \$</b>	<b>19,0 \$</b>

1) Le total de la VAR en situation de crise est inférieur à la somme des VAR des différents risques de marché, en raison de la réduction du risque découlant de l'effet de diversification du portefeuille. négl. Négligeable. Comme la valeur maximale (haut) et la valeur minimale (bas) peuvent se présenter pendant des jours différents pour divers types de risque, le calcul de l'effet de diversification est négligeable.

### Exigences supplémentaires liées aux risques – portefeuille de négociation

En millions de dollars, aux dates indiquées et pour les trois mois clos les	31 janv. 2021				31 oct. 2020		31 janv. 2020	
	Haut	Bas	Clôture	Moyenne	Clôture	Moyenne	Clôture	Moyenne
Risque de défaut	134,1 \$	85,9 \$	130,5 \$	113,1 \$	102,6 \$	95,4 \$	153,4 \$	157,6 \$
Risque de migration	79,5	45,0	50,5	59,1	72,7	68,1	79,0	70,2
<b>Exigences supplémentaires liées aux risques (mesure sur un exercice)<sup>1</sup></b>	<b>197,4 \$</b>	<b>144,6 \$</b>	<b>181,0 \$</b>	<b>172,2 \$</b>	<b>175,3 \$</b>	<b>163,5 \$</b>	<b>232,4 \$</b>	<b>227,8 \$</b>

1) La valeur maximale (haut) et la valeur minimale (bas) ne sont pas la somme de tous les montants, car ces valeurs peuvent se présenter pendant des jours différents.

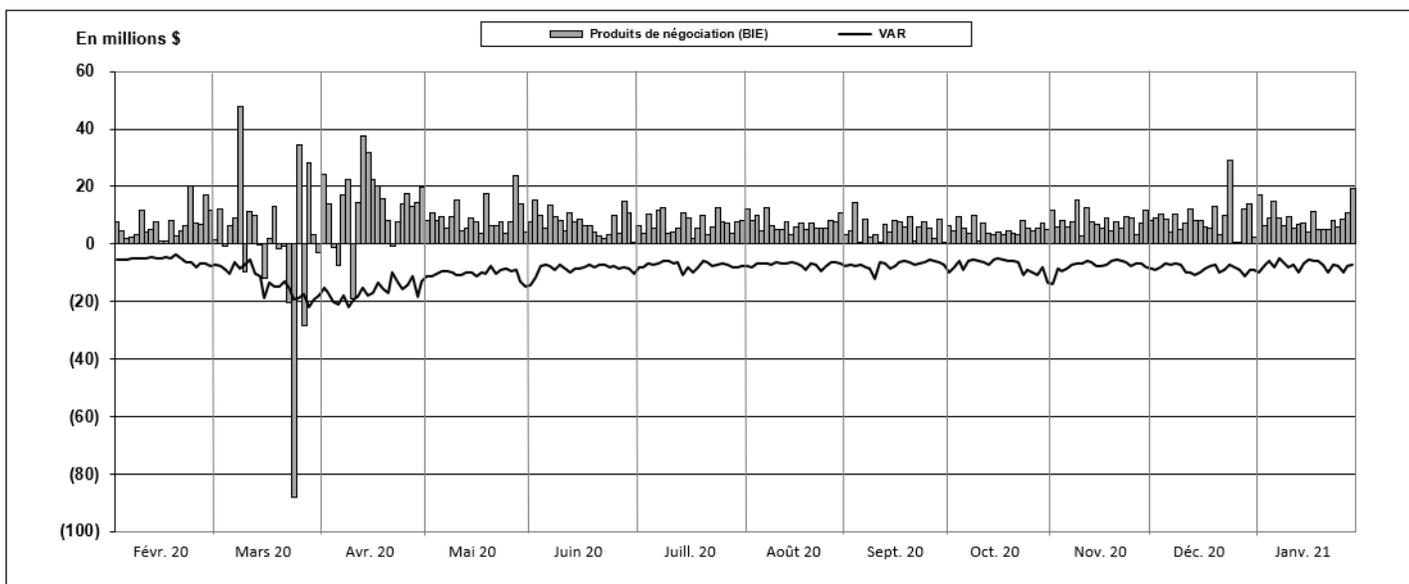
## Produits de négociation

Les produits de négociation (BIE) comprennent les produits nets d'intérêts et les produits autres que d'intérêts et excluent la rémunération de prise ferme et les commissions. Les produits de négociation (BIE) présentés dans le graphique ci-dessous excluent certains portefeuilles abandonnés.

Le graphique des produits de négociation (BIE) par rapport à la VAR ci-après présente les produits quotidiens de négociation (BIE) du trimestre considéré et des trois trimestres précédents par rapport aux mesures de la VAR à la fermeture des bureaux.

Au cours du trimestre, les produits de négociation (BIE) ont été positifs pendant 100 % des jours. Le profit le plus important, qui a totalisé 29,0 M\$, a été enregistré le 23 décembre 2020 et a été attribué aux activités de notre secteur d'activité Marchés CIBC, réseau mondial, notamment dans les dérivés sur actions. Les produits quotidiens moyens de négociation (BIE) se sont établis à 8,3 M\$ au cours du trimestre, et la BIE quotidienne moyenne a été de 0,9 M\$. La hausse importante de la VAR enregistrée en mars et en avril 2020 est attribuable à la volatilité du marché découlant de la pandémie de COVID-19.

### Produits de négociation (BIE)<sup>1</sup> c. la VAR<sup>2</sup>



1) Exclut certains rajustements de prix de transfert de fin de mois et d'autres rajustements divers.

2) Les REF sont exclus des activités de négociation aux fins du calcul des fonds propres réglementaires, les dérivés de couverture connexes liés aux REF étant également exclus du calcul.

## Activités autres que de négociation

### Risque de taux d'intérêt structurel

Le risque de taux d'intérêt structurel s'entend essentiellement du risque découlant d'écart entre l'actif et le passif, qui ne provient pas d'activités de négociation et d'activités liées à la négociation. La gestion du risque de taux d'intérêt structurel vise à pérenniser les marges sur les produits et à générer des produits nets d'intérêts stables et prévisibles au fil du temps, tout en gérant le risque pour la valeur économique de nos actifs découlant des fluctuations des taux d'intérêt.

Le risque de taux d'intérêt structurel résulte des différences entre les échéances ou les dates de réévaluation des actifs et passifs figurant au bilan et hors bilan, des options intégrées des produits de détail, ainsi que d'autres caractéristiques des produits qui pourraient influencer sur le calendrier prévu des flux de trésorerie, comme les options relatives au remboursement anticipé des prêts ou au rachat des dépôts à terme avant leur échéance contractuelle. Les modèles utilisés pour mesurer le risque de taux d'intérêt structurel se fondent sur un certain nombre d'hypothèses touchant les flux de trésorerie, la révision des prix des produits et l'administration des taux. Les hypothèses clés ont trait au profil de financement prévu des engagements hypothécaires, aux comportements en matière de remboursement anticipé des prêts à taux fixe et de rachat des dépôts à terme, ainsi qu'au traitement des dépôts sans échéance et des capitaux propres. Toutes les hypothèses sont tirées de l'observation empirique des comportements passés des clients, de la composition du bilan et de la tarification des produits en prenant en compte d'éventuels changements prospectifs. Tous les modèles et toutes les hypothèses utilisés pour mesurer le risque de taux d'intérêt structurel font l'objet d'une surveillance indépendante par le groupe Gestion du risque. Divers instruments de trésorerie et dérivés, principalement des swaps de taux d'intérêt, sont employés pour gérer ces risques.

Le tableau ci-après présente l'incidence avant impôt potentielle qu'aurait, de manière immédiate et soutenue, une hausse de 100 points de base et une baisse de 25 points de base des taux d'intérêt sur les produits nets d'intérêts et la valeur économique des capitaux propres prévus sur 12 mois pour notre bilan structurel, en supposant qu'il n'y ait aucune opération de couverture ultérieure. Même si un choc immédiat et soutenu de 100 points de base est généralement appliqué, et nonobstant la possibilité de taux négatifs, en raison du contexte de faibles taux d'intérêt au Canada et aux États-Unis à la fin du trimestre, un choc à la baisse immédiat de 25 points de base a été appliqué, tout en maintenant les taux d'intérêt pour le marché et les clients à un plancher de zéro. Les montants du trimestre clos le 31 janvier 2020 ont été révisés pour refléter l'incidence d'une baisse de 25 points de base sur l'ensemble des taux d'intérêt.

### Sensibilité au risque de taux d'intérêt structurel – mesures

En millions de dollars (avant impôt), aux	31 janv. 2021		31 oct. 2020		31 janv. 2020	
	\$ CA <sup>1</sup>	\$ US	\$ CA <sup>1</sup>	\$ US	\$ CA <sup>1</sup>	\$ US
<b>Hausse de 100 points de base des taux d'intérêt</b>						
Augmentation (diminution) des produits nets d'intérêts	384 \$	42 \$	317 \$	92 \$	240 \$	49 \$
Augmentation (diminution) de la valeur actuelle des capitaux propres	(564)	(365)	(556)	(348)	(494)	(299)
<b>Baisse de 25 points de base des taux d'intérêt</b>						
Augmentation (diminution) des produits nets d'intérêts	(122)	(66)	(119)	(42)	(60)	(10)
Augmentation (diminution) de la valeur actuelle des capitaux propres	77	40	57	49	95	58

1) Comprend l'exposition au dollar canadien et à d'autres devises.

## Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque de ne pas disposer de la trésorerie et des équivalents de trésorerie en temps opportun et de manière efficace sur le plan des coûts pour faire face à des engagements financiers à mesure qu'ils arrivent à échéance. Les sources de risque de liquidité courantes propres aux services bancaires comprennent les retraits non prévus de dépôts, l'incapacité de remplacer les dettes arrivant à échéance, les engagements au titre du crédit et des liquidités et les mises en gage additionnelles ou autres exigences en matière de garantie.

L'approche de la CIBC en matière de gestion du risque de liquidité appuie sa stratégie d'entreprise, s'harmonise avec son intérêt à l'égard du risque et respecte les attentes en matière de réglementation.

Nos stratégies, objectifs et pratiques en matière de gestion sont évalués régulièrement afin de refléter les changements du contexte de liquidité, dont les faits nouveaux sur le plan de la réglementation, des affaires et/ou des marchés. Le risque de liquidité demeure dans les limites de l'intérêt à l'égard du risque de la CIBC.

## Gouvernance et gestion

Nous gérons le risque de liquidité de façon à pouvoir résister à un cas de situation de crise pouvant tarir les liquidités sans mettre en péril la survie de nos activités. Les flux de trésorerie réels et prévus découlant des positions au bilan et hors bilan sont évalués et suivis régulièrement pour assurer leur conformité aux limites convenues. La CIBC inclut des simulations de crise à sa gestion et à son évaluation du risque de liquidité. Les résultats des simulations de crise nous aident à élaborer les hypothèses concernant la liquidité et à relever les contraintes éventuelles en matière de planification du financement, et favorisent l'élaboration du plan de financement d'urgence de la CIBC.

Le Comité mondial de gestion de l'actif et du passif (CMGAP) dirige la gestion du risque de liquidité de la CIBC en s'assurant que les méthodes, hypothèses et paramètres clés liés à la gestion du risque de liquidité, tels que l'horizon de liquidité, sont évalués régulièrement et qu'ils tiennent compte des activités commerciales de la CIBC. Le Comité de gestion du risque de liquidité, un sous-comité du CMGAP, a la responsabilité de s'assurer que le profil de risque de liquidité de la CIBC est évalué et géré de façon exhaustive conformément au cadre d'orientation stratégique et à l'intérêt à l'égard du risque de la CIBC ainsi qu'aux exigences réglementaires.

Le Comité de gestion du risque (CGR) approuve la politique de gestion du risque de liquidité de la CIBC et recommande au conseil un niveau de tolérance envers le risque de liquidité dans l'énoncé sur l'intérêt à l'égard du risque.

## Actifs liquides

Les actifs liquides disponibles se composent de liquidités et de titres négociables non grevés au bilan et hors bilan pouvant être utilisés pour accéder à du financement en temps opportun. Les actifs liquides grevés, qui comprennent les actifs donnés en garantie et les actifs qui sont réputés être soumis à des restrictions juridiques, opérationnelles ou de tout autre ordre, ne sont pas considérés comme des sources de liquidités disponibles lorsque nous évaluons le risque de liquidité.

Le sommaire de nos actifs liquides grevés et non grevés au bilan et hors bilan est présenté ci-après :

En millions de dollars, aux		Actifs liquides détenus par la Banque	Valeurs mobilières obtenues en garantie	Total des actifs liquides	Actifs liquides grevés	Actifs liquides non grevés <sup>1</sup>
<b>31 janv. 2021</b>	<b>Trésorerie et dépôts auprès d'autres banques</b>	<b>63 293 \$</b>	<b>- \$</b>	<b>63 293 \$</b>	<b>204 \$</b>	<b>63 089 \$</b>
	<b>Valeurs émises ou garanties par des entités souveraines, des banques centrales et des banques multilatérales de développement</b>	<b>105 645</b>	<b>94 159</b>	<b>199 804</b>	<b>119 303</b>	<b>80 501</b>
	<b>Autres titres de créance</b>	<b>4 961</b>	<b>5 330</b>	<b>10 291</b>	<b>3 054</b>	<b>7 237</b>
	<b>Titres de participation</b>	<b>34 903</b>	<b>19 897</b>	<b>54 800</b>	<b>23 728</b>	<b>31 072</b>
	<b>Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la Loi nationale sur l'habitation garantis par le gouvernement canadien</b>	<b>40 276</b>	<b>686</b>	<b>40 962</b>	<b>13 774</b>	<b>27 188</b>
	<b>Autres actifs liquides<sup>2</sup></b>	<b>15 019</b>	<b>1 914</b>	<b>16 933</b>	<b>7 470</b>	<b>9 463</b>
		<b>264 097 \$</b>	<b>121 986 \$</b>	<b>386 083 \$</b>	<b>167 533 \$</b>	<b>218 550 \$</b>
<b>31 oct. 2020</b>	<b>Trésorerie et dépôts auprès d'autres banques</b>	<b>62 518 \$</b>	<b>- \$</b>	<b>62 518 \$</b>	<b>133 \$</b>	<b>62 385 \$</b>
	<b>Valeurs émises ou garanties par des entités souveraines, des banques centrales et des banques multilatérales de développement</b>	<b>112 403</b>	<b>92 202</b>	<b>204 605</b>	<b>108 425</b>	<b>96 180</b>
	<b>Autres titres de créance</b>	<b>4 798</b>	<b>4 288</b>	<b>9 086</b>	<b>2 603</b>	<b>6 483</b>
	<b>Titres de participation</b>	<b>27 169</b>	<b>15 924</b>	<b>43 093</b>	<b>21 449</b>	<b>21 644</b>
	<b>Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la Loi nationale sur l'habitation garantis par le gouvernement canadien</b>	<b>40 592</b>	<b>895</b>	<b>41 487</b>	<b>13 084</b>	<b>28 403</b>
	<b>Autres actifs liquides<sup>2</sup></b>	<b>10 909</b>	<b>2 109</b>	<b>13 018</b>	<b>5 441</b>	<b>7 577</b>
		<b>258 389 \$</b>	<b>115 418 \$</b>	<b>373 807 \$</b>	<b>151 135 \$</b>	<b>222 672 \$</b>

1) Les actifs liquides non grevés correspondent aux actifs au bilan, aux actifs empruntés ou acquis en vertu de prises en pension de titres et aux autres garanties hors bilan reçues, moins les actifs liquides grevés.

2) Comprennent des liquidités données en garantie dans le cadre de transactions sur dérivés, certains titres adossés à des créances mobilières et des métaux précieux.

Le tableau ci-après présente un sommaire des actifs liquides non grevés détenus par la CIBC (société mère) et ses filiales canadiennes et étrangères :

En millions de dollars, aux	<b>31 janv. 2021</b>	<b>31 oct. 2020</b>
CIBC (société mère)	<b>168 614 \$</b>	<b>170 936 \$</b>
Filiales canadiennes	<b>7 598</b>	<b>12 355</b>
Filiales étrangères	<b>42 338</b>	<b>39 381</b>
	<b>218 550 \$</b>	<b>222 672 \$</b>

Dans un scénario de crise de liquidité, des décotes hypothétiques et des hypothèses liées à l'ampleur de la monétisation des actifs sont appliquées pour déterminer la valeur de la liquidité des actifs. Les décotes tiennent compte des marges applicables aux banques centrales, comme la Banque du Canada et la Banque de la Réserve fédérale des États-Unis, d'observations historiques, et de caractéristiques liées aux valeurs mobilières, y compris le type, l'émetteur, la note de crédit, la devise et la durée à courir jusqu'à l'échéance, ainsi que les lignes directrices réglementaires applicables.

Nos actifs liquides non grevés ont diminué de 4,1 G\$ depuis le 31 octobre 2020, en raison de la poursuite des activités commerciales.

En outre, la CIBC conserve son admissibilité au programme d'aide d'urgence de la Banque du Canada et au guichet d'escompte des banques de la Réserve fédérale des États-Unis.

### Actifs assortis d'une charge

Dans le cours des activités quotidiennes de la CIBC, des valeurs mobilières et d'autres actifs sont donnés en gage afin de garantir des obligations, de participer aux systèmes de compensation et de règlement et à d'autres fins de gestion des garanties.

Le tableau ci-après présente un sommaire de nos actifs grevés et non grevés au bilan et hors bilan :

En millions de dollars, au	Actifs grevés		Actifs non grevés		Total de l'actif
	Donnés en garantie	Divers <sup>1</sup>	Disponibles à titre de garantie	Divers <sup>2</sup>	
<b>31 janv. 2021</b>					
Trésorerie et dépôts auprès d'autres banques	- \$	204 \$	63 089 \$	- \$	63 293 \$
Valeurs mobilières	143 827	1 070	125 935	-	270 832
Prêts, nets de la provision <sup>3</sup>	7 939	40 807	32 887	329 020	410 653
Autres actifs	7 059	-	4 798	70 659	82 516
	<b>158 825 \$</b>	<b>42 081 \$</b>	<b>226 709 \$</b>	<b>399 679 \$</b>	<b>827 294 \$</b>
<b>31 oct. 2020</b>					
Trésorerie et dépôts auprès d'autres banques	- \$	133 \$	62 385 \$	- \$	62 518 \$
Valeurs mobilières	127 974	678	132 493	-	261 145
Prêts, nets de la provision <sup>3</sup>	7 946	42 291	34 103	322 441	406 781
Autres actifs	4 950	-	2 731	69 382	77 063
	<b>140 870 \$</b>	<b>43 102 \$</b>	<b>231 712 \$</b>	<b>391 823 \$</b>	<b>807 507 \$</b>

1) Comprend les actifs qui soutiennent les activités de financement à long terme de la CIBC et les actifs faisant l'objet de restrictions d'ordre juridique ou autre, dont celles visant les liquidités soumises à restrictions.

2) Les autres actifs non grevés ne font l'objet d'aucune restriction quant à leur utilisation pour obtenir du financement ou à titre de garantie, mais ils ne sont pas considérés comme disponibles immédiatement aux fins des programmes d'emprunts existants.

3) Les prêts figurant comme disponibles à titre de garantie correspondent aux prêts sous-jacents aux titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la *Loi nationale sur l'habitation* et aux prêts admissibles auprès des Federal Home Loan Banks.

### Restrictions sur les mouvements de fonds

Nos filiales ne sont pas soumises à des restrictions importantes qui empêcheraient le transfert de fonds, de dividendes ou de distributions de fonds propres. Cependant, certaines filiales sont soumises à des exigences distinctes en matière de fonds propres et de liquidité, qui sont fixées par les organismes de réglementation des banques et des valeurs mobilières compétents.

Nous suivons et gérons les exigences en matière de liquidité et de fonds propres dans ces entités afin d'assurer l'utilisation efficace des ressources et le respect, par les entités, des exigences réglementaires et politiques régionales.

### Ratio de liquidité à court terme (LCR)

L'objectif du LCR est de favoriser la résilience à court terme du profil de risque de liquidité d'une banque en veillant à ce qu'elle dispose de suffisamment de ressources liquides de haute qualité non grevées pour répondre à ses besoins de liquidité dans un scénario de crise grave qui durerait 30 jours. Les banques canadiennes sont tenues d'atteindre un LCR minimal de 100 %. La CIBC se conforme à cette exigence.

Conformément à la méthode de calibrage contenue dans la ligne directrice *Normes de liquidité* du BSIF, la CIBC présente chaque mois des rapports sur le LCR au BSIF. Le ratio se calcule de la façon suivante :

$$\frac{\text{Total des actifs liquides de haute qualité (HQLA)}}{\text{Total des sorties nettes de trésorerie sur les 30 jours calendaires suivants}} \geq 100 \%$$

Le numérateur du LCR est l'encours des HQLA non grevés, lequel respecte un ensemble de critères d'admissibilité définis par le BSIF qui tient compte des caractéristiques fondamentales et liées au marché, et de la capacité opérationnelle relative de monétiser les actifs en temps opportun en période de crise. Le portefeuille d'actifs liquides de la CIBC, dont la gestion est centralisée, comprend les actifs liquides présentés dans les HQLA, tels que les bons du Trésor et les obligations du gouvernement central, les dépôts de la banque centrale ainsi que les titres d'État, d'organismes, de provinces et de sociétés ayant une cote élevée. Les limites quant à l'admissibilité des actifs inhérentes au LCR ne reflètent pas nécessairement l'évaluation interne de la CIBC quant à sa capacité à monétiser ses actifs négociables en situation de crise.

Le dénominateur du ratio reflète les sorties nettes de trésorerie attendues dans un scénario de crise pour le LCR durant une période de 30 jours calendaires. Les sorties de trésorerie attendues représentent les taux de retrait et de décaissement définis pour le LCR appliqués respectivement aux soldes de passifs et aux engagements hors bilan. Les retraits sur dépôts des entreprises et des institutions financières, les retraits sur les marges de crédit non utilisées ainsi que les créances non garanties à l'échéance sont parmi les principales sorties de trésorerie du LCR de la CIBC. Les sorties de trésorerie sont en partie contrebalancées par les entrées de trésorerie, qui sont calculées selon les taux d'entrées prescrits pour le LCR et qui comprennent les remboursements de prêts productifs et les actifs négociables qui ne sont pas des HQLA arrivant à échéance.

De plus, la CIBC présente au BSIF des rapports sur le LCR dans différentes monnaies. Ainsi, elle détermine la mesure d'éventuelles asymétries de devises en vertu du ratio. La CIBC transige principalement dans les grandes monnaies assorties de marchés des changes larges et fongibles.

Lors d'une crise financière, les institutions peuvent utiliser leurs ressources de HQLA, les faisant passer sous le seuil des 100 %, puisque le fait de maintenir le LCR au seuil de 100 % en pareilles circonstances pourrait entraîner des répercussions négatives excessives pour les institutions et d'autres participants au marché.

Le LCR est présenté à l'aide d'un modèle de divulgation standard prescrit par le BSIF.

En millions de dollars, moyenne du trimestre clos le 31 janvier 2021		Valeur non pondérée totale <sup>1</sup>	Valeur pondérée totale <sup>2</sup>
<b>HQLA</b>			
1	HQLA	s. o.	190 484 \$
<b>Sorties de trésorerie</b>			
2	Dépôts de détail et dépôts de petites entreprises, dont :	201 116 \$	15 713
3	Dépôts stables	79 026	2 371
4	Dépôts moins stables	122 090	13 342
5	Financement de gros non garanti, dont :	202 249	99 585
6	Dépôts opérationnels (toutes contreparties) et dépôts dans les réseaux de banques coopératives	67 756	16 374
7	Dépôts non opérationnels (toutes contreparties)	110 322	59 040
8	Dettes non garanties	24 171	24 171
9	Financement de gros garanti	s. o.	5 280
10	Exigences supplémentaires, dont :	122 360	29 261
11	Sorties associées aux expositions sur dérivés et autres sûretés exigées	19 463	9 969
12	Sorties associées à une perte de financement sur produits de dette	3 427	3 427
13	Facilités de crédit et de liquidité	99 470	15 865
14	Autres obligations de financement contractuelles	2 628	2 628
15	Autres obligations de financement conditionnelles	306 683	6 132
16	Total des sorties de trésorerie	s. o.	158 599
<b>Entrées de trésorerie</b>			
17	Prêts garantis (p. ex., prises en pension de titres)	75 946	11 600
18	Entrées liées aux expositions parfaitement productives	24 752	9 066
19	Autres entrées de trésorerie	4 240	4 240
20	Total des entrées de trésorerie	104 938 \$	24 906 \$
		<b>Valeur ajustée totale</b>	
21	Total des actifs liquides de haute qualité (HQLA)	s. o.	190 484 \$
22	Total des sorties nettes de trésorerie	s. o.	133 693 \$
23	LCR	s. o.	142 %
En millions de dollars, moyenne du trimestre clos le 31 octobre 2020		Valeur ajustée totale	
24	Total des actifs liquides de haute qualité (HQLA)	s. o.	187 227 \$
25	Total des sorties nettes de trésorerie	s. o.	129 444 \$
26	LCR	s. o.	145 %

1) Les valeurs des entrées et sorties de trésorerie non pondérées sont calculées comme étant les soldes impayés qui arrivent à échéance ou qui deviennent exigibles dans les 30 jours des différents types ou catégories de passifs, d'éléments hors bilan ou de créances contractuelles.

2) Les valeurs pondérées sont calculées après application des décotes (aux fins des HQLA) et des taux d'entrées et de sorties de trésorerie prescrits par le BSIF.  
s. o. Sans objet, conformément au modèle de divulgation commun du LCR.

Au 31 janvier 2021, notre LCR moyen avait diminué, passant de 145 % au trimestre précédent à 142 %, en raison d'une augmentation des sorties nettes de trésorerie, en partie neutralisée par l'accroissement des HQLA.

### Ratio de liquidité à long terme (NSFR)

Dérivée du dispositif de Bâle III du CBCB et incorporée dans la ligne directrice *Normes de liquidité* du BSIF, la norme NSFR vise à créer les conditions propices à une résilience à long terme du secteur des services financiers en exigeant des banques qu'elles maintiennent un profil de financement durable à long terme relativement à la composition de leurs actifs et à leurs activités hors bilan. Les banques canadiennes désignées BISN sont tenues de maintenir un NSFR minimal de 100 % sur une base consolidée bancaire. La CIBC se conforme à cette exigence.

Conformément à la méthode de calibrage contenue dans la ligne directrice *Normes de liquidité* du BSIF, la CIBC présente chaque trimestre des rapports sur le NSFR au BSIF. Le ratio se calcule de la façon suivante :

$$\frac{\text{Financement stable disponible (FSD)}}{\text{Financement stable exigé (RSF)}} \geq 100 \%$$

Le numérateur est la part des fonds propres et des passifs qui est considérée fiable sur une période d'un an. Le NSFR considère que les sources de financement à long terme sont plus stables que le financement à court terme et que les dépôts de clients de détail et d'entreprises sont plus stables dans les faits que le financement de gros de même durée. Conformément à la stratégie en matière de financement de la CIBC, les principaux facteurs qui sous-tendent le FSD de la CIBC comprennent les dépôts provenant des clients, ainsi que le financement de gros garanti et non garanti et les instruments de fonds propres.

Le dénominateur du ratio représente le montant du financement stable requis en fonction des caractéristiques de liquidité définies par le BSIF et de la durée résiduelle des actifs et des expositions hors bilan. Le NSFR attribue divers niveaux de RSF, de telle sorte que les actifs liquides de haute qualité et les expositions à court terme sont présumés avoir des exigences de financement moins élevées que les expositions moins liquides et à plus long terme. Le RSF de la CIBC est en grande partie influencé par les prêts de détail, commerciaux et aux entreprises, les investissements dans des actifs liquides, les expositions sur dérivés, ainsi que les marges de crédit non utilisées et les liquidités.

Le FSD et le RSF peuvent être ajustés à 0 % pour certains passifs et actifs qui sont considérés comme interdépendants s'ils respectent les critères définis pour le NSFR, lesquels tiennent compte notamment de la fin servie par ces passifs et actifs interdépendants, de leur montant, des flux de trésorerie qui y sont associés, de leur durée et de leurs contreparties afin de s'assurer que l'institution agit exclusivement en tant qu'unité de transmission pour les transactions sous-jacentes. Le cas échéant, la CIBC présente les actifs et passifs interdépendants des opérations qui sont admissibles à un tel traitement selon la ligne directrice *Normes de liquidité* du BSIF.

Le NSFR est présenté à l'aide d'un modèle de déclaration prescrit par le BSIF, lequel présente les principaux renseignements quantitatifs en fonction des caractéristiques de liquidité propres au NSFR, comme il est défini dans la ligne directrice *Normes de liquidité*. Par conséquent, les montants présentés dans le tableau ci-après pourraient ne pas permettre d'effectuer une comparaison directe entre eux et les montants présentés dans les états financiers consolidés intermédiaires.

	a	b	c	d	e
	Valeur non pondérée par échéance résiduelle				
	Sans échéance	Moins de 6 mois	De 6 mois à 1 an	Plus de 1 an	Valeur pondérée
En millions de dollars, au 31 janvier 2021					
<b>Élément de FSD</b>					
1 <b>Fonds propres</b>	43 411 \$	- \$	- \$	4 059 \$	47 471 \$
2 Fonds propres réglementaires	43 411	-	-	4 059	47 471
3 Autres instruments de fonds propres	-	-	-	-	-
4 <b>Dépôts de détail et dépôts de petites entreprises</b>	184 510	31 840	10 104	10 544	218 652
5 Dépôts stables	83 193	13 495	5 804	6 765	104 132
6 Dépôts moins stables	101 317	18 345	4 300	3 779	114 520
7 <b>Financement de gros</b>	143 518	154 803	32 730	59 533	162 920
8 Dépôts opérationnels	66 905	6 859	-	-	36 882
9 Autres financements de gros	76 613	147 944	32 730	59 533	126 038
10 <b>Passifs et leurs actifs interdépendants correspondants</b>	-	2 069	765	15 146	-
11 <b>Autres passifs</b>	-	68 589 <sup>1</sup>			5 934
12 Passifs d'instruments dérivés du NSFR	-	4 421 <sup>1</sup>			-
13 Tous autres passifs ou fonds propres non couverts par les catégories ci-dessus	-	40 133	139	23 896	5 934
14 <b>FSD total</b>					434 977
<b>Élément de RSF</b>					
15 <b>Total des HQLA du NSFR</b>					14 420
16 <b>Dépôts détenus auprès d'autres institutions financières à des fins opérationnelles</b>	-	2 813	-	54	1 460
17 <b>Prêts et titres productifs</b>	56 014	105 399	36 680	256 377	286 377
18 Prêts productifs à des institutions financières garantis par des HQLA de niveau 1	-	25 904	4 048	-	3 417
19 Prêts productifs à des institutions financières garantis par des HQLA autres que de niveau 1 et prêts productifs à des institutions financières non garantis	268	29 880	2 461	6 787	11 654
20 Prêts productifs à des entreprises non financières, prêts à la clientèle de détail et aux petites entreprises, et prêts à des entités souveraines, des banques centrales et des organismes publics, dont :	26 801	34 397	12 519	94 972	127 151
21 Prêts présentant un risque pondéré inférieur ou égal à 35 % dans l'approche standard de Bâle II pour le risque de crédit	-	-	-	-	-
22 Crédits hypothécaires au logement productifs, dont :	18 056	13 600	17 236	150 878	130 703
23 Prêts présentant un risque pondéré inférieur ou égal à 35 % dans l'approche standard de Bâle II pour le risque de crédit	18 056	13 520	17 155	146 546	126 940
24 Titres qui ne sont pas en défaut et qui ne remplissent pas les critères définissant les HQLA, y compris les actions négociées sur les marchés organisés	10 889	1 618	416	3 740	13 452
25 <b>Actifs et leurs passifs interdépendants correspondants</b>	-	2 069	765	15 146	-
26 <b>Autres actifs</b>	14 047	69 373 <sup>1</sup>			43 821
27 Produits de base physiques, y compris l'or	4 798				4 078
28 Actifs versés en tant que marge initiale dans le cadre de contrats dérivés et contributions à des fonds de garantie de contrepartie centrale		7 352 <sup>1</sup>			6 249
29 Actifs d'instruments dérivés du NSFR		9 244 <sup>1</sup>			4 822
30 Passifs d'instruments dérivés du NSFR avant déduction de la marge de variation versée		16 877 <sup>1</sup>			844
31 Tous autres actifs non couverts par les catégories ci-dessus	9 249	29 817	312	5 771	27 828
32 <b>Éléments hors bilan</b>		309 646 <sup>1</sup>			10 668
33 <b>RSF total</b>					356 746 \$
34 <b>NSFR</b>					122 %

1) Aucune période définie pour la conception du modèle de présentation.

La CIBC tient compte de l'incidence de ses décisions d'affaires sur le LCR, le NSFR et les autres mesures du risque de liquidité qu'elle surveille régulièrement grâce à une solide fonction de gestion du risque de liquidité. Les variables pouvant avoir un effet sur les mesures de mois en mois comprennent, sans s'y limiter, des éléments tels que les activités et les échéances du financement de gros, les initiatives stratégiques au chapitre du bilan ainsi que les opérations et les conditions de marché ayant une incidence sur les garanties.

La présentation du LCR et du NSFR est calibrée de façon centralisée par l'unité Trésorerie de la CIBC, en collaboration avec les unités d'exploitation stratégique de la CIBC et d'autres groupes fonctionnels.

## Financement

La CIBC finance ses activités par l'entremise de dépôts provenant des clients, ainsi qu'au moyen d'une grande variété de financements de gros.

L'approche principale de la CIBC vise à financer son bilan consolidé au moyen de dépôts mobilisés principalement par l'entremise des services aux particuliers et des services aux entreprises. La CIBC conserve des dépôts de base fondés sur les relations clients, dont la stabilité est évaluée régulièrement à l'aide d'évaluations statistiques élaborées en interne.

Nous avons régulièrement accès à des sources de financement à court et à long terme, garanties et non garanties, et qui sont diversifiées en termes de pays, de type de déposant, d'instrument, de devise et d'échéance. Nous mobilisons du financement à long terme grâce à nos programmes actuels, y compris les obligations sécurisées, les titrisations d'actifs et les créances non garanties.

La CIBC évalue constamment les occasions de diversification au titre du financement dans de nouveaux produits et d'éventuels secteurs de placement afin d'optimiser la souplesse du financement et de réduire la concentration des sources de fonds et les coûts de financement. Nous surveillons régulièrement les niveaux de financement de gros et les concentrations par rapport aux limites internes permises, ce qui est conforme au profil de risque de liquidité que nous recherchons.

Le CMGAP et le CGR examinent et approuvent le plan de financement de la CIBC, qui englobe la croissance projetée des actifs et des passifs, les échéances du financement et les données découlant de nos prévisions sur la situation de liquidité.

Le tableau suivant présente le profil des échéances contractuelles des sources de financement de gros de la CIBC, à leur valeur comptable :

En millions de dollars, au 31 janvier 2021	Moins de 1 mois	De 1 mois à 3 mois	De 3 mois à 6 mois	De 6 mois à 12 mois	Moins de 1 an au total	De 1 an à 2 ans	Plus de 2 ans	Total
Dépôts provenant d'autres banques <sup>1</sup>	4 931 \$	480 \$	497 \$	89 \$	5 997 \$	- \$	- \$	5 997 \$
Certificats de dépôt et papier commercial	7 752	3 935	17 307	20 912	49 906	-	-	49 906
Billets de dépôt au porteur et acceptations bancaires	220	1 056	1 238	260	2 774	-	-	2 774
Papier commercial adossé à des créances	-	-	-	-	-	-	-	-
Billets à moyen terme non garantis de premier rang <sup>2</sup>	1 726	2 083	1 951	3 982	9 742	7 264	28 589	45 595
Billets structurés non garantis de premier rang	-	-	32	146	178	-	-	178
Obligations sécurisées/titres adossés à des créances mobilières	-	-	-	-	-	-	-	-
Titrisation de créances hypothécaires	-	243	1 843	768	2 854	3 462	11 946	18 262
Obligations sécurisées	-	391	2 261	1 302	3 954	9 169	5 717	18 840
Titrisation de créances sur cartes de crédit	-	-	820	-	820	-	804	1 624
Passifs subordonnés	-	-	-	-	-	-	4 693	4 693
Divers	-	-	-	-	-	256	8	264
	<b>14 629 \$</b>	<b>8 188 \$</b>	<b>25 949 \$</b>	<b>27 459 \$</b>	<b>76 225 \$</b>	<b>20 151 \$</b>	<b>51 757 \$</b>	<b>148 133 \$</b>
Dont :								
Garanti	- \$	634 \$	4 924 \$	2 070 \$	7 628 \$	12 631 \$	18 467 \$	38 726 \$
Non garanti	14 629	7 554	21 025	25 389	68 597	7 520	33 290	109 407
	<b>14 629 \$</b>	<b>8 188 \$</b>	<b>25 949 \$</b>	<b>27 459 \$</b>	<b>76 225 \$</b>	<b>20 151 \$</b>	<b>51 757 \$</b>	<b>148 133 \$</b>
31 octobre 2020	17 139 \$	15 400 \$	12 670 \$	35 224 \$	80 433 \$	17 648 \$	54 253 \$	152 334 \$

1) Comprennent des dépôts à terme non négociables provenant d'autres banques.

2) Comprennent des passifs liés au financement de gros qui peuvent être convertis en vertu des règlements relatifs à la recapitalisation interne. Pour plus de précisions, se reporter à la section Gestion des fonds propres.

Le tableau ci-après présente les financements de gros de la CIBC répartis par devises :

En milliards de dollars, aux	31 janv. 2021		31 oct. 2020	
\$ CA	46,4 \$	31 %	50,8 \$	33 %
\$ US	76,0	51	75,4	50
Divers	25,7	18	26,1	17
	<b>148,1 \$</b>	<b>100 %</b>	<b>152,3 \$</b>	<b>100 %</b>

Nous gérons le risque de liquidité de façon à pouvoir résister à des cas graves de situation de crise pouvant tarir les liquidités. Le financement de gros peut présenter un risque de remboursement plus élevé dans des situations de crise et, pour l'atténuer, nous maintenons des portefeuilles importants d'actifs liquides non grevés. Se reporter à la section Actifs liquides pour plus de précisions.

### Notes de crédit

L'accès de la CIBC à du financement de gros et les coûts s'y rattachant dépendent de plusieurs facteurs, notamment des notes de crédit fournies par les agences de notation. Les opinions des agences de notation sont fondées sur des méthodes internes et sont susceptibles de changer en fonction de divers facteurs, dont la solidité financière, la position concurrentielle, le contexte macroéconomique et la situation de liquidité.

Nos notes de crédit sont résumées dans le tableau suivant :

Au 31 janvier 2021	DBRS	Fitch	Moody's	S&P
Dépôt/contrepartie <sup>1</sup>	AA	AA	Aa2	A+
Anciennes créances de premier rang <sup>2</sup>	AA	AA	Aa2	A+
Créances de premier rang <sup>3</sup>	AA(bas)	AA-	A2	BBB+
Titres secondaires	A(élevé)	A	Baa1	BBB+
Titres secondaires – instruments de FPUNV <sup>4</sup>	A(bas)	A	Baa1	BBB
Billets avec remboursement de capital à recours limité – instruments de FPUNV <sup>4</sup>	BBB(élevé)	s. o.	Baa3	BB+
Actions privilégiées – instruments de FPUNV <sup>4</sup>	Pfd-2	s. o.	Baa3	P-3(élevé)
Créances à court terme	R-1(élevé)	F1+	P-1	A-1
Perspective	Stable	Valeur négative	Stable	Stable

1) Note d'émetteur à long terme attribuée par DBRS, note d'évaluation du risque de contrepartie et des dépôts à long terme attribuée par Moody's, note de crédit de l'émetteur attribuée par S&P, et note de contrepartie à des dérivés et de défaut de l'émetteur à long terme attribuée par Fitch Ratings Inc. (Fitch).

2) Comprennent les créances de premier rang émises avant le 23 septembre 2018 ainsi que les créances de premier rang émises à compter du 23 septembre 2018 qui ne sont pas assujetties aux règlements relatifs à la recapitalisation interne.

3) Comprennent des passifs qui peuvent être convertis en vertu des règlements relatifs à la recapitalisation interne. Pour plus de précisions, se reporter à la section Gestion des fonds propres.

4) Comprennent les instruments traités comme des instruments de FPUNV conformément à la ligne directrice Normes de fonds propres du BSIF.

s. o. Sans objet.

## Exigences supplémentaires en matière de garantie à l'égard des baisses de note de crédit

Nous sommes tenus de fournir des garanties à certaines des contreparties avec lesquelles nous avons conclu des contrats de dérivés dans l'éventualité d'une baisse de notre note de crédit actuelle. Cette exigence de garantie est fondée sur les renseignements sur l'évaluation à la valeur de marché, l'évaluation des garanties et les seuils des ententes de garantie applicables. Le tableau suivant présente des exigences supplémentaires cumulatives en matière de garantie à l'égard des baisses de note de crédit :

En milliards de dollars, aux	31 janv. 2021	31 oct. 2020
Baisse de un cran	0,1 \$	0,1 \$
Baisse de deux crans	0,2	0,2
Baisse de trois crans	0,3	0,3

## Obligations contractuelles

Les obligations contractuelles donnent lieu à des engagements de paiements futurs ayant une incidence sur nos besoins en matière de liquidité et de fonds propres à court et à long terme. Ces obligations comprennent des passifs financiers, des engagements au titre du crédit et des liquidités et d'autres obligations contractuelles.

### Actifs et passifs

Le tableau suivant présente le profil des échéances contractuelles de nos actifs, de nos passifs et de nos capitaux propres au bilan selon leur valeur comptable. L'analyse contractuelle n'est pas représentative de l'exposition au risque de liquidité de la CIBC, mais cette information sert à informer la direction de la CIBC du risque de liquidité et à fournir des données pour établir un bilan tenant compte des facteurs comportementaux.

En millions de dollars, au 31 janvier 2021	Moins de 1 mois	De 1 mois à 3 mois	De 3 mois à 6 mois	De 6 mois à 9 mois	De 9 mois à 12 mois	De 1 an à 2 ans	De 2 ans à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance précise	Total
<b>Actif</b>										
Trésorerie et dépôts non productifs d'intérêts auprès d'autres banques <sup>1</sup>	42 986 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	42 986 \$
Dépôts productifs d'intérêts auprès d'autres banques	20 307	-	-	-	-	-	-	-	-	20 307
Valeurs mobilières	3 702	6 072	4 810	3 325	6 583	17 662	40 416	32 078	35 845	150 493
Garantie au comptant au titre de valeurs empruntées	11 557	-	-	-	-	-	-	-	-	11 557
Valeurs acquises en vertu de prises en pension de titres	35 447	17 733	6 897	2 597	1 722	-	-	-	-	64 396
<b>Prêts</b>										
Prêts hypothécaires à l'habitation	2 059	4 021	12 291	13 125	10 882	48 367	128 056	7 793	-	226 594
Prêts personnels	794	835	1 172	1 147	1 100	469	3 377	3 511	29 566	41 971
Cartes de crédit	225	450	675	675	675	2 699	5 310	-	-	10 709
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	15 234	5 973	8 695	5 551	6 257	28 004	41 439	15 436	8 274	134 863
Provision pour pertes sur créances	-	-	-	-	-	-	-	-	(3 484)	(3 484)
Dérivés	2 898	3 473	3 057	2 255	2 636	3 438	6 436	9 972	-	34 165
Engagements de clients en vertu d'acceptations	9 083	1 201	33	4	-	1	-	-	-	10 322
Autres actifs	-	-	-	-	-	-	-	-	38 029	38 029
	144 292 \$	39 758 \$	37 630 \$	28 679 \$	29 855 \$	100 640 \$	225 034 \$	68 790 \$	108 230 \$	782 908 \$
31 octobre 2020 <sup>2</sup>	141 033 \$	32 738 \$	41 413 \$	32 267 \$	28 499 \$	101 338 \$	224 276 \$	69 248 \$	98 739 \$	769 551 \$
<b>Passif</b>										
Dépôts <sup>3</sup>	28 557 \$	26 815 \$	46 158 \$	24 608 \$	25 384 \$	31 017 \$	51 613 \$	11 238 \$	328 537 \$	573 927 \$
Engagements liés à des valeurs vendues à découvert	19 476	-	-	-	-	-	-	-	-	19 476
Garanties au comptant au titre de valeurs prêtées	1 745	-	-	-	-	-	-	-	-	1 745
Engagements liés à des valeurs vendues en vertu de mises en pension de titres	42 622	28 180	2 994	474	407	1 845	-	-	-	76 522
Dérivés	3 159	4 270	3 435	2 869	2 256	2 456	5 418	8 295	-	32 158
Acceptations	9 141	1 201	33	4	-	1	-	-	-	10 380
Autres passifs	24	52	74	79	74	315	646	512	20 302	22 078
Titres secondaires	-	-	-	-	-	-	-	4 693	-	4 693
Capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	41 929	41 929
	104 724 \$	60 518 \$	52 694 \$	28 034 \$	28 121 \$	35 634 \$	57 677 \$	24 738 \$	390 768 \$	782 908 \$
31 octobre 2020	98 552 \$	40 528 \$	58 834 \$	43 919 \$	26 555 \$	33 273 \$	58 938 \$	26 416 \$	382 536 \$	769 551 \$

1) La trésorerie comprend les dépôts à vue productifs d'intérêts auprès de la Banque du Canada.

2) Retraité par rapport au montant présenté précédemment.

3) Comprend des dépôts des particuliers totalisant 206,1 G\$ (202,2 G\$ au 31 octobre 2020); des dépôts d'entreprises et de gouvernements et des emprunts garantis totalisant 349,1 G\$ (351,6 G\$ au 31 octobre 2020); et des dépôts bancaires totalisant 18,7 G\$ (17,0 G\$ au 31 octobre 2020).

Les variations du profil des échéances contractuelles ont découlé principalement de la migration naturelle des échéances et ont reflété également l'incidence de nos activités régulières.

## Engagements au titre du crédit

Le tableau ci-après présente les échéances contractuelles des engagements au titre du crédit (montants notionnels). Le total des montants contractuels n'est pas représentatif des liquidités futures requises, car on prévoit qu'une tranche importante des engagements arrivera à échéance sans que des prélèvements soient effectués.

En millions de dollars, au 31 janvier 2021	Moins de 1 mois	De 1 mois à 3 mois	De 3 mois à 6 mois	De 6 mois à 9 mois	De 9 mois à 12 mois	De 1 an à 2 ans	De 2 ans à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance précise <sup>1</sup>	Total
Engagements de crédit inutilisés	761 \$	10 387 \$	4 461 \$	3 891 \$	6 085 \$	21 867 \$	49 204 \$	2 144 \$	176 479 \$	275 279 \$
Prêts de valeurs <sup>2</sup>	40 394	2 794	2 954	-	-	-	-	-	-	46 142
Lettres de crédit de soutien et de bonne fin	2 397	1 409	3 461	2 619	3 282	514	678	42	-	14 402
Facilités de garantie de liquidité	-	179	1 442	10	9 848	252	18	-	-	11 749
Lettres de crédit documentaires et commerciales	38	62	19	7	10	1	12	-	-	149
Divers	141	-	-	-	-	-	-	-	-	141
	43 731 \$	14 831 \$	12 337 \$	6 527 \$	19 225 \$	22 634 \$	49 912 \$	2 186 \$	176 479 \$	347 862 \$

31 octobre 2020 39 474 \$ 24 451 \$ 11 188 \$ 8 798 \$ 6 427 \$ 20 638 \$ 51 245 \$ 1 714 \$ 173 157 \$ 337 092 \$

1) Comprend les marges de crédit personnelles, les marges de crédit garanties par un bien immobilier et les marges sur cartes de crédit, lesquelles sont annulables sans condition en tout temps à notre gré, d'un montant de 134,2 G\$ (131,3 G\$ au 31 octobre 2020).

2) Excluent les prêts de valeurs de 1,7 G\$ (1,8 G\$ au 31 octobre 2020) contre espèces puisqu'ils sont comptabilisés au bilan consolidé intermédiaire.

## Autres obligations contractuelles

Le tableau suivant présente les échéances contractuelles des autres obligations contractuelles ayant une incidence sur nos besoins en financement :

En millions de dollars, au 31 janvier 2021	Moins de 1 mois	De 1 mois à 3 mois	De 3 mois à 6 mois	De 6 mois à 9 mois	De 9 mois à 12 mois	De 1 an à 2 ans	De 2 ans à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Obligations d'achat <sup>1</sup>	79 \$	186 \$	218 \$	167 \$	146 \$	448 \$	471 \$	269 \$	1 984 \$
Engagements au titre de contrats de location futurs	-	4	11	13	13	51	90	1 307	1 489
Engagements de prise ferme	495	-	-	-	-	-	-	-	495
Engagements d'investissement	-	-	-	2	4	2	6	214	228
Cotisations de retraite <sup>2</sup>	17	33	49	50	-	-	-	-	149
	591 \$	223 \$	278 \$	232 \$	163 \$	501 \$	567 \$	1 790 \$	4 345 \$

31 octobre 2020 211 \$ 243 \$ 231 \$ 239 \$ 204 \$ 488 \$ 795 \$ 1 625 \$ 4 036 \$

1) Les obligations d'achat s'entendent des ententes exécutoires en droit en vertu desquelles nous convenons d'acheter des biens ou des services pour une quantité minimale ou de référence précise, à des prix fixes, minimums ou variables stipulés, sur une période donnée. Les obligations d'achat sont comprises jusqu'aux dates de fin de contrat précisées dans les ententes respectives, même si les contrats sont renouvelables. Nombre des contrats d'achat de biens et de services comprennent des dispositions nous permettant de résilier les ententes avant la fin des contrats moyennant un préavis donné. Cependant, le tableau ci-dessus présente nos obligations sans égard à ces clauses de résiliation (à moins que nous n'ayons fait connaître notre intention de résilier le contrat à la contrepartie). Le tableau exclut les achats de titres de créance et de titres de participation réglés dans les délais standards du marché.

2) Comprendent les cotisations minimales estimées dans nos régimes de retraite à prestations définies par capitalisation au Canada, aux États-Unis, au Royaume-Uni et dans les Caraïbes. Les cotisations minimales estimées seront uniquement comptabilisées au cours du prochain exercice qui se terminera le 31 octobre 2021, étant donné que les cotisations minimales dépendent de divers facteurs, dont le rendement du marché et les exigences réglementaires, et qu'elles sont donc assujetties à une grande variabilité.

## Autres risques

Nous disposons de politiques et de processus en vue d'évaluer, de surveiller et de contrôler les autres risques auxquels nous sommes exposés, dont le risque stratégique, le risque de réputation, le risque environnemental et social et le risque opérationnel, dont le risque d'assurance, le risque lié à la technologie, à l'information et à la cybersécurité et le risque de réglementation. Ces risques, de même que les politiques et les processus s'y rattachant, sont sensiblement les mêmes que ceux décrits aux pages 80 à 82 de notre Rapport annuel 2020.

## Questions relatives à la comptabilité et au contrôle

### Méthodes comptables critiques et estimations

Les présents états financiers consolidés intermédiaires ont été préparés selon la Norme comptable internationale 34 (IAS 34), *Information financière intermédiaire*, conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS) publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB). Un sommaire des principales méthodes comptables est présenté à la note 1 des états financiers consolidés de notre Rapport annuel 2020. Les états financiers consolidés intermédiaires ont été préparés selon les mêmes méthodes comptables que celles utilisées pour dresser les états financiers consolidés de la CIBC au 31 octobre 2020 et pour l'exercice clos à cette date, hormis le fait que la CIBC a adopté le Cadre conceptuel de l'information financière (Cadre conceptuel) et qu'elle a adopté les dispositions du document *Réforme des taux d'intérêt de référence, phase 2 (modifications d'IFRS 9, d'IAS 39, d'IFRS 7, d'IFRS 4 et d'IFRS 16)* (la « phase 2 des modifications ») de façon anticipée à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2020.

L'adoption du Cadre conceptuel n'a eu aucune incidence.

L'adoption anticipée des dispositions de la phase 2 des modifications, décrite dans la section Autres faits nouveaux en matière de réglementation ci-après, a exigé que nous fournissions des informations supplémentaires à la note 1 des états financiers consolidés intermédiaires.

Certaines méthodes comptables exigent que nous posions des jugements et fassions des estimations, dont certains pourraient avoir trait à des questions incertaines. La pandémie de COVID-19 continue d'exiger une part plus élevée de jugement, comme il est décrit aux pages 83 à 88 de notre Rapport annuel 2020, et pourrait avoir une incidence importante sur nos résultats financiers, particulièrement en ce qui a trait à l'estimation des pertes de crédit attendues.

Au cours du trimestre, l'évolution favorable de nos perspectives économiques a donné lieu à une réduction relativement modérée de nos pertes de crédit attendues sur les prêts productifs de premier et de deuxième stades par rapport au trimestre précédent. Une part importante de jugement était inhérente aux prévisions sur les informations prospectives, y compris à l'égard de notre scénario de référence fondé sur l'hypothèse qu'une opération de vaccination de masse aura lieu dans de nombreux pays au cours du printemps et de l'été et que les programmes de vaccination seront efficaces contre les nouveaux variants, ce qui favorisera une reprise plus vigoureuse à l'échelle mondiale au cours du deuxième semestre de l'année.

Tout changement dans les jugements et les estimations en lien avec l'IFRS 9 peut avoir une incidence importante sur le montant des provisions pour pertes de crédit attendues et la volatilité de la dotation à la provision pour pertes de crédit d'une période à l'autre. Pour plus de précisions sur le

niveau élevé de jugement inhérent à l'estimation de la provision pour pertes de crédit attendues dans le contexte de la pandémie de COVID-19, se reporter à la note 6 des états financiers consolidés de notre Rapport annuel 2020 et à la note 6 des états financiers consolidés intermédiaires.

## Faits nouveaux en matière de comptabilité

Pour plus de précisions sur les autres modifications de méthodes comptables futures, se reporter à la note 1 des états financiers consolidés intermédiaires et à la note 32 des états financiers consolidés de notre Rapport annuel 2020.

## Autres faits nouveaux en matière de réglementation

### Réforme des taux d'intérêt de référence

Divers indices de taux d'intérêt et autres indices qui sont présumés être des « indices de référence » (y compris le LIBOR) sont assujettis aux lignes directrices réglementaires internationales et aux propositions de réforme. Les organismes de réglementation de divers pays ont préconisé la transition des taux interbancaires offerts vers des taux d'intérêt de référence alternatifs (« taux alternatifs »), fondés sur des taux sans risque établis au moyen de transactions réelles sur le marché. La FCA du Royaume-Uni a initialement annoncé en juillet 2017 qu'elle n'obligerait pas les banques à soumettre des taux LIBOR après décembre 2021. En novembre 2020, la FCA et le ICE Benchmark Administrator (IBA) ont annoncé la mise en place d'un processus de consultation qui pourrait conduire à une prolongation de 18 mois, soit jusqu'au 30 juin 2023, de la plupart des échéances indexées au taux LIBOR en dollars américains, sauf pour ce qui est des montages de nouveaux produits, lesquels ne pourront plus être indexés au taux LIBOR en dollars américains après la fin de 2021. Nous suivons le processus de consultation de près.

La transition des taux d'intérêt de référence actuels vers les taux alternatifs pourrait avoir une incidence défavorable sur la valeur ou le rendement du marché de la négociation des contrats liés aux taux d'intérêt de référence actuels. Cette transition pourrait mener à l'abandon des taux LIBOR et d'autres taux d'intérêt de référence.

Un nombre important de nos contrats de dérivés, de prêts et de dépôts font référence à divers taux d'intérêt de référence, y compris des contrats dont les échéances vont au-delà de décembre 2021. Nous détenons également des valeurs mobilières faisant référence à des taux interbancaires offerts. En réponse à la réforme proposée des taux d'intérêt de référence, nous avons mis en place un programme de transition à l'égard des taux interbancaires offerts à l'échelle de l'entreprise (le « programme ») pour gérer et coordonner tous les aspects liés à la transition. Pour plus de précisions, se reporter à la section Autres faits nouveaux en matière de réglementation de notre Rapport annuel 2020.

Dans le cadre du programme, nous sommes à préparer la transition des contrats fondés sur des taux interbancaires offerts existants vers ceux faisant référence aux nouveaux taux alternatifs, et à élaborer des processus opérationnels connexes. Nous avons adhéré au protocole IBOR Fallbacks 2020 de l'International Swaps and Derivatives Association (l'« ISDA ») afin de faciliter la transition du taux contractuel pour les dérivés avec des contreparties qui ont également adhéré au protocole de l'ISDA. Une telle transition entrera en vigueur à la survenance de certains événements déclencheurs prescrits. Nous avons poursuivi l'élaboration de plans de mesures correctrices pour les contrats de nos produits indexés au LIBOR et avons continué à rendre l'information accessible aux clients, en leur offrant des conseils concernant les faits nouveaux.

Nous continuons d'évaluer les répercussions de la réforme des taux interbancaires offerts sur nos activités et d'échanger avec des associations sectorielles au sujet des développements récents concernant la transition vers les taux sans risque, ce qui nécessite notamment l'élaboration de processus opérationnels connexes. Nous continuons également à échanger avec des associations sectorielles pour intégrer les développements récents à notre plan de mise en œuvre. Aux termes du programme, la haute direction, y compris le comité de direction, sera informée régulièrement des progrès réalisés.

### Modifications des méthodes comptables actuelles dans le cadre de la réforme des taux d'intérêt de référence

L'IASB a examiné, en deux phases, la réforme des taux d'intérêt de référence et ses incidences sur la présentation de l'information financière. La phase 1 traite principalement des questions ayant une incidence sur la présentation de l'information financière au cours de la période précédant la réforme des taux d'intérêt de référence, et la phase 2, des questions qui ont une incidence sur la présentation de l'information financière lorsque le taux existant est remplacé par un taux alternatif. En septembre 2019, l'IASB a parachevé la phase 1 en publiant le document intitulé *Réforme des taux d'intérêt de référence (modification d'IFRS 9, d'IAS 39 et d'IFRS 7)* (les « modifications issues de la phase 1 »). Nous avons choisi d'adopter les modifications issues de la phase 1 de manière anticipée à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2019. L'incidence de l'adoption anticipée des modifications de la phase 1 sur la comptabilisation et la présentation de l'information financière a été décrite à la note 1 de notre Rapport annuel 2020.

En août 2020, l'IASB a parachevé la phase 2 en publiant le document intitulé *Réforme des taux d'intérêt de référence, phase 2 (modification d'IFRS 9, d'IAS 39, d'IFRS 7, d'IFRS 4 et d'IFRS 16)* (les « modifications issues de la phase 2 »), qui traite des questions ayant une incidence sur la présentation de l'information financière lorsqu'un taux existant est remplacé par un taux alternatif et qui énonce des exigences spécifiques en matière d'informations à fournir. Les modifications issues de la phase 2 entrent en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2021. Puisque nous avons choisi de continuer d'appliquer les dispositions de l'IAS 39 relatives à la comptabilité de couverture lors de l'adoption de l'IFRS 9, les modifications apportées à l'IAS 39, à l'IFRS 7, à l'IFRS 4 et à l'IFRS 16 dans le cadre de la phase 2 s'appliqueront obligatoirement le 1<sup>er</sup> novembre 2021 en ce qui nous concerne, l'application anticipée étant autorisée. Nous avons choisi d'adopter les modifications issues de la phase 2 de manière anticipée à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2020. Par conséquent, nous avons fourni des informations supplémentaires sur nos expositions aux principaux taux d'intérêt de référence visés par la réforme à la note 1 des états financiers consolidés intermédiaires.

## Contrôles et procédures

### Contrôles et procédures de communication de l'information

La direction de la CIBC, en collaboration avec le président et chef de la direction et le chef des services financiers, a évalué l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information de la CIBC en date du 31 janvier 2021 (conformément aux règles de la SEC et des Autorités canadiennes en valeurs mobilières). D'après cette évaluation, le président et chef de la direction et le chef des services financiers ont conclu que ces contrôles et procédures étaient efficaces.

### Modification du contrôle interne à l'égard de l'information financière

Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2021, le contrôle interne de la CIBC à l'égard de l'information financière n'a fait l'objet d'aucun changement qui a modifié de façon importante son contrôle interne à l'égard de l'information financière, ou qui aurait raisonnablement pu le faire.

## Transactions entre parties liées

Les procédures et les politiques de la CIBC concernant les transactions entre parties liées n'ont fait l'objet d'aucun changement important depuis le 31 octobre 2020. Pour plus de précisions, se reporter aux pages 90 à 183 de notre Rapport annuel 2020.

# États financiers consolidés intermédiaires

(non audité)

## Table des matières

<b>43</b>	<b>Bilan consolidé</b>
<b>44</b>	<b>Compte de résultat consolidé</b>
<b>45</b>	<b>État du résultat global consolidé</b>
<b>46</b>	<b>État des variations des capitaux propres consolidé</b>
<b>47</b>	<b>Tableau des flux de trésorerie consolidé</b>
<b>48</b>	<b>Notes des états financiers consolidés intermédiaires</b>

48	Note 1	–	Changements de méthodes comptables	61	Note 9	–	Capital-actions
49	Note 2	–	Incidence de la COVID-19	61	Note 10	–	Avantages postérieurs à l'emploi
50	Note 3	–	Évaluation de la juste valeur	62	Note 11	–	Impôt sur le résultat
53	Note 4	–	Transactions importantes	62	Note 12	–	Résultat par action
53	Note 5	–	Valeurs mobilières	63	Note 13	–	Passifs éventuels et provisions
55	Note 6	–	Prêts	63	Note 14	–	Produits d'intérêts et charges d'intérêts
60	Note 7	–	Dépôts	64	Note 15	–	Informations sectorielles
60	Note 8	–	Titres secondaires				

# Bilan consolidé

Non audité, en millions de dollars canadiens, aux	31 janv. 2021	31 oct. 2020
<b>ACTIF</b>		
<b>Trésorerie et dépôts non productifs d'intérêts auprès d'autres banques</b>	<b>42 986 \$</b>	43 531 \$
<b>Dépôts productifs d'intérêts auprès d'autres banques</b>	<b>20 307</b>	18 987
<b>Valeurs mobilières (note 5)</b>	<b>150 493</b>	149 046
<b>Garantie au comptant au titre de valeurs empruntées</b>	<b>11 557</b>	8 547
<b>Valeurs acquises en vertu de prises en pension de titres</b>	<b>64 396</b>	65 595
<b>Prêts (note 6)</b>		
Prêts hypothécaires à l'habitation	226 594	221 165
Prêts personnels	41 971	42 222
Cartes de crédit	10 709	11 389
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	134 863	135 546
Provision pour pertes sur créances	(3 484)	(3 540)
	<b>410 653</b>	406 782
<b>Divers</b>		
Dérivés	34 165	32 730
Engagements de clients en vertu d'acceptations	10 322	9 606
Immobilisations corporelles	2 932	2 997
Goodwill	5 084	5 253
Logiciels et autres immobilisations incorporelles	1 942	1 961
Placements dans des entreprises associées et des coentreprises comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence	658	658
Actifs d'impôt différé	519	650
Autres actifs	26 894	23 208
	<b>82 516</b>	77 063
	<b>782 908 \$</b>	769 551 \$
<b>PASSIF ET CAPITAUX PROPRES</b>		
<b>Dépôts (note 7)</b>		
Particuliers	206 090 \$	202 152 \$
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	310 445	311 426
Banques	18 666	17 011
Emprunts garantis	38 726	40 151
	<b>573 927</b>	570 740
<b>Engagements liés à des valeurs vendues à découvert</b>	<b>19 476</b>	15 963
<b>Garanties au comptant au titre de valeurs prêtées</b>	<b>1 745</b>	1 824
<b>Engagements liés à des valeurs vendues en vertu de mises en pension de titres</b>	<b>76 522</b>	71 653
<b>Divers</b>		
Dérivés	32 158	30 508
Acceptations	10 380	9 649
Passif d'impôt différé	35	33
Autres passifs	22 043	22 134
	<b>64 616</b>	62 324
<b>Titres secondaires</b>	<b>4 693</b>	5 712
<b>Capitaux propres</b>		
Actions privilégiées et autres titres de participation	3 575	3 575
Actions ordinaires (note 9)	13 991	13 908
Surplus d'apport	119	117
Résultats non distribués	23 060	22 119
Cumul des autres éléments du résultat global	1 007	1 435
<b>Total des capitaux propres applicables aux actionnaires</b>	<b>41 752</b>	41 154
Participations ne donnant pas le contrôle	177	181
<b>Total des capitaux propres</b>	<b>41 929</b>	41 335
	<b>782 908 \$</b>	769 551 \$

Les notes ci-jointes et les parties ombragées de la section Gestion du risque du rapport de gestion font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

# Compte de résultat consolidé

	31 janv. 2021	31 oct. 2020	31 janv. 2020
Non audité, en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire, pour les trois mois clos les			
<b>Produits d'intérêts (note 14)<sup>1</sup></b>			
Prêts	3 071 \$	3 099 \$	3 986 \$
Valeurs mobilières	569	572	730
Valeurs empruntées ou acquises en vertu de prises en pension de titres	90	87	364
Dépôts auprès d'autres banques	41	42	102
	<b>3 771</b>	<b>3 800</b>	<b>5 182</b>
<b>Charges d'intérêts (note 14)</b>			
Dépôts	755	822	1 983
Valeurs vendues à découvert	56	59	75
Valeurs prêtées ou vendues en vertu de mises en pension de titres	71	71	295
Titres secondaires	35	36	46
Divers	15	20	22
	<b>932</b>	<b>1 008</b>	<b>2 421</b>
<b>Produits nets d'intérêts</b>	<b>2 839</b>	<b>2 792</b>	<b>2 761</b>
<b>Produits autres que d'intérêts</b>			
Rémunération de prise ferme et honoraires de consultation	134	103	126
Frais sur les dépôts et les paiements	195	186	222
Commissions sur crédit	287	265	254
Honoraires d'administration de cartes	123	105	122
Honoraires de gestion de placements et de garde	373	357	350
Produits tirés des fonds communs de placement	424	402	409
Produits tirés des assurances, nets des réclamations	97	95	102
Commissions liées aux transactions sur valeurs mobilières	103	83	81
Profits (pertes) sur les instruments financiers évalués/désignés à la juste valeur par le biais du résultat net (JVRN), montant net	213	86	265
Profits (pertes) sur les titres de créance évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global (JVAERG) et au coût amorti, montant net	36	4	11
Produits tirés des opérations de change autres que de négociation	69	45	58
Quote-part du résultat d'entreprises associées et de coentreprises comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence	16	12	18
Divers	54	65	76
	<b>2 124</b>	<b>1 808</b>	<b>2 094</b>
<b>Total des produits</b>	<b>4 963</b>	<b>4 600</b>	<b>4 855</b>
<b>Dotations à la provision pour pertes sur créances (note 6)</b>	<b>147</b>	<b>291</b>	<b>261</b>
<b>Charges autres que d'intérêts</b>			
Salaires et avantages du personnel	1 564	1 371	1 897
Frais d'occupation	193	321	206
Matériel informatique, logiciels et matériel de bureau	467	516	470
Communications	79	72	75
Publicité et expansion des affaires	45	71	77
Honoraires	47	53	50
Taxes d'affaires et taxes sur le capital	31	30	36
Divers	300	457	254
	<b>2 726</b>	<b>2 891</b>	<b>3 065</b>
<b>Résultat avant impôt sur le résultat</b>	<b>2 090</b>	<b>1 418</b>	<b>1 529</b>
<b>Impôt sur le résultat</b>	<b>465</b>	<b>402</b>	<b>317</b>
<b>Résultat net</b>	<b>1 625 \$</b>	<b>1 016 \$</b>	<b>1 212 \$</b>
<b>Résultat net (perte nette) applicable aux participations ne donnant pas le contrôle</b>	<b>4 \$</b>	<b>1 \$</b>	<b>7 \$</b>
Porteurs d'actions privilégiées et d'autres titres de participation	30 \$	30 \$	31 \$
Porteurs d'actions ordinaires	1 591	985	1 174
<b>Résultat net applicable aux actionnaires</b>	<b>1 621 \$</b>	<b>1 015 \$</b>	<b>1 205 \$</b>
<b>Résultat par action (en dollars) (note 12)</b>			
De base	3,56 \$	2,21 \$	2,64 \$
Dilué	3,55	2,20	2,63
<b>Dividendes par action ordinaire (en dollars)</b>	<b>1,46</b>	<b>1,46</b>	<b>1,44</b>

1) Comprend des produits d'intérêts de 3,4 G\$, calculés selon la méthode du taux d'intérêt effectif, pour le trimestre clos le 31 janvier 2021 (3,4 G\$ pour le trimestre clos le 31 octobre 2020 et 4,7 G\$ pour le trimestre clos le 31 janvier 2020).

Les notes ci-jointes et les parties ombragées de la section Gestion du risque du rapport de gestion font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

# État du résultat global consolidé

Non audité, en millions de dollars canadiens, pour les trois mois clos les	31 janv. 2021	31 oct. 2020	31 janv. 2020
Résultat net	1 625 \$	1 016 \$	1 212 \$
Autres éléments du résultat global, nets de l'impôt sur le résultat, qui pourraient faire l'objet d'un reclassement subséquent en résultat net			
<b>Écart de change, montant net</b>			
Profits nets (pertes nettes) sur investissements dans des établissements à l'étranger	(1 417)	(187)	162
Profits nets (pertes nettes) sur transactions de couverture d'investissements dans des établissements à l'étranger	798	103	(85)
	(619)	(84)	77
<b>Variation nette des titres de créance évalués à la JVAERG</b>			
Profits nets (pertes nettes) sur les valeurs évaluées à la JVAERG	56	5	44
Reclassement en résultat net de (profits nets) pertes nettes	(26)	(5)	(6)
	30	-	38
<b>Variation nette des couvertures de flux de trésorerie</b>			
Profits nets (pertes nettes) sur dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie	124	32	(11)
Reclassement en résultat net de (profits nets) pertes nettes	(148)	(62)	14
	(24)	(30)	3
Autres éléments du résultat global, nets de l'impôt sur le résultat, qui ne pourraient pas faire l'objet d'un reclassement subséquent en résultat net			
<b>Profits nets (pertes nettes) au titre des régimes d'avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies</b>	199	147	(105)
<b>Profits nets (pertes nettes) découlant de la variation de la juste valeur des passifs désignés à leur juste valeur attribuable aux variations du risque de crédit</b>	(35)	(8)	(22)
<b>Profits nets (pertes nettes) sur les titres de participation désignés à la JVAERG</b>	24	25	36
	188	164	(91)
<b>Total des autres éléments du résultat global<sup>1</sup></b>	<b>(425)</b>	<b>50</b>	<b>27</b>
<b>Résultat global</b>	<b>1 200 \$</b>	<b>1 066 \$</b>	<b>1 239 \$</b>
<b>Résultat global applicable aux participations ne donnant pas le contrôle</b>	<b>4 \$</b>	<b>1 \$</b>	<b>7 \$</b>
Porteurs d'actions privilégiées et d'autres titres de participation	30 \$	30 \$	31 \$
Porteurs d'actions ordinaires	1 166	1 035	1 201
<b>Résultat global applicable aux actionnaires</b>	<b>1 196 \$</b>	<b>1 065 \$</b>	<b>1 232 \$</b>

1) Comprend des pertes de 6 M\$ pour le trimestre clos le 31 janvier 2021 (pertes de 1 M\$ pour le trimestre clos le 31 octobre 2020 et pertes de 4 M\$ pour le trimestre clos le 31 janvier 2020) ayant trait à nos placements dans des entreprises associées et des coentreprises comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence.

Non audité, en millions de dollars canadiens, pour les trois mois clos les	31 janv. 2021	31 oct. 2020	31 janv. 2020
<b>(Charge) économie d'impôt sur le résultat attribuée à chacune des composantes des autres éléments du résultat global</b>			
Éléments qui pourraient faire l'objet d'un reclassement subséquent en résultat net			
<b>Écart de change, montant net</b>			
Profits nets (pertes nettes) sur investissements dans des établissements à l'étranger	11 \$	1 \$	(1) \$
Profits nets (pertes nettes) sur transactions de couverture d'investissements dans des établissements à l'étranger	(15)	(3)	-
	(4)	(2)	(1)
<b>Variation nette des titres de créance évalués à la JVAERG</b>			
Profits nets (pertes nettes) sur les valeurs évaluées à la JVAERG	(25)	(7)	(12)
Reclassement en résultat net de (profits nets) pertes nettes	9	1	2
	(16)	(6)	(10)
<b>Variation nette des couvertures de flux de trésorerie</b>			
Profits nets (pertes nettes) sur dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie	(45)	(12)	4
Reclassement en résultat net de (profits nets) pertes nettes	53	22	(5)
	8	10	(1)
Éléments qui ne peuvent faire l'objet d'un reclassement subséquent en résultat net			
<b>Profits nets (pertes nettes) au titre des régimes d'avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies</b>	(71)	(42)	36
<b>Profits nets (pertes nettes) découlant de la variation de la juste valeur des passifs désignés à leur juste valeur attribuable aux variations du risque de crédit</b>	13	4	8
<b>Profits nets (pertes nettes) sur les titres de participation désignés à la JVAERG</b>	(8)	(9)	(13)
	(66)	(47)	31
	(78) \$	(45) \$	19 \$

Les notes ci-jointes et les parties ombragées de la section Gestion du risque du rapport de gestion font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

# État des variations des capitaux propres consolidé

Non audité, en millions de dollars canadiens, pour les trois mois clos les	31 janv. 2021	31 oct. 2020	31 janv. 2020
<b>Actions privilégiées et autres titres de participation</b>			
Solde au début de la période	3 575 \$	2 825 \$	2 825 \$
Émission d'actions privilégiées et de billets avec remboursement de capital à recours limité	-	750	-
Solde à la fin de la période	3 575 \$	3 575 \$	2 825 \$
<b>Actions ordinaires (note 9)</b>			
Solde au début de la période	13 908 \$	13 800 \$	13 591 \$
Émission d'actions ordinaires	99	89	123
Achat d'actions ordinaires aux fins d'annulation	-	-	(46)
Actions autodétenues	(16)	19	1
Solde à la fin de la période	13 991 \$	13 908 \$	13 669 \$
<b>Surplus d'apport</b>			
Solde au début de la période	117 \$	122 \$	125 \$
Charge de rémunération découlant des attributions fondées sur des actions réglées en instruments de capitaux propres	6	3	3
Exercice d'options sur actions et règlement d'autres attributions fondées sur des actions réglées en instruments de capitaux propres	(5)	(8)	(4)
Divers	1	-	(1)
Solde à la fin de la période	119 \$	117 \$	123 \$
<b>Résultats non distribués</b>			
Solde au début de la période avant les modifications de méthodes comptables	s. o.	s. o.	20 972 \$
Incidence de l'adoption de l'IFRS 16 le 1 <sup>er</sup> novembre 2019	s. o.	s. o.	127
Solde au début de la période après les modifications de méthodes comptables	22 119 \$	21 726 \$	21 099 \$
Résultat net applicable aux actionnaires	1 621	1 015	1 205
Dividendes et distributions			
Actions privilégiées et autres titres de participation	(30)	(30)	(31)
Actions ordinaires	(653)	(652)	(641)
Prime à l'achat d'actions ordinaires aux fins d'annulation	-	-	(119)
Profits réalisés (pertes réalisées) sur les titres de participation désignés à la JVAERG reclassés du cumul des autres éléments du résultat global	3	62	29
Divers	-	(2)	1
Solde à la fin de la période	23 060 \$	22 119 \$	21 543 \$
<b>Cumul des autres éléments du résultat global, net de l'impôt sur le résultat</b>			
Cumul des autres éléments du résultat global, net de l'impôt sur le résultat, qui pourraient faire l'objet d'un reclassement subséquent en résultat net			
<b>Écart de change, montant net</b>			
Solde au début de la période	1 173 \$	1 257 \$	993 \$
Variation nette de l'écart de change	(619)	(84)	77
Solde à la fin de la période	554 \$	1 173 \$	1 070 \$
<b>Profits nets (pertes nettes) sur les titres de créance évalués à la JVAERG</b>			
Solde au début de la période	309 \$	309 \$	77 \$
Variation nette des valeurs évaluées à la JVAERG	30	-	38
Solde à la fin de la période	339 \$	309 \$	115 \$
<b>Profits nets (pertes nettes) sur couvertures de flux de trésorerie</b>			
Solde au début de la période	274 \$	304 \$	113 \$
Variation nette des couvertures de flux de trésorerie	(24)	(30)	3
Solde à la fin de la période	250 \$	274 \$	116 \$
Cumul des autres éléments du résultat global, net de l'impôt sur le résultat, qui ne pourraient pas faire l'objet d'un reclassement subséquent en résultat net			
<b>Profits nets (pertes nettes) au titre des régimes d'avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies</b>			
Solde au début de la période	(283) \$	(430) \$	(363) \$
Variation nette des régimes d'avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies	199	147	(105)
Solde à la fin de la période	(84) \$	(283) \$	(468) \$
<b>Profits nets (pertes nettes) découlant de la variation de la juste valeur des passifs désignés à leur juste valeur attribuable aux variations du risque de crédit</b>			
Solde au début de la période	(40) \$	(32) \$	16 \$
Variation nette attribuable aux variations du risque de crédit	(35)	(8)	(22)
Solde à la fin de la période	(75) \$	(40) \$	(6) \$
<b>Profits nets (pertes nettes) sur les titres de participation désignés à la JVAERG</b>			
Solde au début de la période	2 \$	39 \$	45 \$
Profits nets (pertes nettes) sur les titres de participation désignés à la JVAERG	24	25	36
Profits réalisés (pertes réalisées) sur les titres de participation désignés à la JVAERG reclassé(e)s en résultats non distribués	(3)	(62)	(29)
Solde à la fin de la période	23 \$	2 \$	52 \$
<b>Total du cumul des autres éléments du résultat global, net de l'impôt sur le résultat</b>	<b>1 007 \$</b>	<b>1 435 \$</b>	<b>879 \$</b>
<b>Participations ne donnant pas le contrôle</b>			
Solde au début de la période	181 \$	179 \$	186 \$
Résultat net applicable aux participations ne donnant pas le contrôle	4	1	7
Dividendes	-	(2)	(2)
Divers	(8)	3	-
Solde à la fin de la période	177 \$	181 \$	191 \$
<b>Capitaux propres à la fin de la période</b>	<b>41 929 \$</b>	<b>41 335 \$</b>	<b>39 230 \$</b>

s. o. Sans objet

Les notes ci-jointes et les parties ombragées de la section Gestion du risque du rapport de gestion font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

# Tableau des flux de trésorerie consolidé

Non audité, en millions de dollars canadiens, pour les trois mois clos les	31 janv. 2021	31 oct. 2020	31 janv. 2020
<b>Flux de trésorerie d'exploitation</b>			
Résultat net	1 625 \$	1 016 \$	1 212 \$
Ajustements pour rapprocher le résultat net des flux de trésorerie d'exploitation :			
Dotation à la provision pour pertes sur créances	147	291	261
Amortissement et perte de valeur <sup>1</sup>	237	536	246
Charge au titre des options sur actions et des actions subalternes	6	3	3
Impôt différé	43	(16)	(93)
Pertes (profits) sur titres de créance évalués à la JVAERG et au coût amorti	(36)	(4)	(11)
Pertes nettes (profits nets) à la cession d'immobilisations corporelles	-	-	1
Autres éléments hors caisse, montant net	82	14	(68)
Variations nettes des actifs et des passifs d'exploitation			
Dépôts productifs d'intérêts auprès d'autres banques	(1 320)	64	(2 458)
Prêts, nets des remboursements	(4 177)	(2 256)	(4 116)
Dépôts, nets des retraits	1 628	3 775	12 718
Engagements liés à des valeurs vendues à découvert	3 513	(263)	1 791
Intérêts courus à recevoir	132	(179)	151
Intérêts courus à payer	(159)	109	(112)
Actifs dérivés	(1 440)	10 715	(1 356)
Passifs dérivés	1 688	(12 386)	252
Valeurs mobilières évaluées à la JVRN	(3 864)	(1 868)	(9 009)
Autres actifs et passifs évalués/désignés à la JVRN	1 727	975	(1 050)
Impôt exigible	62	(221)	1 242
Garanties au comptant au titre de valeurs prêtées	(79)	260	(200)
Engagements liés à des valeurs vendues en vertu de mises en pension de titres	4 869	6 678	5 339
Garantie au comptant au titre de valeurs empruntées	(3 010)	(1 335)	(2 964)
Valeurs acquises en vertu de prises en pension de titres	1 199	(10 747)	(807)
Divers, montant net	(4 096)	1 845	(297)
	(1 223)	(2 994)	675
<b>Flux de trésorerie de financement</b>			
Remboursement/rachat/échéance de titres secondaires	(1 008)	(33)	-
Émission d'actions privilégiées et de billets avec remboursement de capital à recours limité, nette des frais liés à l'émission	-	747	-
Émission d'actions ordinaires au comptant	62	4	83
Achat d'actions ordinaires aux fins d'annulation	-	-	(165)
Vente (achat) d'actions autodétenues, montant net	(16)	19	1
Dividendes et distributions versés	(651)	(650)	(636)
Remboursement des obligations locatives	(74)	(78)	(75)
	(1 687)	9	(792)
<b>Flux de trésorerie d'investissement</b>			
Achat de valeurs mobilières évaluées/désignées à la JVAERG et au coût amorti	(9 954)	(10 056)	(9 821)
Produit de la vente de valeurs mobilières évaluées/désignées à la JVAERG et au coût amorti	6 812	2 346	3 757
Produit à l'échéance de titres de créance évalués à la JVAERG et au coût amorti	5 676	4 968	7 145
Vente (achat) d'immobilisations corporelles, montant net	(71)	(100)	(62)
	2 463	(2 842)	1 019
Incidence de la fluctuation des taux de change sur la trésorerie et les dépôts non productifs d'intérêts auprès d'autres banques	(98)	(13)	12
<b>Augmentation (diminution) nette de la trésorerie et des dépôts non productifs d'intérêts auprès d'autres banques au cours de la période</b>	<b>(545)</b>	<b>(5 840)</b>	<b>914</b>
Trésorerie et dépôts non productifs d'intérêts auprès d'autres banques au début de la période	43 531	49 371	3 840
<b>Trésorerie et dépôts non productifs d'intérêts auprès d'autres banques à la fin de la période<sup>2</sup></b>	<b>42 986 \$</b>	<b>43 531 \$</b>	<b>4 754 \$</b>
Intérêts versés au comptant	1 091 \$	899 \$	2 533 \$
Intérêts reçus au comptant	3 659	3 401	5 139
Dividendes reçus au comptant	244	220	194
Impôt sur le résultat payé (reçu) au comptant	360	639	(832)

1) Comprennent l'amortissement et la perte de valeur des bâtiments, des actifs au titre de droits d'utilisation, du mobilier, du matériel, des améliorations locatives et des logiciels, ainsi que d'autres immobilisations incorporelles.

2) Comprennent des liquidités soumises à restriction de 493 M\$ (463 M\$ au 31 octobre 2020 et 493 M\$ au 31 janvier 2020) et des comptes de dépôt à vue productifs d'intérêts avec la Banque du Canada.

Les notes ci-jointes et les parties ombragées de la section Gestion du risque du rapport de gestion font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

# Notes des états financiers consolidés intermédiaires (non audité)

Les états financiers consolidés intermédiaires de la CIBC ont été préparés selon le paragraphe 308(4) de la *Loi sur les banques* (Canada), qui prévoit qu'à moins d'indication contraire du Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF), les états financiers doivent être préparés selon les Normes internationales d'information financière (IFRS) publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB). Aucune des exigences comptables du BSIF ne fait exception aux IFRS.

Les présents états financiers consolidés intermédiaires ont été préparés selon la Norme comptable internationale 34 (IAS 34), *Information financière intermédiaire*, et ne comprennent pas toute l'information qui doit être présentée dans les états financiers consolidés annuels complets. À l'exception de ce qui est indiqué ci-après, les présents états financiers consolidés intermédiaires sont dressés selon les mêmes méthodes et conventions comptables que celles utilisées pour dresser les états financiers consolidés de la CIBC au 31 octobre 2020 et pour l'exercice clos à cette date.

À moins d'indication contraire, tous les montants contenus dans les présents états financiers consolidés intermédiaires sont libellés en dollars canadiens. La publication des présents états financiers consolidés intermédiaires a été approuvée par le conseil d'administration le 24 février 2021.

## Note 1. Changements de méthodes comptables

### a) Changements de méthodes comptables pour la période considérée

#### *Réforme des taux d'intérêt de référence, phase 2 (modification d'IFRS 9, d'IAS 39, d'IFRS 7, d'IFRS 4 et d'IFRS 16)*

Divers indices de taux d'intérêt et autres indices qui sont présumés être des « indices de référence » (y compris le LIBOR) sont assujettis aux lignes directrices réglementaires internationales et aux propositions de réforme. Les organismes de réglementation de divers pays ont préconisé la transition des taux interbancaires offerts vers des taux d'intérêt de référence alternatifs (« taux alternatifs »), fondés sur des taux sans risque établis au moyen de transactions réelles sur le marché. La Financial Conduct Authority (FCA) du Royaume-Uni a initialement annoncé en juillet 2017 qu'elle n'obligerait pas les banques à soumettre des taux LIBOR après décembre 2021. En novembre 2020, la FCA et le ICE Benchmark Administrator (IBA) ont annoncé la mise en place d'un processus de consultation qui pourrait conduire à une prolongation de 18 mois, soit jusqu'au 30 juin 2023, de la plupart des échéances indexées au taux LIBOR en dollars américains, sauf pour ce qui est des montages de nouveaux produits, lesquels ne pourront plus être indexés au taux LIBOR en dollars américains après la fin de 2021. Nous suivons le processus de consultation de près.

En réponse à la réforme des taux d'intérêt de référence, l'IASB a publié la *Réforme des taux d'intérêt de référence, phase 2 (modification d'IFRS 9, d'IAS 39, d'IFRS 7, d'IFRS 4 et d'IFRS 16)* (les « modifications issues de la phase 2 ») en août 2020. Ces modifications concernent des questions qui ont une incidence sur la présentation de l'information financière lorsque le taux existant est remplacé par un taux alternatif et concluent les modifications de l'IASB aux normes de présentation de l'information financière en raison de l'incidence de la réforme des taux d'intérêt de référence. Même si les modifications issues de la phase 2 entrent en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2021, nous avons choisi de les adopter de manière anticipée à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2020. Seules les modifications apportées à l'IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation* (IAS 39), à l'IFRS 7, *Instruments financiers : Informations à fournir*, à l'IFRS 4, *Contrats d'assurance*, et à l'IFRS 16, *Contrats de location*, s'appliquent en ce qui nous concerne parce que nous avons choisi de continuer d'appliquer les dispositions de l'IAS 39 portant sur la comptabilité de couverture au moment d'adopter l'IFRS 9, *Instruments financiers* (IFRS 9).

Les modifications issues de la phase 2 permettent qu'une modification aux actifs financiers, passifs financiers et obligations locatives du preneur requise en conséquence directe de la réforme des taux interbancaires offerts et apportée selon une base économiquement équivalente soit comptabilisée en révisant de façon prospective le taux d'intérêt effectif. Les modifications consentent également une exception temporaire qui permet la poursuite des relations de couverture à la suite du remplacement d'un taux d'intérêt de référence existant par un taux alternatif selon certaines conditions d'admissibilité, y compris la modification de la désignation et de la documentation de la couverture pour prendre en compte le nouveau taux, et l'établissement de nouvelles relations de couverture qui sont dans le champ d'application des modifications issues de la phase 2.

L'IASB avait préalablement publié le document intitulé *Réforme des taux d'intérêt de référence (modification d'IFRS 9, d'IAS 39 et d'IFRS 7)* (les « modifications issues de la phase 1 ») en septembre 2019. Les modifications issues de la phase 1 prévoient des allègements relativement à l'application de certaines dispositions relatives à la comptabilité de couverture afin d'apaiser les incertitudes au cours de la période précédant la réforme des taux d'intérêt de référence, et contiennent des exigences spécifiques d'informations à fournir pour les relations de couverture touchées. Nous avons adopté les modifications issues de la phase 1 à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2019; et les informations pertinentes se trouvent à la note 1 des états financiers consolidés de notre rapport annuel 2020.

Étant donné que les taux interbancaires offerts sont utilisés pour un grand volume de dérivés, de prêts et d'instruments en espèces, la transition comporte un certain nombre de risques pour nous et pour l'ensemble du secteur. Les risques liés à la transition comprennent le risque de marché (advenant l'apparition de nouveaux risques de base), le risque lié aux modèles, le risque opérationnel (à mesure que des processus sont modifiés ou que de nouveaux processus sont mis en œuvre), les risques juridiques (à mesure que les contrats sont révisés) et le risque lié au comportement (pour faire en sorte que les clients soient dûment avisés et qu'ils soient prêts). En réponse à la réforme proposée des taux d'intérêt de référence, nous avons instauré un programme de transition à l'égard des taux interbancaires offerts à l'échelle de l'entreprise (le « programme »), lequel s'appuie sur une structure de gouvernance officielle et des groupes de travail spécialisés formés de parties prenantes provenant des principaux secteurs d'activité ainsi que des groupes fonctionnels comme Trésorerie, Technologie et opérations, Gestion du risque, Affaires juridiques et Finance, afin de gérer et de coordonner tous les aspects liés à la transition, dont l'identification et l'atténuation des risques. Un comité de direction chargé des taux interbancaires offerts a été formé pour en assurer la surveillance et la mise en œuvre. Le comité de direction chargé des taux interbancaires offerts gère les répercussions des risques liés à la transition au moyen de mesures d'atténuation appropriées. Nous continuons d'échanger avec des associations sectorielles pour intégrer les développements récents à notre plan de mise en œuvre. Aux termes du programme, la haute direction, y compris le comité de direction, sera informée régulièrement des progrès réalisés.

Dans le cadre du programme, nous sommes à préparer la transition des contrats fondés sur des taux interbancaires offerts vers ceux faisant référence aux nouveaux taux alternatifs, et à élaborer des processus opérationnels connexes. Nous avons adhéré au protocole IBOR Fallbacks 2020 de l'International Swaps and Derivatives Association (l'« ISDA ») afin de faciliter la transition du taux contractuel pour les dérivés avec des contreparties qui ont également adhéré au protocole de l'ISDA. Une telle transition entrera en vigueur à la survenance de certains événements déclencheurs prescrits. Nous avons poursuivi l'élaboration de plans de mesures correctrices pour les contrats des produits indexés au LIBOR et avons continué à rendre l'information accessible aux clients, en leur offrant des conseils concernant les faits nouveaux.

Nous considérons actuellement que les expositions indexées au LIBOR en dollars américains et au LIBOR en livres sterling dont l'échéance est ultérieure au 31 décembre 2021 constituent des risques importants qui pourraient être visés par une transition à un taux alternatif. Le tableau ci-après présente les montants notionnels approximatifs de nos dérivés et l'encours brut de nos actifs financiers non dérivés et passifs financiers non dérivés indexés au LIBOR en dollars américains, au LIBOR en livres sterling et à d'autres taux de référence dont l'échéance est ultérieure au 31 décembre 2021 et qui devraient être touchés par la réforme des taux interbancaires offerts.

En milliards de dollars, au 1 <sup>er</sup> novembre 2020	Montants notionnels/encours brut <sup>1, 2, 3</sup>			
	LIBOR en dollars américains		LIBOR en livres sterling	Divers <sup>4</sup>
	Échéance entre le 31 décembre 2021 et le 30 juin 2023	Échéance après le 30 juin 2023	Échéance après le 31 décembre 2021	
<b>Actifs financiers non dérivés</b>				
Valeurs mobilières	4,0 \$	1,9 \$	- \$	- \$
Prêts	18,6	21,2	2,4	-
	22,6	23,1	2,4	-
<b>Passifs financiers non dérivés</b>				
Emprunts garantis considérés comme des dépôts et titres secondaires	-	0,1	1,1	-
Autres dépôts	0,8	1,0	-	-
	0,8	1,1	1,1	-
<b>Dérivés</b>	<b>276,4</b>	<b>463,3</b>	<b>70,4</b>	<b>33,3</b>

- 1) Compte non tenu des instruments financiers dont les taux de référence se rapportent aux taux offerts dans plusieurs territoires, notamment le taux offert en dollars canadiens (CDOR), le taux interbancaire offert en euros (EURIBOR) et le taux Bank Bill Swap Bid de l'Australie. Bien que les échéances de six ou de douze mois des instruments financiers indexés au taux CDOR seront abandonnées le 17 mai 2021, nous ne détenons aucune position importante dans ces échéances au 1<sup>er</sup> novembre 2020. Les autres échéances du CDOR devraient se poursuivre.
- 2) Le tableau exclut les engagements de prêt inutilisés. Au 1<sup>er</sup> novembre 2020, le total des engagements de prêt inutilisés en cours qui pourraient être visés par une transition et dont l'échéance est ultérieure au 31 décembre 2021 était estimé à 53,1 G\$, dont une tranche de 52,1 G\$ pouvant être utilisée et indexée au LIBOR en dollars américains et une tranche de 1,0 G\$ pouvant être utilisée et indexée au LIBOR en livres sterling.
- 3) Pour les swaps de devises dont les taux de référence des deux éléments sont visés par une transition, le montant notionnel propre à chaque élément est présenté dans le tableau ci-dessus.
- 4) Comprennent les expositions indexées au LIBOR en yens japonais, au LIBOR en francs suisses et au LIBOR en euros.

#### Cadre conceptuel de l'information financière (Cadre conceptuel)

Le Cadre conceptuel établit les concepts fondamentaux qui sont à la base de la préparation et de la présentation des états financiers et oriente l'IASB dans l'élaboration des IFRS. Le Cadre conceptuel s'applique aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020. Par conséquent, la CIBC a adopté le Cadre conceptuel à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2020.

L'adoption du Cadre conceptuel n'a eu aucune incidence sur nos états financiers consolidés et n'a entraîné aucun changement dans nos méthodes comptables.

#### b) Modifications de méthodes comptables futures

Pour plus de précisions sur les modifications de méthodes comptables futures, se reporter à la note 32 des états financiers consolidés de notre Rapport annuel 2020. Nous continuons d'évaluer l'incidence des normes que nous adopterons après l'exercice 2021.

## Note 2. Incidence de la COVID-19

La pandémie de COVID-19 a toujours d'importantes répercussions défavorables sur l'économie mondiale. L'économie en général continue de fonctionner en deçà des niveaux d'avant la pandémie au Canada, aux États-Unis et dans d'autres régions où nous menons nos activités, dans un contexte d'incertitude persistante liée à la croissance économique et au chômage, une situation qui ne sera ultimement résolue qu'avec le déploiement d'un vaccin efficace contre la COVID-19. Par conséquent, nous continuons à mener nos activités dans un contexte macroéconomique incertain.

#### Incidence sur les estimations et hypothèses

Ainsi qu'il est mentionné dans notre Rapport annuel 2020, la direction doit faire des estimations et formuler des hypothèses à l'égard des montants comptabilisés et évalués d'actifs et de passifs, du résultat net, du résultat global et des informations fournies connexes pour préparer les états financiers consolidés selon les IFRS. Des estimations importantes sont faites et des hypothèses significatives sont formulées afin d'évaluer les instruments financiers, la provision pour pertes sur créances, la dépréciation des actifs, l'impôt sur le résultat, les provisions et les passifs éventuels, les programmes de fidélisation autogérés et les hypothèses relatives aux avantages postérieurs à l'emploi et autres avantages à long terme, ainsi que pour évaluer si les entités structurées doivent être consolidées.

En outre, la pandémie de COVID-19 continue d'accroître le degré d'incertitude à l'égard des estimations et hypothèses comptables et augmente la nécessité de faire appel au jugement dans l'évaluation de la conjoncture de l'économie et du marché et de ses incidences sur les estimations importantes. Ceci touche particulièrement les estimations et les hypothèses qui concernent la provision pour pertes sur créances. Au cours du trimestre, l'évolution favorable de nos perspectives économiques a donné lieu à une réduction relativement modérée de nos pertes de crédit attendues sur les prêts productifs de premier et de deuxième stades par rapport au trimestre précédent. Une part importante de jugement était inhérente aux prévisions des informations prospectives, dont celles portant sur l'hypothèse qu'une opération de vaccination de masse aura lieu dans de nombreux pays au cours du printemps et de l'été et que les programmes de vaccination seront efficaces contre les nouveaux variants, ce qui favorisera une reprise plus vigoureuse à l'échelle mondiale au cours du deuxième semestre de l'année.

Tout changement dans les jugements et les estimations en lien avec l'IFRS 9 peut avoir une incidence importante sur le montant des provisions pour pertes de crédit attendues et la volatilité de la dotation à la provision pour pertes de crédit d'une période à l'autre. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations et de ces hypothèses. Se reporter à la note 6 des états financiers consolidés du rapport annuel 2020 et à la note 6 des états financiers consolidés intermédiaires pour plus de précisions sur le niveau élevé de jugement inhérent à l'estimation de la provision pour pertes de crédit attendues dans le contexte de la pandémie de COVID-19.

## Note 3. Évaluation de la juste valeur

### Juste valeur des instruments financiers

En millions de dollars, aux	Valeur comptable				Total	Juste valeur	Juste valeur supérieure (inférieure) à la valeur comptable
	Coût amorti	Obligation évalués à la JVRN	Désignés à la JVRN	Juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global			
<b>31 janv. Actifs financiers</b>							
<b>2021</b>							
Trésorerie et dépôts auprès d'autres banques	62 577 \$	716 \$	- \$	- \$	63 293 \$	63 293 \$	- \$
Valeurs mobilières	31 993	66 462	95	51 943	150 493	151 147	654
Garantie au comptant au titre de valeurs empruntées	11 557	-	-	-	11 557	11 557	-
Valeurs acquises en vertu de prises en pension de titres	56 686	7 710	-	-	64 396	64 396	-
Prêts							
Prêts hypothécaires à l'habitation	226 216	42	-	-	226 258	227 963	1 705
Prêts personnels	41 164	-	-	-	41 164	41 215	51
Cartes de crédit	10 050	-	-	-	10 050	10 050	-
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	109 498	23 277	406	-	133 181	133 370	189
Dérivés	-	34 165	-	-	34 165	34 165	-
Engagements de clients en vertu d'acceptations	10 322	-	-	-	10 322	10 322	-
Autres actifs	17 276	-	-	-	17 276	17 276	-
<b>Passifs financiers</b>							
Dépôts							
Particuliers	202 701 \$	- \$	3 389 \$	- \$	206 090 \$	206 293 \$	203 \$
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	298 982	-	11 463	-	310 445	311 528	1 083
Banques	18 666	-	-	-	18 666	18 666	-
Emprunts garantis	37 986	-	740	-	38 726	39 139	413
Dérivés	-	32 158	-	-	32 158	32 158	-
Acceptations	10 380	-	-	-	10 380	10 380	-
Engagements liés à des valeurs vendues à découvert	-	19 476	-	-	19 476	19 476	-
Garanties au comptant au titre de valeurs prêtées	1 745	-	-	-	1 745	1 745	-
Engagements liés à des valeurs vendues en vertu de mises en pension de titres <sup>1</sup>	59 493	-	17 029	-	76 522	76 522	-
Autres passifs	15 541	130	12	-	15 683	15 683	-
Titres secondaires	4 693	-	-	-	4 693	5 013	320
<b>31 oct. Actifs financiers</b>							
<b>2020</b>							
Trésorerie et dépôts auprès d'autres banques	61 570 \$	948 \$	- \$	- \$	62 518 \$	62 518 \$	- \$
Valeurs mobilières	31 800	62 576	117	54 553	149 046	149 599	553
Garantie au comptant au titre de valeurs empruntées	8 547	-	-	-	8 547	8 547	-
Valeurs acquises en vertu de prises en pension de titres	58 090	7 505	-	-	65 595	65 595	-
Prêts							
Prêts hypothécaires à l'habitation	220 739	63	-	-	220 802	222 920	2 118
Prêts personnels	41 390	-	-	-	41 390	41 452	62
Cartes de crédit	10 722	-	-	-	10 722	10 722	-
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	110 220	23 291	357	-	133 868	134 097	229
Dérivés	-	32 730	-	-	32 730	32 730	-
Engagements de clients en vertu d'acceptations	9 606	-	-	-	9 606	9 606	-
Autres actifs	15 940	-	-	-	15 940	15 940	-
<b>Passifs financiers</b>							
Dépôts							
Particuliers	199 593 \$	- \$	2 559 \$	- \$	202 152 \$	202 345 \$	193 \$
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	301 546	-	9 880	-	311 426	312 279	853
Banques	17 011	-	-	-	17 011	17 011	-
Emprunts garantis	39 560	-	591	-	40 151	40 586	435
Dérivés	-	30 508	-	-	30 508	30 508	-
Acceptations	9 649	-	-	-	9 649	9 649	-
Engagements liés à des valeurs vendues à découvert	-	15 963	-	-	15 963	15 963	-
Garanties au comptant au titre de valeurs prêtées	1 824	-	-	-	1 824	1 824	-
Engagements liés à des valeurs vendues en vertu de mises en pension de titres <sup>1</sup>	54 617	-	17 036	-	71 653	71 653	-
Autres passifs	15 282	133	9	-	15 424	15 424	-
Titres secondaires	5 712	-	-	-	5 712	5 993	281

1) Comprennent des engagements liés à des valeurs vendues en vertu de mises en pension de titres soutenus par des billets de dépôt au porteur donnés en garantie aux termes du mécanisme de prises en pension à plus d'un jour de la Banque du Canada.

Le tableau ci-après présente les niveaux au sein de la hiérarchie de la juste valeur dans lesquels sont classées les justes valeurs des instruments financiers comptabilisés à leur juste valeur au bilan consolidé intermédiaire :

	Niveau 1		Niveau 2		Niveau 3		Total	Total
	Cours du marché		Technique d'évaluation – données observables sur le marché		Technique d'évaluation – données non observables sur le marché			
	31 janv. 2021	31 oct. 2020	31 janv. 2021	31 oct. 2020	31 janv. 2021	31 oct. 2020		
En millions de dollars, aux								
<b>Actifs financiers</b>								
Dépôts auprès d'autres banques	- \$	- \$	716 \$	948 \$	- \$	- \$	716 \$	948 \$
Valeurs obligatoirement évaluées et désignées à la JVRN								
Titres émis ou garantis par des gouvernements	2 190	3 917	23 197 <sup>1</sup>	25 091 <sup>1</sup>	-	-	25 387	29 008
Titres de participation de sociétés	35 167	27 919	50	47	19	16	35 236	27 982
Titres de créance de sociétés	-	-	3 230	3 525	30	25	3 260	3 550
Titres adossés à des créances mobilières et hypothécaires	-	-	2 572 <sup>2</sup>	2 018 <sup>2</sup>	102	135	2 674	2 153
	37 357	31 836	29 049	30 681	151	176	66 557	62 693
Prêts obligatoirement évalués et désignés à la JVRN								
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	-	-	22 804	23 022	879 <sup>3</sup>	626 <sup>3</sup>	23 683	23 648
Prêts hypothécaires à l'habitation	-	-	42	63	-	-	42	63
	-	-	22 846	23 085	879	626	23 725	23 711
Titres de créance évalués à la JVAERG								
Titres émis ou garantis par des gouvernements	3 176	3 912	39 363	41 269	-	-	42 539	45 181
Titres de créance de sociétés	-	-	6 347	6 224	-	-	6 347	6 224
Titres adossés à des créances mobilières et hypothécaires	-	-	2 448	2 563	-	-	2 448	2 563
	3 176	3 912	48 158	50 056	-	-	51 334	53 968
Titres de participation évalués à la JVAERG								
Titres de participation de sociétés	47	41	293	304	269	240	609	585
Valeurs acquises en vertu de prises en pension de titres et évaluées à la JVRN	-	-	7 710	7 505	-	-	7 710	7 505
Dérivés								
De taux d'intérêt	-	4	11 664	12 793	45	48	11 709	12 845
De change	-	-	13 861	11 462	-	-	13 861	11 462
De crédit	-	-	3	8	101	98	104	106
Sur actions	4 259	3 153	1 677	1 791	61	212	5 997	5 156
Sur métaux précieux	-	-	302	283	-	-	302	283
Autres dérivés sur marchandises	160	271	2 032	2 607	-	-	2 192	2 878
	4 419	3 428	29 539	28 944	207	358	34 165	32 730
<b>Total des actifs financiers</b>	<b>44 999 \$</b>	<b>39 217 \$</b>	<b>138 311 \$</b>	<b>141 523 \$</b>	<b>1 506 \$</b>	<b>1 400 \$</b>	<b>184 816 \$</b>	<b>182 140 \$</b>
<b>Passifs financiers</b>								
Dépôts et autres passifs <sup>4</sup>	- \$	- \$	(15 367) \$	(13 176) \$	(367) \$	4 \$	(15 734) \$	(13 172) \$
Engagements liés à des valeurs vendues à découvert	(7 140)	(5 363)	(12 336)	(10 600)	-	-	(19 476)	(15 963)
Engagements liés à des valeurs vendues en vertu de mises en pension de titres	-	-	(17 029)	(17 036)	-	-	(17 029)	(17 036)
Dérivés								
De taux d'intérêt	-	-	(8 931)	(9 964)	(74)	(28)	(9 005)	(9 992)
De change	-	-	(13 021)	(10 883)	-	-	(13 021)	(10 883)
De crédit	-	-	(45)	(41)	(113)	(107)	(158)	(148)
Sur actions	(3 739)	(3 537)	(4 714)	(3 288)	(137)	(163)	(8 590)	(6 988)
Sur métaux précieux	(2)	-	(250)	(366)	-	-	(252)	(366)
Autres dérivés sur marchandises	(221)	(325)	(911)	(1 806)	-	-	(1 132)	(2 131)
	(3 962)	(3 862)	(27 872)	(26 348)	(324)	(298)	(32 158)	(30 508)
<b>Total des passifs financiers</b>	<b>(11 102) \$</b>	<b>(9 225) \$</b>	<b>(72 604) \$</b>	<b>(67 160) \$</b>	<b>(691) \$</b>	<b>(294) \$</b>	<b>(84 397) \$</b>	<b>(76 679) \$</b>

1) Comprend un montant de 54 M\$ lié à des valeurs désignées à la JVRN (57 M\$ au 31 octobre 2020).

2) Comprend un montant de 41 M\$ lié à des titres adossés à des créances mobilières désignées à la JVRN (60 M\$ au 31 octobre 2020).

3) Comprend un montant de 406 M\$ lié à des prêts désignés à la JVRN (357 M\$ au 31 octobre 2020).

4) Comprendent les dépôts désignés à la JVRN de 15 328 M\$ (13 419 M\$ au 31 octobre 2020), les passifs dérivés incorporés séparés nets de 264 M\$ (actifs dérivés incorporés séparés nets de 389 M\$ au 31 octobre 2020), les autres passifs désignés à la JVRN de 12 M\$ (9 M\$ au 31 octobre 2020) et les autres passifs financiers évalués à leur juste valeur de 130 M\$ (133 M\$ au 31 octobre 2020).

Les transferts entre les niveaux de la hiérarchie de la juste valeur sont réputés avoir eu lieu au début de l'exercice au cours duquel ils ont eu lieu. Les transferts entre les niveaux peuvent survenir en présence de renseignements additionnels ou nouveaux concernant les données d'évaluation et de changements concernant l'observabilité. Au cours du trimestre, nous avons transféré un montant de 19 M\$ de valeurs obligatoirement évaluées à la JVRN (953 M\$ pour le trimestre clos le 31 octobre 2020) et un montant de 128 M\$ de valeurs vendues à découvert (1 178 M\$ pour le trimestre clos le 31 octobre 2020) du niveau 1 au niveau 2 en raison d'une moins grande observabilité des données utilisées pour évaluer ces valeurs. De plus, des transferts entre le niveau 2 et le niveau 3 ont été effectués au cours des trimestres clos les 31 janvier 2021, 31 octobre 2020 et 31 janvier 2020, essentiellement en raison d'un changement concernant l'observabilité de certaines données liées à la volatilité du marché utilisées pour évaluer la juste valeur des dérivés incorporés.

Le tableau qui suit présente les variations de la juste valeur des actifs et des passifs financiers de niveau 3. Ces instruments sont évalués à leur juste valeur d'après des données non observables sur le marché. Nous couvrons souvent des positions par des positions compensatoires qui peuvent être classées à un niveau différent. Par conséquent, les profits et pertes pour les actifs et passifs au niveau 3 présentés dans le tableau ci-après ne reflètent pas l'incidence des profits et pertes compensatoires sur les instruments de couverture connexes qui ont été classés au niveau 1 ou au niveau 2.

En millions de dollars, pour les trois mois clos les	Profits nets (pertes nettes) inclus(es) dans le résultat net <sup>1</sup>			Profits latents (pertes latentes) inclus(es) dans les autres éléments du résultat global, montant net <sup>4</sup>	Transfert au niveau 3	Transfert du niveau 3	Achats/Émissions	Ventes/Règlements	Solde de clôture	
	Solde d'ouverture	Réalisé(e)s <sup>2</sup>	Latent(e)s <sup>2,3</sup>							
<b>31 janv. 2021</b>										
<b>Valeurs obligatoirement évaluées à la JVRN</b>										
Titres de participation de sociétés	16 \$	- \$	3 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	19 \$
Titres de créance de sociétés	25	-	5	-	-	-	-	-	-	30
Titres adossés à des créances mobilières et hypothécaires	135	-	-	-	-	-	-	(33)	-	102
<b>Prêts obligatoirement évalués et désignés à la JVRN</b>										
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	626	-	-	(25)	-	-	278	-	-	879
<b>Titres de créance évalués à la JVAERG</b>										
Titres de participation de sociétés	240	-	-	19	-	-	17	(7)	-	269
<b>Dérivés</b>										
De taux d'intérêt	48	-	(4)	-	-	-	-	1	-	45
De crédit	98	(6)	9	-	-	-	-	-	-	101
Sur actions	212	-	15	-	-	-	-	(166)	-	61
<b>Total de l'actif</b>	<b>1 400 \$</b>	<b>(6) \$</b>	<b>28 \$</b>	<b>(6) \$</b>	<b>- \$</b>	<b>- \$</b>	<b>295 \$</b>	<b>(205) \$</b>	<b>-</b>	<b>1 506 \$</b>
<b>Dépôts et autres passifs<sup>5</sup></b>										
Dépôts et autres passifs <sup>5</sup>	4 \$	- \$	(387) \$	- \$	(2) \$	(5) \$	(2) \$	25 \$	-	(367) \$
<b>Dérivés</b>										
De taux d'intérêt	(28)	-	(47)	-	-	-	-	1	-	(74)
De crédit	(107)	6	(8)	-	-	-	-	(4)	-	(113)
Sur actions	(163)	-	(44)	-	-	-	-	70	-	(137)
<b>Total du passif</b>	<b>(294) \$</b>	<b>6 \$</b>	<b>(486) \$</b>	<b>- \$</b>	<b>(2) \$</b>	<b>(5) \$</b>	<b>(2) \$</b>	<b>92 \$</b>	<b>-</b>	<b>(691) \$</b>
<b>31 oct. 2020</b>										
<b>Valeurs obligatoirement évaluées à la JVRN</b>										
Titres de participation de sociétés	7 \$	- \$	(1) \$	- \$	- \$	- \$	10 \$	- \$	-	16 \$
Titres de créance de sociétés	26	-	(1)	-	-	-	-	-	-	25
Titres adossés à des créances mobilières et hypothécaires	137	-	-	-	-	-	-	(2)	-	135
<b>Prêts obligatoirement évalués et désignés à la JVRN</b>										
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	869	-	-	(2)	-	-	244	(485)	-	626
<b>Titres de participation évalués à la JVAERG</b>										
Titres de participation de sociétés	275	-	-	36	-	-	20	(91)	-	240
<b>Dérivés</b>										
De taux d'intérêt	41	-	12	-	-	-	2	(7)	-	48
De crédit	100	(1)	(1)	-	-	-	-	-	-	98
Sur actions	245	-	(32)	-	-	-	-	(1)	-	212
<b>Total de l'actif</b>	<b>1 700 \$</b>	<b>(1) \$</b>	<b>(23) \$</b>	<b>34 \$</b>	<b>- \$</b>	<b>- \$</b>	<b>276 \$</b>	<b>(586) \$</b>	<b>-</b>	<b>1 400 \$</b>
<b>Dépôts et autres passifs<sup>5</sup></b>										
Dépôts et autres passifs <sup>5</sup>	15 \$	- \$	(18) \$	- \$	2 \$	(1) \$	(3) \$	9 \$	-	4 \$
<b>Dérivés</b>										
De taux d'intérêt	(5)	-	(24)	-	-	-	-	1	-	(28)
De crédit	(108)	1	-	-	-	-	-	-	-	(107)
Sur actions	(156)	-	(8)	-	-	-	-	1	-	(163)
<b>Total du passif</b>	<b>(254) \$</b>	<b>1 \$</b>	<b>(50) \$</b>	<b>- \$</b>	<b>2 \$</b>	<b>(1) \$</b>	<b>(3) \$</b>	<b>11 \$</b>	<b>-</b>	<b>(294) \$</b>
<b>31 janv. 2020</b>										
<b>Valeurs obligatoirement évaluées à la JVRN</b>										
Titres de participation de sociétés	7 \$	- \$	- \$	- \$	7 \$	- \$	- \$	- \$	-	14 \$
Titres de créance de sociétés	23	-	-	-	-	-	-	-	-	23
Titres adossés à des créances mobilières et hypothécaires	173	-	-	-	-	-	-	(13)	-	160
<b>Prêts obligatoirement évalués à la JVRN</b>										
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	831	-	-	4	-	-	-	(329)	-	506
<b>Titres de créance évalués à la JVAERG</b>										
Titres de participation de sociétés	-	-	-	3	20	-	-	-	-	23
<b>Titres de participation évalués à la JVAERG</b>										
Titres de participation de sociétés	291	-	-	49	(7)	-	10	(60)	-	283
<b>Dérivés</b>										
De taux d'intérêt	56	-	3	-	-	-	1	(13)	-	47
De crédit	104	(1)	1	-	-	-	-	-	-	104
Sur actions	252	-	12	-	-	-	44	(42)	-	266
<b>Total de l'actif</b>	<b>1 737 \$</b>	<b>(1) \$</b>	<b>16 \$</b>	<b>56 \$</b>	<b>20 \$</b>	<b>- \$</b>	<b>55 \$</b>	<b>(457) \$</b>	<b>-</b>	<b>1 426 \$</b>
<b>Dépôts et autres passifs<sup>5</sup></b>										
Dépôts et autres passifs <sup>5</sup>	(601) \$	- \$	(52) \$	- \$	(37) \$	31 \$	(102) \$	114 \$	-	(647) \$
<b>Dérivés</b>										
De taux d'intérêt	(1)	-	(2)	-	-	-	-	3	-	-
De crédit	(112)	1	(1)	-	-	-	-	-	-	(112)
Sur actions	(155)	-	21	-	-	-	(10)	23	-	(121)
<b>Total du passif</b>	<b>(869) \$</b>	<b>1 \$</b>	<b>(34) \$</b>	<b>- \$</b>	<b>(37) \$</b>	<b>31 \$</b>	<b>(112) \$</b>	<b>140 \$</b>	<b>-</b>	<b>(880) \$</b>

1) Le cumul des profits et pertes comptabilisé dans les autres éléments du résultat global et lié aux titres de participation désignés à la JVAERG est reclassé des autres éléments du résultat global en résultats non distribués au moment de la cession ou de la décomptabilisation.

2) Comprennent les profits et les pertes de change liés aux titres de créance évalués à la JVAERG.

3) Comprennent les profits latents et pertes latentes liés aux actifs et passifs détenus à la fin de la période considérée.

4) L'écart de change lié aux prêts obligatoirement évalués à la JVRN détenus par des établissements à l'étranger et libellés dans la même monnaie que celle des établissements à l'étranger est inclus dans les autres éléments du résultat global.

5) Comprend les dépôts désignés à la JVRN de 136 M\$ (137 M\$ au 31 octobre 2020 et 135 M\$ au 31 janvier 2020) et des passifs dérivés incorporés séparés nets de 231 M\$ (actifs dérivés incorporés séparés nets de 141 M\$ au 31 octobre 2020 et passifs dérivés incorporés séparés nets de 512 M\$ au 31 janvier 2020).

## Instruments financiers désignés à la JVRN (désignation à la juste valeur)

Un profit net de 19 M\$, net des couvertures, qui figure dans le compte de résultat consolidé intermédiaire au poste Profits (pertes) sur les instruments financiers évalués/désignés à la JVRN, montant net, a été comptabilisé dans les actifs et les passifs désignés à la juste valeur pour le trimestre clos le 31 janvier 2021 (respectivement un profit net de 5 M\$ et un profit net de 6 M\$ pour les trimestres clos le 31 octobre 2020 et le 31 janvier 2020).

La juste valeur d'un passif désigné à sa juste valeur tient compte du risque de crédit se rapportant à ce passif. Pour les passifs financiers désignés à leur juste valeur pour lesquels nous croyons que la juste valeur est tributaire des variations de notre risque de crédit du point de vue des porteurs d'effets, les variations de la juste valeur correspondantes ont été comptabilisées dans les autres éléments du résultat global.

## Note 4. Transactions importantes

### Vente de FirstCaribbean International Bank Limited

Le 8 novembre 2019, nous avons annoncé la conclusion d'une entente définitive visant la vente de 66,73 % des actions en circulation de FirstCaribbean International Bank Limited (CIBC FirstCaribbean) à GNB Financial Group Limited (GNB), sous réserve des approbations réglementaires, comme il a été énoncé à la note 4 des états financiers consolidés de notre Rapport annuel 2020.

En raison du long processus d'examen réglementaire, de l'incidence toujours plus néfaste de la pandémie de COVID-19 sur l'économie des Caraïbes et de nos nouvelles attentes quant à la probabilité et au moment de la réalisation d'une transaction éventuelle, nous avons mis fin au traitement comptable des actifs et passifs comme détenus en vue de la vente de CIBC FirstCaribbean au quatrième trimestre de 2020 et comptabilisé une dépréciation du goodwill de 220 M\$ en fonction des conditions actuelles du marché plutôt qu'aux termes de l'entente avec GNB. Le 3 février 2021, nous avons annoncé que le projet de vente de CIBC FirstCaribbean à GNB n'avait pas reçu l'approbation des autorités de réglementation de CIBC FirstCaribbean et qu'il ne se réaliserait pas.

## Note 5. Valeurs mobilières

### Valeurs mobilières

En millions de dollars, aux	31 janv. 2021	31 oct. 2020
	Valeur comptable	
Titres de créance évalués à la JVAERG	51 334 \$	53 968 \$
Titres de participation évalués à la JVAERG	609	585
Valeurs évaluées au coût amorti <sup>1</sup>	31 993	31 800
Valeurs obligatoirement évaluées et désignées à la JVRN	66 557	62 693
	<b>150 493 \$</b>	<b>149 046 \$</b>

1) Aucune vente de valeurs évaluées au coût amorti n'a eu lieu au cours du trimestre (néant au cours du trimestre clos le 31 octobre 2020).

### Juste valeur des titres de créance évalués à la JVAERG et des titres de participation désignés à la JVAERG

En millions de dollars, aux	31 janv. 2021			31 oct. 2020				
	Coût amorti <sup>1</sup>	Produits latents bruts	Pertes latentes brutes	Juste valeur	Coût amorti	Produits latents bruts	Pertes latentes brutes	Juste valeur
Valeurs émises ou garanties par :								
Gouvernement du Canada	10 319 \$	46 \$	- \$	10 365 \$	11 379 \$	32 \$	(2) \$	11 409 \$
Autres gouvernements canadiens	13 354	182	-	13 536	15 187	128	-	15 315
Trésor des États-Unis et autres organismes américains	12 295	51	-	12 346	12 533	63	-	12 596
Gouvernements d'autres pays	6 259	36	(3)	6 292	5 825	38	(2)	5 861
Titres adossés à des créances hypothécaires	2 054	49	(1)	2 102	2 320	49	(1)	2 368
Titres adossés à des créances mobilières	348	-	(2)	346	197	-	(2)	195
Titres de créance de sociétés	6 322	26	(1)	6 347	6 194	31	(1)	6 224
	<b>50 951</b>	<b>390</b>	<b>(7)</b>	<b>51 334</b>	<b>53 635</b>	<b>341</b>	<b>(8)</b>	<b>53 968</b>
Titres de participation de sociétés ouvertes <sup>2</sup>	28	20	-	48	30	15	(3)	42
Titres de participation de sociétés fermées	544	55	(38)	561	546	43	(46)	543
	<b>572</b>	<b>75</b>	<b>(38)</b>	<b>609</b>	<b>576</b>	<b>58</b>	<b>(49)</b>	<b>585</b>
	<b>51 523 \$</b>	<b>465 \$</b>	<b>(45) \$</b>	<b>51 943 \$</b>	<b>54 211 \$</b>	<b>399 \$</b>	<b>(57) \$</b>	<b>54 553 \$</b>

1) Net de la provision pour pertes sur créances pour les titres de créance évalués à la JVAERG de 20 M\$ (22 M\$ au 31 octobre 2020).

2) Comprennent des actions temporairement inaccessibles.

La juste valeur des titres de participation désignés à la JVAERG qui ont été cédés au cours du trimestre était de 7 M\$ (88 M\$ et néant, respectivement, pour les trimestres clos le 31 octobre 2020 et le 31 janvier 2020). En ce qui a trait aux profits nets après impôt réalisés cumulatifs liés à des cessions de titres de participation désignés à la JVAERG et à des remboursements de capital provenant des sociétés en commandite désignées à la JVAERG, un montant de 3 M\$ a été reclassé des autres éléments du résultat global en résultats non distribués pour le trimestre clos le 31 janvier 2021 (62 M\$ et 29 M\$, respectivement, pour les trimestres clos le 31 octobre 2020 et le 31 janvier 2020).

Le revenu de dividendes comptabilisé à l'égard des titres de participation désignés à la JVAERG qui étaient encore détenus au 31 janvier 2021 était de 1 M\$ (1 M\$ et 4 M\$, respectivement, pour les trimestres clos le 31 octobre 2020 et le 31 janvier 2020). Le revenu de dividendes comptabilisé à l'égard des titres de participation désignés à la JVAERG qui avaient été cédés au 31 janvier 2021 était de néant (2 M\$ et néant, respectivement, pour les trimestres clos le 31 octobre 2020 et le 31 janvier 2020).

### Provision pour pertes sur créances

Le tableau ci-après présente un rapprochement entre les soldes d'ouverture et de clôture de la provision pour pertes de crédit attendues relativement aux titres de créance évalués à la JVAERG.

		Premier stade	Deuxième stade	Troisième stade	Total
		Provision collective pour pertes de crédit attendues pour les 12 mois sur les prêts productifs	Provision collective pour pertes de crédit attendues pour la durée de vie sur les prêts productifs	Provision collective et individuelle pour pertes de crédit attendues	
En millions de dollars, aux dates indiquées et pour les trois mois clos les					
<b>31 janv. Titres de créance évalués à la JVAERG</b>					
2021	Solde au début de la période	18 \$	4 \$	- \$	22 \$
	Dotation à (reprise de) la provision pour pertes sur créances <sup>1</sup>	(1)	(1)	-	(2)
	Radiations	-	-	-	-
	Change et autres	-	-	-	-
	Solde à la fin de la période	17 \$	3 \$	- \$	20 \$
<b>31 oct. Titres de créance évalués à la JVAERG</b>					
2020	Solde au début de la période	19 \$	5 \$	- \$	24 \$
	Dotation à (reprise de) la provision pour pertes sur créances <sup>1</sup>	-	(1)	-	(1)
	Radiations	-	-	-	-
	Change et autres	(1)	-	-	(1)
	Solde à la fin de la période	18 \$	4 \$	- \$	22 \$
<b>31 janv. Titres de créance évalués à la JVAERG</b>					
2020	Solde au début de la période	14 \$	3 \$	6 \$	23 \$
	Dotation à (reprise de) la provision pour pertes sur créances <sup>1</sup>	(1)	-	-	(1)
	Radiations	-	-	-	-
	Change et autres	1	(1)	-	-
	Solde à la fin de la période	14 \$	2 \$	6 \$	22 \$

1) Comprise dans les profits (pertes) sur les titres de créance évalués à la JVAERG et au coût amorti, montant net, dans le compte de résultat consolidé intermédiaire.

## Note 6. Prêts

### Provision pour pertes sur créances

Le tableau ci-après présente un rapprochement du solde d'ouverture et du solde de clôture de la provision pour pertes de crédit attendue :

31 janv.  
2021

En millions de dollars, aux dates indiquées et pour les trois mois clos le

	Premier stade	Deuxième stade	Troisième stade	Total
	Provision collective pour pertes de crédit attendues pour les 12 mois sur les prêts productifs	Provision collective pour pertes de crédit attendues pour la durée de vie sur les prêts productifs	Provision collective et individuelle pour pertes de crédit attendues	
<b>Prêts hypothécaires à l'habitation</b>				
Solde au début de la période	51 \$	161 \$	151 \$	363 \$
Montages, nets des remboursements et autres décomptabilisations	4	(6)	(4)	(6)
Changements apportés au modèle	-	-	-	-
Réévaluation nette <sup>1</sup>	(32)	7	22	(3)
Transferts <sup>1</sup>				
– aux pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir	33	(27)	(6)	-
– aux pertes de crédit attendues pour la durée de vie sur les prêts productifs	(3)	10	(7)	-
– aux pertes de crédit attendues pour la durée de vie sur les prêts dépréciés	-	(5)	5	-
Dotation à (reprise de) la provision pour pertes sur créances <sup>2</sup>	2	(21)	10	(9)
Radiations	-	-	(6)	(6)
Recouvrements	-	-	1	1
Produits d'intérêts sur prêts douteux	-	-	(4)	(4)
Change et autres	(1)	(4)	(4)	(9)
Solde à la fin de la période	52 \$	136 \$	148 \$	336 \$
<b>Prêts personnels</b>				
Solde au début de la période	204 \$	546 \$	113 \$	863 \$
Montages, nets des remboursements et autres décomptabilisations	11	(15)	(2)	(6)
Changements apportés au modèle	1	1	-	2
Réévaluation nette <sup>1</sup>	(110)	84	61	35
Transferts <sup>1</sup>				
– aux pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir	87	(84)	(3)	-
– aux pertes de crédit attendues pour la durée de vie sur les prêts productifs	(11)	16	(5)	-
– aux pertes de crédit attendues pour la durée de vie sur les prêts dépréciés	-	(13)	13	-
Dotation à (reprise de) la provision pour pertes sur créances <sup>2</sup>	(22)	(11)	64	31
Radiations	-	-	(74)	(74)
Recouvrements	-	-	17	17
Produits d'intérêts sur prêts douteux	-	-	(1)	(1)
Change et autres	(1)	-	(1)	(2)
Solde à la fin de la période	181 \$	535 \$	118 \$	834 \$
<b>Cartes de crédit</b>				
Solde au début de la période	136 \$	572 \$	- \$	708 \$
Montages, nets des remboursements et autres décomptabilisations	(1)	(26)	-	(27)
Changements apportés au modèle	-	-	-	-
Réévaluation nette <sup>1</sup>	(88)	117	23	52
Transferts <sup>1</sup>				
– aux pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir	79	(79)	-	-
– aux pertes de crédit attendues pour la durée de vie sur les prêts productifs	(10)	10	-	-
– aux pertes de crédit attendues pour la durée de vie sur les prêts dépréciés	-	(20)	20	-
Dotation à (reprise de) la provision pour pertes sur créances <sup>2</sup>	(20)	2	43	25
Radiations	-	-	(70)	(70)
Recouvrements	-	-	27	27
Produits d'intérêts sur prêts douteux	-	-	-	-
Change et autres	-	-	-	-
Solde à la fin de la période	116 \$	574 \$	- \$	690 \$
<b>Prêts aux entreprises et aux gouvernements</b>				
Solde au début de la période	453 \$	683 \$	652 \$	1 788 \$
Montages, nets des remboursements et autres décomptabilisations	17	(23)	(5)	(11)
Changements apportés au modèle	-	-	-	-
Réévaluation nette <sup>1</sup>	(62)	55	118	111
Transferts <sup>1</sup>				
– aux pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir	81	(75)	(6)	-
– aux pertes de crédit attendues pour la durée de vie sur les prêts productifs	(12)	14	(2)	-
– aux pertes de crédit attendues pour la durée de vie sur les prêts dépréciés	(2)	(12)	14	-
Dotation à (reprise de) la provision pour pertes sur créances <sup>2</sup>	22	(41)	119	100
Radiations	-	-	(70)	(70)
Recouvrements	-	-	3	3
Produits d'intérêts sur prêts douteux	-	-	(6)	(6)
Change et autres	(13)	(19)	(12)	(44)
Solde à la fin de la période	462 \$	623 \$	686 \$	1 771 \$
<b>Total de la provision pour pertes de crédit attendues<sup>3</sup></b>	<b>811 \$</b>	<b>1 868 \$</b>	<b>952 \$</b>	<b>3 631 \$</b>
<b>Se compose de ce qui suit :</b>				
Prêts	724 \$	1 808 \$	952 \$	3 484 \$
Facilités de crédit inutilisées et autres expositions hors bilan <sup>4</sup>	87	60	-	147

1) Les transferts représentent les transferts d'un stade à l'autre des précédentes provisions pour pertes de crédit attendues à leur classement pour la période considérée. La réévaluation nette représente la variation pendant la période considérée des provisions pour pertes de crédit attendues se rapportant aux transferts effectués, aux radiations nettes, aux modifications des prévisions sur les informations prospectives, aux mises à jour des paramètres et aux remboursements partiels au cours de la période.

2) La dotation à (reprise de) la provision pour pertes sur prêts et facilités de crédit inutilisées et autres expositions hors bilan est présentée à titre de dotation à (reprise de) la provision pour pertes sur créances dans notre compte de résultat consolidé intermédiaire.

3) Se reporter à la note 5 pour la provision pour pertes de crédit attendues sur titres de créance évalués à la JVAERG. Le tableau ci-dessus ne tient pas compte de la provision pour pertes de crédit attendues sur titres de créance classés au coût amorti de 16 M\$ au 31 janvier 2021 (16 M\$ au 31 octobre 2020 et 2 M\$ au 31 janvier 2020), dont une tranche de 13 M\$ correspondait à une provision pour pertes de crédit attendues de troisième stade sur des valeurs dépréciées dès leur acquisition évaluées au coût amorti (14 M\$ au 31 octobre 2020 et néant 31 janvier 2020). Les provisions pour pertes de crédit attendues sur les autres actifs financiers classés au coût amorti étaient négligeables au 31 janvier 2021 et ne sont pas présentées dans le tableau ci-dessus. Les actifs financiers autres que les prêts qui sont classés au coût amorti sont présentés dans notre bilan consolidé intermédiaire, déduction faite des provisions pour pertes de crédit attendues.

4) Comprisés dans les autres passifs de notre bilan consolidé intermédiaire.

5) Comprend la provision pour pertes de crédit attendues sur les prêts dépréciés acquis découlant de l'acquisition de The PrivateBank.

31 oct.  
202031 janv.  
2020

En millions de dollars, aux dates indiquées et pour les trois mois clos les

	Premier stade	Deuxième stade	Troisième stade	Total	Premier stade	Deuxième stade	Troisième stade	Total
	Provision collective pour pertes de crédit attendues pour les 12 mois sur les prêts productifs	Provision collective pour pertes de crédit attendues pour la durée de vie sur les prêts productifs	Provision individuelle pour pertes de crédit attendues		Provision collective pour pertes de crédit attendues pour les 12 mois sur les prêts productifs	Provision collective pour pertes de crédit attendues pour la durée de vie sur les prêts productifs	Provision collective et individuelle pour pertes de crédit attendues pour la durée de vie sur les prêts dépréciés <sup>5</sup>	
<b>Prêts hypothécaires à l'habitation</b>								
Solde au début de la période	48 \$	88 \$	165 \$	301 \$	28 \$	43 \$	140 \$	211 \$
Montages, nets des remboursements et autres décomptabilisations	4	(4)	(3)	(3)	1	(3)	(5)	(7)
Changements apportés au modèle	-	25	-	25	(1)	-	-	(1)
Réévaluation nette <sup>1</sup>	(15)	58	5	48	(12)	7	22	17
Transferts <sup>1</sup>								
- aux pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir	22	(17)	(5)	-	12	(10)	(2)	-
- aux pertes de crédit attendues pour la durée de vie sur les prêts productifs	(8)	14	(6)	-	(1)	5	(4)	-
- aux pertes de crédit attendues pour la durée de vie sur les prêts dépréciés	-	(3)	3	-	-	(2)	2	-
Dotation à (reprise de) la provision pour pertes sur créances <sup>2</sup>	3	73	(6)	70	(1)	(3)	13	9
Radiations	-	-	(5)	(5)	-	-	(3)	(3)
Recouvrements	-	-	2	2	-	-	1	1
Produits d'intérêts sur prêts douteux	-	-	(5)	(5)	-	-	(5)	(5)
Change et autres	-	-	-	-	1	-	-	1
<b>Solde à la fin de la période</b>	<b>51 \$</b>	<b>161 \$</b>	<b>151 \$</b>	<b>363 \$</b>	<b>28 \$</b>	<b>40 \$</b>	<b>146 \$</b>	<b>214 \$</b>
<b>Prêts personnels</b>								
Solde au début de la période	169 \$	558 \$	131 \$	858 \$	174 \$	271 \$	128 \$	573 \$
Montages, nets des remboursements et autres décomptabilisations	17	(13)	(2)	2	9	(13)	(3)	(7)
Changements apportés au modèle	22	81	-	103	11	(7)	-	4
Réévaluation nette <sup>1</sup>	(83)	(1)	37	(47)	(71)	90	64	83
Transferts <sup>1</sup>								
- aux pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir	114	(110)	(4)	-	67	(65)	(2)	-
- aux pertes de crédit attendues pour la durée de vie sur les prêts productifs	(35)	42	(7)	-	(8)	11	(3)	-
- aux pertes de crédit attendues pour la durée de vie sur les prêts dépréciés	-	(11)	11	-	-	(19)	19	-
Dotation à (reprise de) la provision pour pertes sur créances <sup>2</sup>	35	(12)	35	58	8	(3)	75	80
Radiations	-	-	(67)	(67)	-	-	(100)	(100)
Recouvrements	-	-	16	16	-	-	20	20
Produits d'intérêts sur prêts douteux	-	-	(1)	(1)	-	-	(1)	(1)
Change et autres	-	-	(1)	(1)	-	-	(1)	(1)
<b>Solde à la fin de la période</b>	<b>204 \$</b>	<b>546 \$</b>	<b>113 \$</b>	<b>863 \$</b>	<b>182 \$</b>	<b>268 \$</b>	<b>121 \$</b>	<b>571 \$</b>
<b>Cartes de crédit</b>								
Solde au début de la période	144 \$	566 \$	- \$	710 \$	145 \$	340 \$	- \$	485 \$
Montages, nets des remboursements et autres décomptabilisations	-	(14)	-	(14)	-	(17)	-	(17)
Changements apportés au modèle	-	-	-	-	13	5	-	18
Réévaluation nette <sup>1</sup>	(97)	146	12	61	(77)	156	40	119
Transferts <sup>1</sup>								
- aux pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir	95	(95)	-	-	87	(87)	-	-
- aux pertes de crédit attendues pour la durée de vie sur les prêts productifs	(6)	6	-	-	(9)	9	-	-
- aux pertes de crédit attendues pour la durée de vie sur les prêts dépréciés	-	(37)	37	-	-	(58)	58	-
Dotation à (reprise de) la provision pour pertes sur créances <sup>2</sup>	(8)	6	49	47	14	8	98	120
Radiations	-	-	(77)	(77)	-	-	(126)	(126)
Recouvrements	-	-	28	28	-	-	28	28
Produits d'intérêts sur prêts douteux	-	-	-	-	-	-	-	-
Change et autres	-	-	-	-	-	(1)	-	(1)
<b>Solde à la fin de la période</b>	<b>136 \$</b>	<b>572 \$</b>	<b>- \$</b>	<b>708 \$</b>	<b>159 \$</b>	<b>347 \$</b>	<b>- \$</b>	<b>506 \$</b>
<b>Prêts aux entreprises et aux gouvernements</b>								
Solde au début de la période	568 \$	558 \$	614 \$	1 740 \$	239 \$	158 \$	378 \$	775 \$
Montages, nets des remboursements et autres décomptabilisations	12	(28)	(5)	(21)	7	(5)	(5)	(3)
Changements apportés au modèle	-	-	-	-	-	4	(1)	3
Réévaluation nette <sup>1</sup>	(140)	240	37	137	(29)	22	59	52
Transferts <sup>1</sup>								
- aux pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir	48	(45)	(3)	-	24	(22)	(2)	-
- aux pertes de crédit attendues pour la durée de vie sur les prêts productifs	(15)	18	(3)	-	(11)	12	(1)	-
- aux pertes de crédit attendues pour la durée de vie sur les prêts dépréciés	(17)	(57)	74	-	-	(8)	8	-
Dotation à (reprise de) la provision pour pertes sur créances <sup>2</sup>	(112)	128	100	116	(9)	3	58	52
Radiations	-	-	(54)	(54)	-	-	(40)	(40)
Recouvrements	-	-	1	1	-	-	3	3
Produits d'intérêts sur prêts douteux	-	-	(7)	(7)	-	-	(5)	(5)
Change et autres	(3)	(3)	(2)	(8)	1	2	(1)	2
<b>Solde à la fin de la période</b>	<b>453 \$</b>	<b>683 \$</b>	<b>652 \$</b>	<b>1 788 \$</b>	<b>231 \$</b>	<b>163 \$</b>	<b>393 \$</b>	<b>787 \$</b>
<b>Total de la provision pour pertes de crédit attendues<sup>3</sup></b>	<b>844 \$</b>	<b>1 962 \$</b>	<b>916 \$</b>	<b>3 722 \$</b>	<b>600 \$</b>	<b>818 \$</b>	<b>660 \$</b>	<b>2 078 \$</b>
<b>Se compose de ce qui suit :</b>								
Prêts	735 \$	1 891 \$	914 \$	3 540 \$	537 \$	753 \$	658 \$	1 948 \$
Facilités de crédit inutilisées et autres expositions hors bilan <sup>4</sup>	109	71	2	182	63	65	2	130

Se reporter aux notes de bas de page de la page précédente.

## Données, hypothèses et techniques fondées sur des modèles

Les incertitudes découlant de la pandémie de COVID-19 ont augmenté la part de jugement appliquée à l'estimation des pertes de crédit attendues. Se reporter à la note 6 des états financiers consolidés du rapport annuel 2020 pour plus de précisions sur l'importance des estimations et du jugement en matière de crédit inhérents à l'estimation des pertes de crédit attendues.

L'établissement de prévisions sur les informations prospectives et la détermination de la pondération pour les scénarios dans le cadre de la pandémie de COVID-19 ont continué à nécessiter une part plus importante de jugement dans un certain nombre de domaines, nos prévisions reflétant de nombreuses hypothèses et incertitudes concernant les répercussions économiques de la pandémie de COVID-19. Les tableaux suivants présentent les prévisions pour le scénario de référence et pour les scénarios optimiste et pessimiste à l'égard des variables d'informations prospectives sélectionnées utilisées dans notre estimation des pertes de crédit attendues.

	Scénario de référence		Scénario optimiste		Scénario pessimiste	
	Valeur moyenne sur les 12 prochains mois	Valeur moyenne sur le reste de la période de prévision <sup>1</sup>	Valeur moyenne sur les 12 prochains mois	Valeur moyenne sur le reste de la période de prévision <sup>1</sup>	Valeur moyenne sur les 12 prochains mois	Valeur moyenne sur le reste de la période de prévision <sup>1</sup>
<b>Au 31 janvier 2021</b>						
Croissance du PIB réel d'une année à l'autre						
Canada <sup>2</sup>	4,0 %	3,9 %	6,0 %	4,4 %	2,5 %	2,1 %
États-Unis	4,1 %	3,2 %	5,8 %	4,5 %	1,8 %	1,9 %
Taux de chômage						
Canada <sup>2</sup>	7,8 %	6,1 %	7,3 %	5,7 %	8,6 %	7,4 %
États-Unis	5,9 %	4,1 %	4,5 %	3,4 %	7,4 %	5,8 %
Taux de croissance de l'indice canadien des prix de l'immobilier <sup>2</sup>	1,5 %	3,2 %	12,2 %	10,2 %	(9,9) %	0,3 %
Taux de croissance de l'indice S&P 500	5,0 %	5,0 %	13,0 %	10,8 %	(5,5) %	(2,9) %
Prix du pétrole brut West Texas Intermediate (en dollars US)	50 \$	55 \$	54 \$	62 \$	41 \$	46 \$

	Scénario de référence		Scénario optimiste		Scénario pessimiste	
	Valeur moyenne sur les 12 prochains mois	Valeur moyenne sur le reste de la période de prévision <sup>1</sup>	Valeur moyenne sur les 12 prochains mois	Valeur moyenne sur le reste de la période de prévision <sup>1</sup>	Valeur moyenne sur les 12 prochains mois	Valeur moyenne sur le reste de la période de prévision <sup>1</sup>
<b>Au 31 octobre 2020</b>						
Croissance du PIB réel d'une année à l'autre						
Canada <sup>2</sup>	1,6 %	3,8 %	3,6 %	4,6 %	0,03 %	2,0 %
États-Unis	1,7 %	3,5 %	3,0 %	4,2 %	(0,6) %	1,7 %
Taux de chômage						
Canada <sup>2</sup>	8,7 %	6,7 %	7,4 %	5,9 %	9,5 %	8,4 %
États-Unis	7,4 %	4,7 %	5,1 %	3,5 %	9,2 %	7,3 %
Taux de croissance de l'indice canadien des prix de l'immobilier <sup>2</sup>	2,4 %	3,0 %	11,2 %	10,4 %	(6,9) %	(0,8) %
Taux de croissance de l'indice S&P 500	5,6 %	4,8 %	11,2 %	7,7 %	(3,5) %	(5,3) %
Prix du pétrole brut West Texas Intermediate (en dollars US)	42 \$	53 \$	51 \$	60 \$	34 \$	39 \$

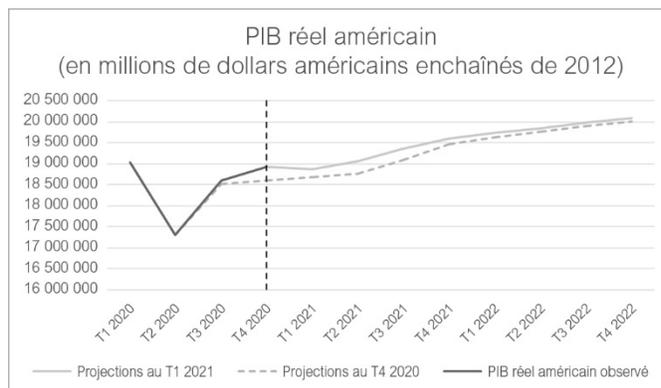
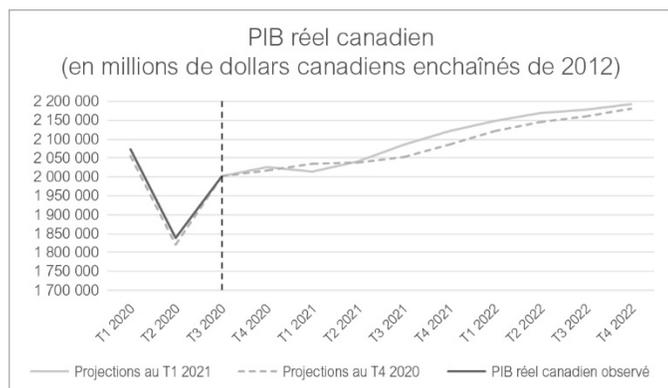
1) La période de prévision restante est généralement de deux ans.

2) Le tableau ci-dessus présente les prévisions des informations prospectives au niveau national, soit le regroupement des prévisions provinciales utilisées pour estimer nos pertes de crédit attendues. Dans certains cas, les taux de croissance de l'indice des prix de l'immobilier au niveau municipal font également l'objet de prévisions. Par conséquent, les prévisions pour chacune des provinces ou des municipalités reflétées dans nos pertes de crédit attendues seront différentes des prévisions nationales présentées ci-dessus.

Conformément aux exigences, les informations prospectives servant à estimer les pertes de crédit attendues reflètent nos attentes au 31 janvier 2021 et au 31 octobre 2020 respectivement, et ne reflète pas les changements à l'égard des attentes découlant des prévisions économiques subséquentes. Les montants pour les scénarios de référence, optimiste et pessimiste présentés représentent la valeur moyenne des prévisions sur toute leur période de projection respective. Nos prévisions économiques sont établies dans le contexte de la reprise actuelle faisant suite à l'important repli survenu au cours du deuxième trimestre de l'année civile de 2020. Au 31 janvier 2021, notre projection quant au scénario de référence sous-jacent était caractérisée par une brève baisse de l'activité économique au premier trimestre de l'année civile 2021 en raison des contraintes temporaires visant l'activité économique mises en place pour contrer la vague de contagion actuelle et les nouveaux variants, suivie d'une reprise plus vigoureuse au cours du deuxième semestre de l'année civile 2021, nos perspectives étant fondées sur l'hypothèse selon laquelle une opération de vaccination de masse aura lieu au cours du printemps et de l'été et que les programmes de vaccination seront efficaces contre les nouveaux variants. Notre projection quant au scénario de référence est fondée sur l'hypothèse selon laquelle l'activité économique reviendra à son niveau d'avant la pandémie de COVID-19 juste avant la fin de l'année civile 2021.

Bien que la vaccination de groupes ciblés ait débuté presque partout dans le monde, l'incertitude demeure quant à la rapidité avec laquelle il sera possible d'immuniser une majorité suffisante de la population pour réduire les taux d'infection, y compris ceux attribuables aux nouveaux variants du virus. Les prévisions du scénario pessimiste anticipent également une reprise par rapport au creux sévère survenu au deuxième trimestre de l'année civile 2020, mais à un niveau d'activité économique soutenue beaucoup plus faible. Dans l'intervalle, le scénario optimiste continue de présenter une reprise plus rapide, le niveau de l'activité économique atteignant celui d'avant la pandémie au troisième trimestre de l'année civile 2021.

Même si nos perspectives se sont légèrement améliorées dans l'ensemble au cours du dernier trimestre, l'amélioration n'est pas aussi importante que celle implicite dans les prévisions annualisées susmentionnées, les prévisions du trimestre considéré étant moins touchées par le ralentissement économique plus marqué survenu en 2020. Les graphiques qui suivent présentent la comparaison des scénarios de référence du PIB réel attendu et du PIB réel observé au Canada et aux États-Unis par trimestre d'année civile par rapport aux projections pour le quatrième trimestre de 2020 :



Comme il est mentionné précédemment, le fait d'établir les prévisions des informations prospectives applicables à de multiples scénarios et de déterminer la pondération probabiliste pour chaque scénario fait largement intervenir le jugement de la direction, en particulier dans le contexte de la pandémie de COVID-19. Les hypothèses quant au calendrier et à l'efficacité des programmes de vaccination de masse pour contrôler la propagation de la COVID-19 et de ses variants, qui supposent que les gouvernements n'auront plus besoin d'imposer de restrictions sévères pour limiter l'incidence de prochaines vagues d'infection, sont cruciales à ces prévisions.

Si nous avons seulement utilisé notre scénario de référence pour évaluer les pertes des crédits attendues sur nos prêts productifs, notre provision pour pertes de crédit attendues aurait été de 309 M\$ moins élevée que les pertes de crédit attendues comptabilisées au 31 janvier 2021 (204 M\$ au 31 octobre 2020). Si nous avons seulement utilisé notre scénario pessimiste pour évaluer les pertes des crédits attendues sur nos prêts productifs, notre provision pour pertes de crédit attendues aurait été de 682 M\$ plus élevée que les pertes de crédit attendues comptabilisées au 31 janvier 2021 (938 M\$ au 31 octobre 2020). Cette mesure de la sensibilité ne vise que l'évaluation des pertes de crédit attendues et, par conséquent, ne prend pas en compte les modifications dans la migration des expositions entre le premier et le deuxième stade qui auraient découlé de la détermination d'une augmentation importante du risque de crédit dans le contexte d'une pondération de 100 %, le scénario de référence ou de 100 % pour le scénario pessimiste. Par conséquent, la provision pour pertes de crédit attendues sur les prêts productifs pourrait dépasser le montant établi selon une pondération de 100 % pour le scénario pessimiste en raison de la migration d'expositions supplémentaires du premier au deuxième stade. Les pertes de crédit réelles pourraient être sensiblement différentes de celles prises en compte dans nos estimations.

Les tableaux ci-après présentent la valeur comptable brute des prêts et les montants contractuels des facilités de crédit inutilisées et autres expositions hors bilan selon l'application de notre probabilité de défaut (PD) ponctuelle pour les 12 mois à venir selon l'IFRS 9 aux tranches de PD utilisées aux fins de gestion du risque relativement aux expositions liées au portefeuille de détail et en fonction de la notation interne du risque des expositions liées aux entreprises et aux gouvernements. Pour plus de précisions sur les catégories de risque de la CIBC, se reporter à la section Risque de crédit de notre Rapport annuel 2020.

## Prêts<sup>1</sup>

En millions de dollars, aux	31 janv. 2021				31 oct. 2020			
	Premier stade	Deuxième stade	Troisième stade <sup>2</sup>	Total	Premier stade	Deuxième stade	Troisième stade <sup>2</sup>	Total
<b>Prêts hypothécaires à l'habitation</b>								
– Exceptionnellement faible	150 641 \$	6 \$	- \$	150 647 \$	146 139 \$	2 \$	- \$	146 141 \$
– Très faible	47 164	1 670	-	48 834	45 678	1 166	-	46 844
– Bas	12 311	5 609	-	17 920	12 491	6 042	-	18 533
– Moyen	278	4 567	-	4 845	232	4 924	-	5 156
– Haut	1	1 021	-	1 022	-	1 054	-	1 054
– Défaut	-	-	620	620	-	-	654	654
– Non noté	1 814	727	165	2 706	1 810	818	155	2 783
Prêts hypothécaires à l'habitation, montant brut <sup>3,4</sup>	212 209	13 600	785	226 594	206 350	14 006	809	221 165
Provision pour pertes de crédit attendues	52	136	148	336	51	161	151	363
Prêts hypothécaires à l'habitation, montant net	212 157	13 464	637	226 258	206 299	13 845	658	220 802
<b>Prêts personnels</b>								
– Exceptionnellement faible	22 955	-	-	22 955	23 302	-	-	23 302
– Très faible	1 644	150	-	1 794	1 618	157	-	1 775
– Bas	8 919	2 354	-	11 273	8 662	2 497	-	11 159
– Moyen	1 406	2 571	-	3 977	1 265	2 768	-	4 033
– Haut	303	816	-	1 119	331	769	-	1 100
– Défaut	-	-	150	150	-	-	140	140
– Non noté	523	136	44	703	513	159	41	713
Prêts personnels, montant brut <sup>4</sup>	35 750	6 027	194	41 971	35 691	6 350	181	42 222
Provision pour pertes de crédit attendues	159	530	118	807	179	540	113	832
Prêts personnels, montant net	35 591	5 497	76	41 164	35 512	5 810	68	41 390
<b>Cartes de crédit</b>								
– Exceptionnellement faible	2 949	-	-	2 949	3 285	-	-	3 285
– Très faible	1 341	-	-	1 341	1 388	-	-	1 388
– Bas	2 244	-	-	2 244	2 340	-	-	2 340
– Moyen	1 722	1 833	-	3 555	1 778	1 973	-	3 751
– Haut	-	477	-	477	-	472	-	472
– Défaut	-	-	-	-	-	-	-	-
– Non noté	143	-	-	143	135	18	-	153
Cartes de crédit, montant brut	8 399	2 310	-	10 709	8 926	2 463	-	11 389
Provision pour pertes de crédit attendues	106	553	-	659	125	542	-	667
Cartes de crédit, montant net	8 293	1 757	-	10 050	8 801	1 921	-	10 722
<b>Prêts aux entreprises et aux gouvernements<sup>5</sup></b>								
– De première qualité	51 909	253	-	52 162	50 691	307	-	50 998
– De qualité inférieure	81 511	5 654	-	87 165	80 471	7 319	-	87 790
– Liste de surveillance	476	3 633	-	4 109	447	4 291	-	4 738
– Défaut	-	-	1 476	1 476	-	-	1 359	1 359
– Non noté	216	57	-	273	218	49	-	267
Prêts aux entreprises et aux gouvernements, montant brut <sup>3,6</sup>	134 112	9 597	1 476	145 185	131 827	11 966	1 359	145 152
Provision pour pertes de crédit attendues	407	589	686	1 682	380	648	650	1 678
Prêts aux entreprises et aux gouvernements, montant net	133 705	9 008	790	143 503	131 447	11 318	709	143 474
<b>Total des prêts, montant net</b>	<b>389 746 \$</b>	<b>29 726 \$</b>	<b>1 503 \$</b>	<b>420 975 \$</b>	<b>382 059 \$</b>	<b>32 894 \$</b>	<b>1 435 \$</b>	<b>416 388 \$</b>

1) Le tableau ne présente pas les titres de créance évalués à la JVAERG, pour lesquels des provisions pour pertes de crédit attendues de 20 M\$ (22 M\$ au 31 octobre 2020) ont été comptabilisées dans le cumul des autres éléments du résultat global. De plus, le tableau ne tient pas compte des titres de créance classés au coût amorti, pour lesquels des provisions pour pertes de crédit attendues de 16 M\$ avaient été comptabilisées au 31 janvier 2021 (16 M\$ au 31 octobre 2020), dont une tranche de 13 M\$ au titre d'une provision pour pertes de crédit attendues de troisième stade sur des valeurs dépréciées dès leur acquisition évaluées au coût amorti (14 M\$ au 31 octobre 2020). Les autres actifs financiers classés au coût amorti ne sont pas non plus présentés dans le tableau ci-dessus, car leurs provisions pour pertes de crédit attendues étaient négligeables au 31 janvier 2021 et au 31 octobre 2020. Les actifs financiers autres que des prêts classés au coût amorti sont présentés dans notre bilan consolidé intermédiaire, déduction faite des provisions pour pertes de crédit attendues.

2) Ne comprend pas les biens saisis de 26 M\$ (23 M\$ au 31 octobre 2020) qui étaient inclus dans les autres actifs du bilan consolidé intermédiaire.

3) Comprennent 42 M\$ (63 M\$ au 31 octobre 2020) au titre de prêts hypothécaires à l'habitation et 23 277 M\$ (23 291 M\$ au 31 octobre 2020) au titre de prêts aux entreprises et aux gouvernements évalués à la JVRN.

4) Les cotes de notation du risque internes présentées pour les prêts hypothécaires à l'habitation et certains prêts personnels ne tiennent pas compte des garanties d'emprunt ou d'assurances émises par le gouvernement du Canada (fédéral ou provincial), les organismes du gouvernement canadien ou des assureurs du secteur privé, étant donné que la question de savoir si l'augmentation importante du risque de crédit s'est produite pour ces prêts est liée aux variations relatives de la PD sur la durée de vie du prêt, compte non tenu des sûretés ou d'autres rehaussements de crédit.

5) Certains montants des périodes précédentes ont été retraités.

6) Comprennent les engagements de clients en vertu d'acceptations de 10 322 M\$ (9 606 M\$ au 31 octobre 2020).

## Facilités de crédit inutilisées et autres expositions hors bilan

En millions de dollars, aux	31 janv. 2021				31 oct. 2020			
	Premier stade	Deuxième stade	Troisième stade	Total	Premier stade	Deuxième stade	Troisième stade	Total
<b>Détail</b>								
– Exceptionnellement faible	127 758 \$	5 \$	- \$	127 763 \$	124 690 \$	8 \$	- \$	124 698 \$
– Très faible	7 233	139	-	7 372	6 632	137	-	6 769
– Bas	8 720	316	-	9 036	8 703	416	-	9 119
– Moyen	892	580	-	1 472	909	692	-	1 601
– Haut	64	439	-	503	263	503	-	766
– Défaut	-	-	25	25	-	-	28	28
– Non noté	400	19	-	419	411	23	-	434
Prêts de détail, montant brut	145 067	1 498	25	146 590	141 608	1 779	28	143 415
Provision pour pertes de crédit attendues	32	26	-	58	36	36	-	72
Prêts de détail, montant net	145 035	1 472	25	146 532	141 572	1 743	28	143 343
<b>Prêts aux entreprises et aux gouvernements<sup>1</sup></b>								
– De première qualité	91 590	19	-	91 609	89 883	149	-	90 032
– De qualité inférieure	57 993	3 029	-	61 022	55 910	3 679	-	59 589
– Liste de surveillance	46	1 410	-	1 456	91	1 665	-	1 756
– Défaut	-	-	201	201	-	-	129	129
– Non noté	674	27	-	701	795	41	-	836
Prêts aux entreprises et aux gouvernements, montant brut	150 303	4 485	201	154 989	146 679	5 534	129	152 342
Provision pour pertes de crédit attendues	55	34	-	89	73	35	2	110
Prêts aux entreprises et aux gouvernements, montant net	150 248	4 451	201	154 900	146 606	5 499	127	152 232
Total des facilités de crédit inutilisées et autres expositions hors bilan, montant net	295 283 \$	5 923 \$	226 \$	301 432 \$	288 178 \$	7 242 \$	155 \$	295 575 \$

1) Certains montants des périodes précédentes ont été retraités.

## Note 7. Dépôts<sup>1, 2</sup>

En millions de dollars, aux	31 janv. 2021			31 oct. 2020	
	Payables à vue <sup>3</sup>	Payables sur préavis <sup>4</sup>	Payables à terme fixe <sup>5, 6</sup>	Total	Total
Particuliers	14 510 \$	138 108 \$	53 472 \$	206 090 \$	202 152 \$
Entreprises et gouvernements <sup>7</sup>	88 248	78 197	144 000	310 445	311 426
Banques	9 042	432	9 192	18 666	17 011
Emprunts garantis <sup>8</sup>	-	-	38 726	38 726	40 151
	111 800 \$	216 737 \$	245 390 \$	573 927 \$	570 740 \$
Se compose de ce qui suit :					
Détenus au coût amorti				558 599 \$	557 321 \$
Désignés à leur juste valeur				15 328	13 419
				573 927 \$	570 740 \$
Composition du total des dépôts <sup>9</sup> :					
Dépôts non productifs d'intérêts					
Canada				76 280 \$	71 122 \$
États-Unis				13 339	13 833
Établissements à l'étranger				5 461	5 798
Dépôts productifs d'intérêts					
Canada				385 250	389 439
États-Unis				68 385	66 399
Établissements à l'étranger				25 212	24 149
				573 927 \$	570 740 \$

1) Comprennent des dépôts libellés en dollars américains de 191,4 G\$ (185,2 G\$ au 31 octobre 2020) et libellés en d'autres monnaies étrangères de 30,7 G\$ (30,2 G\$ au 31 octobre 2020).

2) Nets de billets acquis de 3 280 M\$ (3 063 M\$ au 31 octobre 2020).

3) Comprennent tous les dépôts à l'égard desquels nous ne sommes pas autorisés à exiger un préavis de retrait. En général, ces dépôts sont dans des comptes de chèques.

4) Comprennent tous les dépôts à l'égard desquels nous pouvons légalement exiger un préavis de retrait. En général, ces dépôts sont dans des comptes d'épargne.

5) Comprennent tous les dépôts qui viennent à échéance à une date précise. Il s'agit habituellement de dépôts à terme, de certificats de placement garanti et d'instruments semblables.

6) Comprennent un montant de 22 622 M\$ (19 925 M\$ au 31 octobre 2020) au titre des dépôts faisant l'objet de règlements sur la conversion aux fins de la recapitalisation interne des banques publiés par le ministère des Finances du Canada. Ces règlements confèrent des pouvoirs à la Société d'assurance-dépôts du Canada (SADC), lui permettant notamment d'entreprendre la conversion en actions ordinaires de certaines actions et certains passifs admissibles de la CIBC en actions ordinaires dans le cas où elle deviendrait non viable.

7) Comprennent un montant de 302 M\$ (303 M\$ au 31 octobre 2020) au titre de billets émis à la Fiducie de capital CIBC.

8) Comprennent des passifs émis à la suite d'activités liées à la titrisation de prêts hypothécaires à l'habitation ou par l'intermédiaire du programme d'obligations sécurisées ou d'entités de titrisation consolidées.

9) Le classement est fondé sur la répartition géographique de l'établissement de la CIBC.

## Note 8. Titres secondaires

Le 26 janvier 2021, nous avons racheté la totalité de nos débentures d'un montant de 1,0 G\$ portant intérêt à 3,42 % et échéant le 26 janvier 2026. Conformément aux modalités des débentures, le prix de rachat était équivalant à 100 % du montant en principal, majoré des intérêts courus et impayés sur celui-ci.

## Note 9. Capital-actions

### Actions ordinaires

En millions de dollars, sauf le nombre d'actions, pour les trois mois clos les	31 janv. 2021		31 oct. 2020		31 janv. 2020	
	Nombre d'actions	Montant	Nombre d'actions	Montant	Nombre d'actions	Montant
Solde au début de la période	447 085 329	13 908 \$	446 008 888	13 800 \$	445 341 675	13 591 \$
Émission en vertu de ce qui suit :						
Régimes de rémunération fondée sur des actions réglées en instruments de capitaux propres <sup>1</sup>	294 626	29	236 999	24	474 948	51
Régime d'investissement à l'intention des actionnaires	294 164	32	329 447	33	334 004	36
Régime d'achat d'actions par les employés	346 076	38	323 052	32	324 279	36
	448 020 195	14 007 \$	446 898 386	13 889 \$	446 474 906	13 714 \$
Achat d'actions ordinaires aux fins d'annulation	-	-	-	-	(1 497 800)	(46)
Actions autodétenues	(170 590)	(16)	186 943	19	4 427	1
Solde à la fin de la période	447 849 605	13 991 \$	447 085 329	13 908 \$	444 981 533	13 669 \$

1) Comprendent le règlement d'une contrepartie conditionnelle liée à des acquisitions antérieures.

### Fonds propres réglementaires et ratios de levier

Nos ratios de fonds propres et notre ratio de levier s'établissaient comme suit :

En millions de dollars, aux	31 janv. 2021	31 oct. 2020
Fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires <sup>1</sup>	31 438 \$	30 876 \$
Fonds propres de première catégorie	35 284	34 775
Total des fonds propres	40 355	40 969
Total de l'actif pondéré en fonction du risque	256 119	254 871
Ratio des fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires	12,3 %	12,1 %
Ratio des fonds propres de première catégorie	13,8 %	13,6 %
Ratio du total des fonds propres	15,8 %	16,1 %
Expositions du ratio de levier <sup>2</sup>	B 756 688 \$	741 760 \$
Ratio de levier	A/B 4,7 %	4,7 %

1) Comprend l'incidence des mesures transitoires pour le provisionnement des pertes de crédit attendues annoncées par le BSIF le 27 mars 2020. Les mesures transitoires permettent d'inclure dans les fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires une partie des provisions pour pertes de crédit attendues qui aurait autrement figuré dans les fonds propres de deuxième catégorie. Le montant est soumis à certains ajustements et à des restrictions jusqu'à l'exercice 2022.

2) Comprendent l'incidence de l'assouplissement par le BSIF des attentes réglementaires quant aux réserves auprès des banques centrales et aux titres d'émetteurs souverains qui sont considérés comme des actifs liquides de haute qualité. Selon le traitement autorisé par le BSIF, ces éléments peuvent être exclus de la mesure de l'exposition aux fins du ratio de levier.

Le calcul des fonds propres réglementaires est assujéti aux lignes directrices du BSIF, lesquelles découlent du cadre normatif sur les fonds propres élaboré par le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire.

La CIBC a été désignée par le BSIF comme une banque d'importance systémique nationale (BISN) au Canada et est assujéti à un supplément de fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires correspondant à 1,0 % de l'APR. Le BSIF s'attend actuellement également à ce que les BISN détiennent une réserve pour stabilité intérieure de 1,0 %. Les ratios cibles et toutes les réserves de conservation des fonds propres pour les fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires, les fonds propres de première catégorie et le total des fonds propres pour la période considérée sont donc respectivement de 9,0 %, 10,5 % et 12,5 % pour les BISN. Au gré du BSIF, ces ratios de fonds propres cibles peuvent être plus élevés pour certaines institutions.

Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2021, nous nous sommes conformés aux exigences en matière de fonds propres réglementaires du BSIF.

## Note 10. Avantages postérieurs à l'emploi

Les tableaux ci-après présentent le détail de la charge au titre du régime d'avantages postérieurs à l'emploi comptabilisée dans le compte de résultat consolidé intermédiaire et des réévaluations comptabilisées dans l'état du résultat global consolidé intermédiaire :

### Charge au titre des régimes de retraite à prestations définies

En millions de dollars, pour les trois mois clos les	31 janv. 2021	31 oct. 2020	31 janv. 2020	31 janv. 2021	31 oct. 2020	31 janv. 2020
			Régimes de retraite	Autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi		
Coût des services rendus au cours de l'exercice	71 \$	70 \$	68 \$	2 \$	4 \$	3 \$
Coût des services passés <sup>1</sup>	-	12	(32)	-	(76)	(1)
(Produits nets) charges nettes d'intérêts	(4)	(2)	(3)	4	5	5
Prestations spéciales de cessation d'emploi <sup>1</sup>	-	1	9	-	-	-
Frais d'administration liés aux régimes	2	1	2	-	-	-
Charge nette au titre des régimes de retraite à prestations définies comptabilisée en résultat net	69 \$	82 \$	44 \$	6 \$	(67) \$	7 \$

1) Comprend les montants liés aux charges de restructuration et les profits attribuables aux modifications apportées aux régimes comptabilisées en 2020.

## Charge au titre des régimes de retraite à cotisations définies

En millions de dollars, pour les trois mois clos les	31 janv. 2021	31 oct. 2020	31 janv. 2020
Régimes à cotisations définies	11 \$	7 \$	9 \$
Régimes de retraite d'État <sup>1</sup>	36	31	35
<b>Total de la charge au titre des régimes de retraite à cotisations définies</b>	<b>47 \$</b>	<b>38 \$</b>	<b>44 \$</b>

1) Comprennent le Régime de pensions du Canada, le Régime des rentes du Québec et la *Federal Insurance Contributions Act* des États-Unis.

## Réévaluation des régimes d'avantages du personnel à prestations définies<sup>1</sup>

En millions de dollars, pour les trois mois clos les	31 janv. 2021	31 oct. 2020	31 janv. 2020	31 janv. 2021	31 oct. 2020	31 janv. 2020
			Régimes de retraite	Autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi		
Écarts actuariels nets liés à l'obligation au titre des prestations définies	60 \$	458 \$	(428) \$	3 \$	42 \$	(29) \$
Écarts actuariels nets sur les actifs des régimes	207	(312)	315	-	-	-
Variations du plafond de l'actif excluant les produits d'intérêts	-	1	1	-	-	-
<b>Réévaluation nette des profits (pertes) comptabilisé(e)s dans les autres éléments du résultat global</b>	<b>267 \$</b>	<b>147 \$</b>	<b>(112) \$</b>	<b>3 \$</b>	<b>42 \$</b>	<b>(29) \$</b>

1) Les régimes d'avantages postérieurs à l'emploi offerts au Canada sont réévalués chaque trimestre pour déterminer s'il y a eu des changements au taux d'actualisation et pour déterminer les rendements réels sur les actifs. Toutes les hypothèses actuarielles des autres régimes offerts au Canada et des régimes offerts à l'étranger sont mises à jour au moins chaque année.

## Note 11. Impôt sur le résultat

### Enron

Au cours d'exercices précédents, l'Agence du revenu du Canada (ARC) a établi de nouvelles cotisations dans lesquelles elle refusait la déduction de paiements au titre du règlement dans l'affaire Enron et la déduction des frais juridiques connexes (les « frais liés à Enron »). En janvier 2019, la CIBC a conclu avec l'ARC une entente de règlement (l'« entente ») permettant d'établir avec certitude la partie des frais liés à Enron qui sont déductibles au Canada. L'entente a entraîné la comptabilisation d'un recouvrement d'impôt net de 38 M\$ au premier trimestre de 2019. Ce recouvrement d'impôt a été établi en tenant compte d'un remboursement d'intérêts imposable au Canada et de la partie des frais liés à Enron qui devraient être déductibles aux États-Unis (la « déduction aux États-Unis »). La déduction aux États-Unis n'a pas encore été acceptée par l'Internal Revenue Service. Le montant des économies d'impôt comptabilisées aux États-Unis pourrait nécessiter des ajustements.

### Déduction pour dividendes reçus

Dans le cadre de nouvelles cotisations, l'ARC a réclamé à la CIBC un montant d'impôt supplémentaire d'environ 1 115 M\$ au motif que certains dividendes reçus de sociétés canadiennes de 2011 à 2015 étaient non déductibles parce qu'ils s'inscrivaient dans le cadre d'un « mécanisme de transfert de dividendes ». Les dividendes visés par les nouvelles cotisations s'apparentent à ceux visés prospectivement par les règles proposées dans les budgets fédéraux canadiens de 2015 et de 2018. Il est possible que la CIBC fasse l'objet de nouvelles cotisations visant des années ultérieures pour les mêmes raisons. La CIBC est persuadée que ses positions fiscales sont justifiées et entend se défendre vigoureusement. Par conséquent, aucun montant n'a été comptabilisé dans les états financiers consolidés intermédiaires.

## Note 12. Résultat par action

En millions de dollars, sauf le nombre d'actions et les montants par action, pour les trois mois clos les	31 janv. 2021	31 oct. 2020	31 janv. 2020
<b>Résultat de base par action</b>			
Résultat net applicable aux actionnaires	1 621 \$	1 015 \$	1 205 \$
Moins : dividendes sur actions privilégiées et distributions sur d'autres titres de participation	30	30	31
<b>Résultat net applicable aux porteurs d'actions ordinaires</b>	<b>1 591 \$</b>	<b>985 \$</b>	<b>1 174 \$</b>
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (en milliers)	447 281	446 321	445 248
<b>Résultat de base par action</b>	<b>3,56 \$</b>	<b>2,21 \$</b>	<b>2,64 \$</b>
<b>Résultat dilué par action</b>			
Résultat net applicable aux porteurs d'actions ordinaires	1 591 \$	985 \$	1 174 \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (en milliers)	447 281	446 321	445 248
Ajouter : options sur actions pouvant être exercées <sup>1</sup> (en milliers)	502	389	639
Ajouter : contrepartie réglée en instruments de capitaux propres (en milliers)	146	167	144
<b>Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires diluées en circulation (en milliers)</b>	<b>447 929</b>	<b>446 877</b>	<b>446 031</b>
<b>Résultat dilué par action</b>	<b>3,55 \$</b>	<b>2,20 \$</b>	<b>2,63 \$</b>

1) Ne tiennent pas compte d'un nombre moyen de 3 840 348 options en cours (3 816 293 pour le trimestre clos le 31 octobre 2020 et 2 382 904 pour le trimestre clos le 31 janvier 2020) à un prix d'exercice moyen pondéré de 112,71 \$ (111,50 \$ pour le trimestre clos le 31 octobre 2020 et 114,21 \$ pour le trimestre clos le 31 janvier 2020) pour le trimestre clos le 31 janvier 2021, le prix d'exercice des options étant supérieur au cours moyen des actions ordinaires de la CIBC.

## Note 13. Passifs éventuels et provisions

### Procédures judiciaires et autres éventualités

Dans le cours normal des affaires, la CIBC est partie à diverses procédures judiciaires, y compris des enquêtes réglementaires, dans le cadre desquelles des dommages-intérêts imposants sont réclamés à la CIBC et à ses filiales. Des provisions sont constituées pour les procédures judiciaires si, de l'avis de la direction, il est probable que des ressources économiques devront être affectées au règlement de l'affaire et que le montant de l'obligation peut faire l'objet d'une estimation fiable. Si l'estimation fiable d'une perte probable se situe dans une fourchette de résultats possibles à l'intérieur de laquelle un montant précis semble représenter une meilleure estimation, ce montant est comptabilisé. Si aucun montant précis à l'intérieur de la fourchette de résultats possibles ne semble être une meilleure estimation qu'un autre montant, le montant médian de la fourchette est comptabilisé. Dans certains cas, toutefois, il n'est pas possible de déterminer si une obligation est probable ou d'estimer de façon fiable le montant de la perte, de sorte qu'aucun montant ne peut être comptabilisé.

Même s'il est par nature difficile de prédire l'issue de ces procédures judiciaires, à la lumière de nos connaissances actuelles et après consultation de nos conseillers juridiques, nous ne prévoyons pas que l'issue de ces affaires, individuellement ou collectivement, aura des répercussions négatives importantes sur nos états financiers consolidés intermédiaires. Par contre, elle pourrait avoir une incidence importante sur nos résultats d'exploitation pour une période donnée. Nous vérifions régulièrement si les provisions pour les procédures judiciaires de la CIBC sont adéquates et procédons aux ajustements nécessaires en fonction des nouvelles informations disponibles.

Les provisions présentées à la note 22 des états financiers consolidés de notre Rapport annuel 2020 comprennent toutes les provisions de la CIBC au titre des procédures judiciaires à la date de ces derniers, notamment des montants liés aux procédures judiciaires importantes décrites dans cette note et à d'autres procédures judiciaires.

Selon la CIBC, les pertes sont raisonnablement possibles lorsque le risque qu'elles surviennent n'est pas probable, sans être faible. Il est raisonnablement possible que la CIBC subisse une perte supérieure au montant comptabilisé lorsque la perte comptabilisée correspond au point médian d'une fourchette de pertes raisonnablement possibles, ou que la perte éventuelle se rapporte à un litige pour lequel une issue défavorable est raisonnablement possible, sans être probable.

La CIBC croit qu'outre les montants déjà comptabilisés au titre des pertes raisonnablement possibles, la fourchette globale estimative pour les procédures judiciaires importantes la visant susceptibles de faire l'objet d'une telle estimation allait de néant à environ 1,0 G\$ au 31 janvier 2021. La fourchette globale estimative des pertes raisonnablement possibles est fondée sur les informations disponibles à l'heure actuelle à l'égard des procédures importantes auxquelles la CIBC est partie, compte tenu de la meilleure estimation de la CIBC quant aux pertes pouvant résulter de ces procédures et faire l'objet d'une estimation. L'estimation de la CIBC repose sur une grande part de jugement, en raison des différentes étapes auxquelles se trouvent les procédures et, dans bien des cas, de l'existence de multiples codéfendeurs dont la part de responsabilité reste à déterminer. La fourchette ne tient pas compte des dommages-intérêts exemplaires potentiels ni des intérêts. La fourchette estimative au 31 janvier 2021 est fondée sur les procédures judiciaires importantes présentées à la note 22 des états financiers consolidés de notre Rapport annuel 2020 telles qu'elles sont mises à jour ci-après. Les éléments déterminant la fourchette estimative changeront au fil du temps, et les pertes réelles pourraient être très différentes de l'estimation actuelle. Pour certaines procédures judiciaires, la CIBC ne croit pas qu'une estimation puisse être faite actuellement, car bon nombre ne sont qu'à un stade préliminaire, et les montants réclamés ne sont pas tous déterminés. Ainsi, ces procédures judiciaires ne sont pas incluses dans la fourchette.

Voici les faits nouveaux ayant trait à nos procédures judiciaires importantes depuis la publication des états financiers consolidés annuels de 2020 :

- *Recours collectifs liés aux cartes de crédit – Litige quant aux frais d'interchange* : Cinq des sept recours ont été réglés, sous réserve de l'approbation du tribunal, et les deux recours qui restent seront suspendus. La CIBC collaborera en vue d'arriver à un projet de règlement.
- *Pilon c. Banque Amex du Canada et al.* : L'appel interjeté par la demanderesse de la décision rejetant la demande d'autorisation de l'action collective a été entendu en février 2021. Le tribunal a pris l'affaire en délibéré.
- *Recours collectifs relatifs aux renseignements personnels des clients de Simplii* : Les recours *Bannister* et *Steinman* ont été réglés sous réserve de l'approbation du tribunal. Aux termes du règlement proposé, la CIBC versera 2 M\$ pour le règlement des recours.
- *Recours collectifs relatifs aux courtiers exécutants* : Le dossier *Frayce* se poursuit, et le dossier *Michaud* a été suspendu.
- *Pope v. CIBC and CIBC Trust* : En décembre 2020, Gestion d'actifs CIBC inc. a été ajoutée à titre de défenderesse. La motion en certification devrait être entendue en août 2021.

Outre les points mentionnés ci-dessus, il n'y a pas eu de changements importants relativement aux affaires présentées à la note 22 des états financiers consolidés de notre Rapport annuel 2020, et aucune nouvelle procédure judiciaire importante n'a été intentée depuis la publication des états financiers consolidés annuels de 2020.

## Note 14. Produits d'intérêts et charges d'intérêts

Le tableau ci-après présente les produits d'intérêts et charges d'intérêts consolidés par catégorie comptable.

En millions de dollars, pour les trois mois clos les	31 janv. 2021		31 oct. 2020		31 janv. 2020	
	Produits d'intérêts	Charges d'intérêts	Produits d'intérêts	Charges d'intérêts	Produits d'intérêts	Charges d'intérêts
Évaluation au coût amorti <sup>1</sup>	3 256 \$	814 \$	3 280 \$	888 \$	4 435 \$	2 326 \$
Titres de créance évalués à la JVAERG <sup>1</sup>	98	s. o.	107	s. o.	240	s. o.
Divers <sup>2</sup>	417	118	413	120	507	95
Total	3 771 \$	932 \$	3 800 \$	1 008 \$	5 182 \$	2 421 \$

1) Les produits d'intérêts relatifs aux instruments financiers qui sont évalués au coût amorti et aux titres de créances qui sont évalués à la JVAERG sont calculés en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif.

2) Comprend les produits d'intérêts et les charges d'intérêts ainsi que le revenu de dividendes relatifs aux instruments financiers qui sont obligatoirement évalués et désignés à la JVRN, et aux titres de participation désignés à la JVAERG.

s. o. Sans objet

## Note 15. Informations sectorielles

La CIBC compte quatre unités d'exploitation stratégique : Services bancaires personnels et PME, région du Canada, Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région du Canada, Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région des États-Unis, et Marchés des capitaux. Ces unités d'exploitation stratégique sont appuyées par Siège social et autres.

Services bancaires personnels et PME, région du Canada, offre aux particuliers et aux entreprises au Canada des conseils, des produits et des services financiers par l'entremise de centres bancaires et de canaux numériques, mobiles ou d'accès à distance.

Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région du Canada, est un secteur supérieur axé sur les relations qui offre des services bancaires et des services de gestion des avoirs aux sociétés du marché intermédiaire, aux entrepreneurs, aux particuliers et aux familles à valeur nette élevée de partout au Canada, ainsi que des services de gestion d'actifs aux investisseurs institutionnels.

Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région des États-Unis, offre des services bancaires commerciaux et des services de gestion privée de patrimoine aux États-Unis, ainsi que des services bancaires aux particuliers et aux petites et moyennes entreprises dans quatre marchés du Midwest américain. Ses activités sont principalement axées sur les sociétés du marché intermédiaire et les sociétés de taille moyenne, ainsi que sur les familles à valeur nette élevée.

Marchés des capitaux offre des produits et des services intégrés de réseau mondial, des services consultatifs et d'exécution en placement, des solutions de services financiers aux entreprises et des services de recherche de premier plan à nos clients à l'échelle mondiale. Il comprend les Services financiers directs, qui cherchent à accroître les capacités numériques de la CIBC afin d'offrir un ensemble cohérent de services bancaires directs et de solutions de placement direct et de paiement multidevises novateurs aux clients de la CIBC.

Siège social et autres comprend les groupes fonctionnels suivants : Technologie, infrastructure et innovation, Gestion du risque, Personnel, Culture et marque, Finance et Stratégie de l'entreprise, ainsi que d'autres groupes de soutien. Les charges de ces groupes fonctionnels et de soutien sont habituellement réparties entre les secteurs d'activité au sein des unités d'exploitation stratégique. La majorité des coûts fonctionnels et des coûts de soutien de CIBC Bank USA sont comptabilisés directement à l'unité d'exploitation stratégique Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région des États-Unis. Siège social et autres comprend également les résultats de CIBC FirstCaribbean et d'autres investissements stratégiques, ainsi que d'autres postes du compte de résultat et du bilan non directement attribuables aux secteurs d'activité.

### Modifications apportées à nos secteurs d'activité

Les modifications suivantes ont été apportées au cours du premier trimestre de 2021 :

- Les résultats de Financière Simplii et Pro-Investisseurs CIBC, qui étaient auparavant présentés dans Services bancaires personnels et PME, région du Canada, sont présentés dans le nouveau secteur Services financiers directs de Marchés des capitaux, à l'instar de ceux de certains autres services de paiement direct qui étaient déjà présentés dans Marchés des capitaux. Cette modification a été apportée pour assurer une meilleure harmonisation avec les mandats des unités d'exploitation stratégique visées.
- Les résultats financiers liés aux activités de trésorerie aux États-Unis de Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région des États-Unis, sont maintenant présentés dans l'unité Trésorerie de Siège social et autres. En outre, la méthode de fixation des prix de transfert entre Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région des États-Unis, et l'unité Trésorerie de Siège social et autres, a été améliorée. Ces deux modifications permettent d'aligner le traitement applicable à Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région des États-Unis, sur celui qui s'applique à nos autres unités d'exploitation stratégique et d'optimiser la gestion des risques de taux d'intérêt et de liquidité.

Les résultats de nos unités d'exploitation stratégique ont été touchés par ces modifications. Les montants des périodes précédentes ont été révisés en conséquence. Ces changements n'ont eu aucune incidence sur le résultat net consolidé.

En millions de dollars, pour les trois mois clos les		Services bancaires personnels et PME, région du Canada	Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région du Canada	Groupe Entreprises et Gestion des avoirs, région des États-Unis	Marchés des capitaux	Siège social et autres	Total CIBC
31 janv. 2021	Produits nets d'intérêts <sup>1</sup>	1 483 \$	298 \$	374 \$	682 \$	2 \$	2 839 \$
	Produits autres que d'intérêts <sup>2</sup>	542	790	187	492	113	2 124
	Total des produits <sup>1</sup>	2 025	1 088	561	1 174	115	4 963
	Dotation à la provision pour pertes sur créances	54	33	45	5	10	147
	Amortissement et perte de valeur <sup>3</sup>	53	7	28	2	147	237
	Autres charges autres que d'intérêts	1 033	565	252	520	119	2 489
	Résultat (perte) avant impôt sur le résultat	885	483	236	647	(161)	2 090
	Impôt sur le résultat <sup>1</sup>	233	129	48	154	(99)	465
	Résultat net (perte nette)	652 \$	354 \$	188 \$	493 \$	(62) \$	1 625 \$
	Résultat net (perte nette) applicable aux : Participations ne donnant pas le contrôle	- \$	- \$	- \$	- \$	4 \$	4 \$
	Actionnaires	652	354	188	493	(66)	1 621
	Actif moyen <sup>4</sup>	261 542 \$	65 774 \$	47 501 \$	250 418 \$	174 713 \$	799 948 \$
31 oct. 2020 <sup>5</sup>	Produits nets d'intérêts <sup>1</sup>	1 486 \$	294 \$	356 \$	652 \$	4 \$	2 792 \$
	Produits autres que d'intérêts <sup>2</sup>	511	734	163	282	118	1 808
	Total des produits <sup>1</sup>	1 997	1 028	519	934	122	4 600
	Dotation à la provision pour pertes sur créances	121	25	82	17	46	291
	Amortissement et perte de valeur <sup>3</sup>	58	8	29	3	438	536
	Autres charges autres que d'intérêts	1 018	532	238	455	112	2 355
	Résultat (perte) avant impôt sur le résultat	800	463	170	459	(474)	1 418
	Impôt sur le résultat <sup>1</sup>	210	123	35	149	(115)	402
	Résultat net (perte nette)	590 \$	340 \$	135 \$	310 \$	(359) \$	1 016 \$
	Résultat net (perte nette) applicable aux : Participations ne donnant pas le contrôle	- \$	- \$	- \$	- \$	1 \$	1 \$
	Actionnaires	590	340	135	310	(360)	1 015
	Actif moyen <sup>4</sup>	256 054 \$	65 018 \$	48 510 \$	239 272 \$	170 079 \$	778 933 \$
31 janv. 2020 <sup>5</sup>	Produits nets d'intérêts <sup>1</sup>	1 505 \$	315 \$	342 \$	498 \$	101 \$	2 761 \$
	Produits autres que d'intérêts <sup>2</sup>	574	740	159	508	113	2 094
	Total des produits <sup>1</sup>	2 079	1 055	501	1 006	214	4 855
	Dotation à (reprise de) la provision pour pertes sur créances	211	35	15	(6)	6	261
	Amortissement et perte de valeur <sup>3</sup>	57	7	32	3	147	246
	Autres charges autres que d'intérêts	1 029	554	266	489	481	2 819
	Résultat (perte) avant impôt sur le résultat	782	459	188	520	(420)	1 529
	Impôt sur le résultat <sup>1</sup>	207	123	23	142	(178)	317
	Résultat net (perte nette)	575 \$	336 \$	165 \$	378 \$	(242) \$	1 212 \$
	Résultat net (perte nette) applicable aux : Participations ne donnant pas le contrôle	- \$	- \$	- \$	- \$	7 \$	7 \$
	Actionnaires	575	336	165	378	(249)	1 205
	Actif moyen <sup>4</sup>	251 596 \$	65 257 \$	44 811 \$	213 172 \$	104 695 \$	679 531 \$

1) Les produits et l'impôt sur le résultat de Marchés des capitaux comprennent un ajustement selon la base d'imposition équivalente (BIE) de 54 M\$ pour le trimestre clos le 31 janvier 2021 (37 M\$ le 31 octobre 2020 et 49 M\$ le 31 janvier 2020), les montants équivalents étant compensés dans le secteur Siège social et autres.

2) Incluent les produits intersectoriels, qui représentent les commissions de vente internes et la répartition des produits selon le modèle de gestion fabricant–secteur client–distributeur.

3) Comprennent l'amortissement et la perte de valeur des bâtiments, des actifs au titre de droits d'utilisation, du mobilier, du matériel, des améliorations locatives et des logiciels, ainsi que d'autres immobilisations incorporelles. Les trois mois clos le 31 octobre 2020 comprennent la dépréciation du goodwill.

4) Les actifs sont présentés en fonction de moyennes, car il s'agit de la mesure la plus pertinente pour une institution financière, et c'est la mesure examinée par la direction.

5) Certaines informations des périodes précédentes ont été révisées. Pour plus de précisions, se reporter à la section Modifications apportées à nos secteurs d'activité.

## POUR NOUS JOINDRE

**Secrétaire général** : Les actionnaires peuvent communiquer avec ce service par téléphone, au 416 980-3096 ou par courriel, à l'adresse [corporate.secretary@cibc.com](mailto:corporate.secretary@cibc.com).

**Relations avec les investisseurs** : Les analystes financiers, les gestionnaires de portefeuilles et les autres investisseurs qui désirent obtenir des renseignements financiers peuvent communiquer avec ce service par téléphone, au 416 813-3743 ou par courriel, à l'adresse [investorrelations@cibc.com](mailto:investorrelations@cibc.com).

**Communications et affaires publiques** : Les médias financiers, commerciaux et spécialisés peuvent communiquer avec ce service par courriel, à l'adresse [corpcommmailbox@cibc.com](mailto:corpcommmailbox@cibc.com).

**Services bancaires téléphoniques CIBC** : Conformément à notre engagement envers nos clients, des renseignements sur les produits et les services de la Banque CIBC peuvent être obtenus en composant sans frais au Canada le 1 800 465-2422.

**Présentation aux investisseurs en direct** : De l'information financière supplémentaire, le Rapport au titre du troisième pilier, de l'information supplémentaire sur les fonds propres réglementaires et une présentation destinée aux investisseurs et aux analystes peuvent être consultés à l'adresse [www.cibc.com/francais](http://www.cibc.com/francais) : À propos de la Banque CIBC.

**Conférence téléphonique sur les états financiers** : La conférence téléphonique avec des analystes et investisseurs sur les résultats financiers de la Banque CIBC pour le premier trimestre aura lieu le jeudi 25 février 2021, à 8 h 00 (HE). Pour la conférence en français, composez le 514 392-1587 ou le numéro sans frais 1 877 395-0279, code d'accès 5060608#; pour la conférence en anglais, composez le 416 406-0743 ou le numéro sans frais 1 800 898-3989, code d'accès 3693762#. L'enregistrement de la conférence sera accessible en français et en anglais jusqu'à 23 h 59 (HE) le 11 mars 2021. Pour accéder à la retransmission en français, composez le 514 861-2272 ou le 1 800 408-3053, code d'accès 8181990#. Pour accéder à la retransmission en anglais, composez le 905 694-9451 ou le 1 800 408-3053, code d'accès 2933743#.

**Webdiffusion audio** : Une diffusion audio en direct sur les résultats financiers du premier trimestre de la Banque CIBC aura lieu le jeudi 25 février 2021, à 8 h 00 (HE) en français et en anglais. Pour accéder à la webdiffusion audio, rendez-vous à l'adresse [www.cibc.com/francais](http://www.cibc.com/francais) : À propos de la Banque CIBC. Une version archivée de la webdiffusion audio sera aussi accessible en français et en anglais après la conférence à l'adresse [www.cibc.com/francais](http://www.cibc.com/francais) : À propos de la Banque CIBC.

**Assemblée annuelle** : La prochaine assemblée annuelle des actionnaires de la CIBC aura lieu le 8 avril 2021.

**Fonds propres réglementaires** : De l'information concernant les instruments de fonds propres réglementaires et la situation des fonds propres réglementaires de la CIBC peut être consultée à l'adresse [www.cibc.com/francais](http://www.cibc.com/francais) : À propos de la Banque CIBC : Relations avec les investisseurs : Instruments de fonds propres réglementaires.

**Créances requalifiables** : De l'information concernant les créances requalifiables et les instruments de CTAP de la Banque CIBC peut être consultée à l'adresse [www.cibc.com/francais](http://www.cibc.com/francais) : À propos de la Banque CIBC : Relations avec les investisseurs : Renseignements sur la dette : Créances requalifiables.

**Les informations contenues dans le site Web de la Banque CIBC, à l'adresse [www.cibc.com/francais](http://www.cibc.com/francais), ne sont pas réputées être intégrées aux présentes.**

### SERVICE DE DÉPÔT DIRECT DES DIVIDENDES

Les résidents du Canada porteurs d'actions ordinaires peuvent choisir de faire déposer leurs dividendes directement à leur compte, dans toute institution financière membre de Paiements Canada. Pour prendre les dispositions nécessaires, veuillez écrire à la Société de fiducie AST (Canada), C.P. 700, succ. B, Montréal (Québec) H3B 3K3, ou envoyer un courriel à l'adresse [inquiries@astfinancial.com](mailto:inquiries@astfinancial.com).

### RÉGIME D'INVESTISSEMENT À L'INTENTION DES ACTIONNAIRES

Les porteurs inscrits d'actions ordinaires de la Banque CIBC qui souhaitent acquérir des actions ordinaires additionnelles de la Banque CIBC peuvent participer au régime d'investissement à l'intention des actionnaires, sans verser de commission de courtage ni payer de frais de service.

Pour obtenir un exemplaire de la circulaire d'offre, veuillez communiquer avec la Société de fiducie AST (Canada) par téléphone, au 416 682-3860, au numéro sans frais 1 800 258-0499, ou par courriel à l'adresse [inquiries@astfinancial.com](mailto:inquiries@astfinancial.com).

### PRIX DES ACTIONS ORDINAIRES ÉMISES EN VERTU DU RÉGIME D'INVESTISSEMENT À L'INTENTION DES ACTIONNAIRES

Date	Régime d'options d'achat d'actions	Options de réinvestissement des dividendes et de dividendes en actions
2 novembre 2020	98,83 \$	
1 <sup>er</sup> décembre 2020	110,72 \$	
4 janvier 2021	110,09 \$	
28 janvier 2021		110,75 \$



Banque Canadienne Impériale de Commerce  
Siège social : Commerce Court, Toronto (Ontario), M5L 1A2, Canada  
[www.cibc.com/francais](http://www.cibc.com/francais)